



**HAL**  
open science

**Une recherche de plus en plus structurante depuis  
l'Afrique sur la relation entre les technologies de  
l'information et de la communication et le changement  
social**

Bertrand Cabedoche

► **To cite this version:**

Bertrand Cabedoche. Une recherche de plus en plus structurante depuis l'Afrique sur la relation entre les technologies de l'information et de la communication et le changement social. Thomas Atenga; Madiba Georges. Les questions de développement dans les sciences de l'information et de la communication en Afrique. Mélanges offerts au Professeur Missè Missè, Academia, pp. 329-399, 2023, 978-2-8061-0498-4. hal-02021534

**HAL Id: hal-02021534**

**<https://hal.science/hal-02021534>**

Submitted on 16 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Une recherche de plus en plus structurante depuis l'Afrique sur la relation entre Technologies de l'Information et de la Communication et changement social au 3<sup>e</sup> millénaire

*Ce chapitre d'ouvrage, rédigé en français en hommage au Pr Missè Missè, est une reprise réactualisée et largement complétée d'un article publié en anglais dans la revue Les Enjeux de l'Information et de la Communication, à partir du colloque co-organisé avec le Lacrem de l'Université de Douala, la chaire Unesco en Communication internationale de l'Université Grenoble Alpes et le Gresec. La version anglaise est disponible sous le titre "Deconstructing and reconfiguring ICTs and Social Change in the Third Millennium. A state of the African contribution", in Dossier : L'internationalisation de la culture, de l'information et de la communication II : l'emprise progressive des industries de la communication sur les industries culturelles et créatives, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°18/3A, pp. 5-50 <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2017-supplementA/01-Cabedoche/>*

## Bertrand Cabedoche

*Bertrand Cabedoche est Professeur de Sciences de l'Information et de la Communication, membre du Gresec et responsable de la chaire Unesco en Communication internationale de l'Université Grenoble-Alpes. Il a été le Président du réseau mondial des chaires Unesco en communication (Orbicom) de décembre 2012 à décembre 2017.*

### Résumé

## Une recherche de plus en plus structurante depuis l'Afrique sur la relation entre Technologies de l'Information et de la Communication et changement social au troisième millénaire

Le continent africain a pu apparaître laissé pour compte dans le mouvement d'émergence et de développement des techniques d'information et de communication. Cependant, la recherche en Afrique, par l'Afrique, sur l'Afrique, se révèle de plus en plus structurante, au-delà des premières approches monographiques que dépassent déjà certaines contributions, même si ces dernières se présentent encore trop rares, embryonnaires et encore insuffisamment référencées. Cette production de connaissance doit donc travailler à affirmer davantage sa visibilité. D'autant plus qu'au-delà des cercles académiques, les analyses proposées dans le feu de l'action par les producteurs d'informations médiatiques révèlent un déterminisme technologique largement pourfendu en SIC, qui contrarie de façon décourageante la compréhension du rôle joué par les TIC et les médias sociaux dans le changement social.

**MOTS-CLÉS :** médias sociaux – *expressivisme militant* – fracture numérique – self culture – manipulation – espace public – *agenda setting*

« *Portant sur le temps long, l'approche historique permet de sortir de l'opportunisme conjoncturel* »  
(Roger Bautier)

Il n'y a pas si longtemps encore, pour certains chercheurs africains eux-mêmes (Makosso Kibaya, 2007), le continent africain pouvait apparaître laissé pour compte dans le mouvement d'émergence et de développement des techniques d'information et de communication (TIC), comme dans la production scientifique s'y rapportant. Le constat était bien évidemment erroné, comme nous l'avons rappelé depuis (Cabedoche, 2015), avec d'autres auteurs avertis (Benchenna, 2011 ; Missè, 2014...). Car sur le plan du rapport entre les usages de ces TIC et le changement social, la recherche en Afrique, par l'Afrique, sur l'Afrique, se révèle de plus en plus structurante, au-delà des seules approches monographiques que dépassent déjà certains états de la recherche et précieuses contributions (Alleman, D'Almeida, Miège, Wallon, 2004 ; Mattelart T. 2009 ; Benchenna, 2011...). Ces travaux impliquent scientifiquement l'Afrique sur tous les plans : méthodologique, conceptuel, théorique, embrassant même la dimension épistémologique attendue jusque là par les auteurs (Mattelart T., 2005), s'inscrivant dans le temps long, témoignant d'une perspective aussi bien *micro*, *meso*, que *macro*. Parallèlement, les thèses de doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication et mémoires d'habilitation à diriger des recherches dans la discipline sont révélateurs de cette effervescence intellectuelle, par leur nombre et par leur qualité. Pour une mise en perspective crédible, la référence est également incontournable à de nombreux autres ouvrages et auteurs, dont nos nombreux partenariats depuis le Gresec avec les équipes de recherche du continent ont déjà profité, à commencer dans nos propres efforts de problématisation (Cabedoche, 1990, 2009, 2016, 2017...). Aujourd'hui, cette production stimulante de connaissances est ainsi en mesure de contribuer très largement à la discussion des théories et concepts, lesquels ont d'abord été apportés, voire imposés aux études africaines.

Pour autant, l'ensemble de ces synthèses se présente encore trop discret, insuffisamment cité malgré sa qualité et appelle aujourd'hui à réactualisation. Ce vivier doit ainsi travailler à affirmer davantage sa visibilité, d'abord entre laboratoires et équipes de recherche à l'intérieur du continent africain même où les démarches collectives de capitalisation du savoir sont encore marginales (Miège, 2012, p. 10), comme en dehors du continent et, peut-on l'espérer, des universités. Car au-delà des cercles académiques, la perspective pour les acteurs sociaux semble paradoxalement se réduire aux calculs d'audience et d'auto-rentabilité auxquels se livrent les *mainstream medias* dans leurs choix éditoriaux. Avec le recul du temps, les analyses proposées dans le feu de l'action par ces producteurs d'informations médiatiques révèlent trop souvent un déterminisme technologique largement pourfendu en Sciences de l'Information et de la Communication (SIC), qui contrarie de manière décourageante, voire dramatique, la compréhension du rôle joué par les TIC et les médias sociaux dans le changement social. Prédissant par exemple l'effondrement en série de tous les régimes autoritaires en pays arabes au début de l'actuelle décennie, les consécration journalistiques des supposées *révolutions Facebook*, *révolutions Twitter* et autres *révolutions Al Jazeera*... se présentent ainsi comme les plus significatives de cet écart des offres médiatiques dominantes avec les travaux académiques et révélatrices de la confusion croissante des savoirs au sein de l'espace public (Touati, 2012 ; Cabedoche, 2013a).

Il apparaît donc d'autant plus opportun de prendre de la distance que, comme le rappellent les auteurs avertis (Balima S., 2004 ; Béru, Bényélé, 2007...), les Technologies de l'Information et de la Communication sont aujourd'hui très présentes, installées dans le quotidien de tous les pays africains. Ainsi, les usages innovants de la téléphonie mobile, comme par exemple ceux que développent les pêcheurs sénégalais observés au début du

millénaire (Chéneau-Loquay, 2001 ; Do Nascimento, 2005, pp. 158-161) et leurs homologues togolais (Amah, 2015) ou les agriculteurs sud-africains (Dahmani, Ledjou, 2012) repérés quelques années plus tard, y sont parfois à cent lieux des applications prévues par les ingénieurs concepteurs. Le constat est régulier pour les auteurs des SIC travaillant sur les terrains africains (Balima D., 2004 ; Barbey, Corroy-Labardens, Kiyindou, 2015 ; Anaté, Capo-Chichi, Kiyindou, 2015...).

À vocation d'état de la recherche depuis l'Afrique, le présent travail est d'abord le résultat d'une synthèse générale à partir des communications scientifiques présentées lors de la 3<sup>e</sup> édition du colloque international *Communication et Changements sociaux en Afrique*. La rencontre avait été organisée en avril 2014 à Douala (Cameroun) par le Lacrem de l'Université de Douala avec le professeur Missè d'une part, le Gresec et la chaire Unesco en *Communication internationale* de l'Université Grenoble Alpes, d'autre part.

Répertoriés dans la revue numérique *Les Enjeux de l'Information et de la Communication* (supplément 2014B), les principaux travaux significatifs de cette rencontre ont ultérieurement été mis en perspective, avec certains états de la recherche auxquels nous sommes régulièrement associé, parfois même au-delà du continent africain. Tel a été le cas, par exemple, de la rencontre avec la *Communication University of China* de Beijing en octobre 2016. Pour autoriser la compréhension des mouvements sociaux et le rôle joué par les médias sociaux sur le temps long, des références ont été ajoutées, systématiquement citées pour ajouter à leur visibilité, à partir de synthèses croisées auxquelles nous avons contribué, ou d'auteurs et ouvrages que nous avons régulièrement mobilisés depuis plusieurs décennies, lors de précédents travaux de recherche-action et de synthèse. La relève par les jeunes chercheurs est notable, que nous avons jugé stimulante de convoquer également, au fur et à mesure des soutenance de thèse auxquelles nous avons participé. Nous avons enfin ajouté les discussions de mémoires en vue de l'habilitation à diriger des recherches dans notre discipline, partant des terrains africains et déjà porteuses d'une recherche de qualité et de son développement (voir la liste des thèses et mémoires pour l'habilitation à diriger des recherches en bibliographie générale).

La plupart de ces manifestations scientifiques ont accueilli des propositions provoquant le questionnement des concepts et outils théoriques mobilisés. Elles peuvent conforter des problématiques établies, comme celle de l'autonomie sociale qui irrigue les premiers travaux de la sociologie des usages (Charon, 1987 ; Jouët, 2000). Elles peuvent aussi aider à mieux aborder la problématique des industries de l'information saisies par l'Afrique (Zida, 2018 ; Yarabatioula, 2018), ou encore à affiner la lecture des mécanismes d'appropriation sociale des technologies de l'information et de la communication sous l'angle de la *diversité culturelle*, à partir du prisme des médias sociaux en territoires africains. Dans ce texte contributif à l'hommage rendu à notre collègue, le Professeur Missè Missè, nous convoquerons ainsi généralement le terme *médias sociaux*, qui dispose largement tout ce qui fait interaction, *présence sociale* en ligne (Heaton, Millette, Proulx, 2011, p. 4 ; Proulx, 2011, p. 14), plutôt que le terme *réseaux sociaux*, qui repose seulement sur un lien social entre les hommes (Dupin, 2010, p. 91).

De toutes ces synthèses et communications croisées, le premier constat nous révèle déjà de nouvelles configurations entre les acteurs sociaux, comme il est relevé par exemple dans les débats radiophoniques, « média carrefour » s'il en est en Afrique (Capitant, 2008 ; Foutem, 2019), avec l'irruption de la parole dite « profane » (Ngono, 2017a) ou encore dans les débats télévisés (Ngono, 2017b ; Jumbo, 2019a), où sévissent jusque là les habitués *doxosophes*, comme les désigne Charles Boyomo Assala, habitués à exposer leur doxa à longueur de journée. Cette dernière modélisation de l'expression publique est d'ailleurs logiquement questionnée quant à sa pertinence, tout autant en Afrique qu'en Europe

(Fromentin, Wojcik, 2008), témoignant ainsi d'une distanciation déjà entamée des catégories d'analyse et concepts jusque là convoqués.

## UNE NOUVELLE CONFIGURATION DES ACTEURS SOCIAUX

### Le web 2.0 en tant qu'espace libérateur d'interactions jusqu'alors inédites

Le constat n'a pas été premier à Douala en 2014. Dès le début du nouveau millénaire en effet, Dominique Cardon avait pu faire état pour l'Europe d'un élargissement du cercle des preneurs de parole, grâce à Internet. L'auteur nous rappelait que, si ce déplacement ne devait pas être surestimé, pour autant, une ouverture nouvelle à l'expression publique semble aujourd'hui se dessiner, au profit d'acteurs dits « non professionnels ». Les lieux en sont parfaitement identifiés : sites d'auto-publication, médias s'autoproclamant « alternatifs » (Cardon, 2008 et 2009), bref, tout ce qu'il est convenu de nommer paresseusement « blogosphère », pour désigner l'« espace virtuel constitutif de ce nouveau réseau social d'échanges » (Mathien, 2007, pp. 161-162).

Le colloque de Douala 2014 confirmait ainsi ce que de nombreux auteurs avaient pu déjà enregistrer, en Afrique (Zouari, 2011 ; Kra, 2013a ; Toa, 2013 ; Ghosn, Lahouij, 2013...) comme en Europe (Rieffel, 2005) : les potentialités offertes par les technologies de l'information et de la communication, mais surtout leurs usages par les citoyens eux-mêmes, ouvrent aujourd'hui un espace supplémentaire d'interactions à des populations hétérogènes, habituellement limitées dans leur expression publique. Le constat s'étend, même en contexte autoritaire (Chouikha, 2009 ; Lecomte, 2013a).

Ainsi depuis le continent africain, observe-t-on des citoyens illettrés ou en voie de désocialisation, qui, comme les pêcheurs sénégalais et togolais cités *supra*, déploient ruses et inventivité dans leur usage de la téléphonie mobile, pour renforcer leur présence économique à partir des nouveaux rapports à l'espace et au temps ainsi autorisés (Do Nacimento, 2005 ; Kanga, 2006 ; Ramos Pasquati, 2011 ; Compaoré, 2014). Ces mêmes nouveaux acteurs publics peuvent parallèlement contribuer à la transparence des élections, comme il a déjà été analysé au passage du millénaire, par exemple au Mali (Coulibaly, 2000), ou plus tard au Sénégal (Chéneau-Loquay, 2011), au Togo, au Burkina Faso ou en RDC (Sonhaye, 2017), au Cameroun (Foutem, 2019). L'implication est d'autant plus notable quand les médias traditionnels, voire internationaux, semblent oublier les règles élémentaires qu'ils se sont eux-mêmes construites, pour couvrir de tels événements sensibles (Jumbo, 2019b) et se fourvoient dans des approches exclusivement partisans (Kameni Wandeu, 2019).

Comptent aussi, parmi ces nouveaux acteurs des TIC, des femmes, que les pratiques nouvelles de blogs (Ben Salem, 2013 ; Najar, 2013 et 2014) ou de réalisation de films documentaires (Gabous, 1998 ; Cabedoche, 2012 ; Ellerson, 2015 ; Jedlowski, 2015) inscrivent socialement à la fois dans le temps court de la politique contestataire et dans le temps long de la culture et des médiations communicationnelles. Les représentations du genre témoignent encore largement du poids des valeurs patriarcales (Atanga, L., Djimeli, 2013 et 2019), comme lorsque la femme n'était envisagée que comme appui ou divertissement de l'homme, par exemple en Ouganda (Tamale, 1999), au Botswana (Doo Selowane, 2006) ou en République Démocratique du Congo (Welepele Élatre, 2014). Mais les observations convergent sur ce point des participations accrues des femmes, via les TIC (Noble-Bart, 2003 ; Kerrou, Najar, 2009 ; Ben Salem, 2013 ; Angé, 2014 ; Fadhloun, 2018), concernant pêle-mêle l'Afrique du Sud, le Rwanda, le Zimbabwe, la Tanzanie, le Kenya, le

Sénégal, le Burkina Faso, le Togo, le Ghana, le Nigeria, le Cameroun, le Congo, le Liberia, la Sierra Leone, la Tunisie, l'Égypte, l'Éthiopie....

Des populations migrantes et transnationales se révèlent encore (Fadhloun, 2018) : grâce à l'anonymat autorisé par la publication en ligne, les TIC leur offrent désormais la possibilité de faire état de leurs difficultés et de leurs échecs migratoires, jusque-là occultés dans les récits mélioratifs portés sur support papier dans les courriers adressés aux familles (Goulet, 2014). Mieux que ne l'avaient fait auparavant les médias classiques, « *les médias numériques donnent [ainsi] à voir l'articulation complexe entre la sphère publique et privée* » (Angé, 2014), dont l'interpénétration avait déjà été conceptualisée par Paul Beaud, il y a plus de trente ans (Beaud, 1986, p. 115).

Ont surtout bénéficié de ces nouveaux affichages numériques les jeunes, pour lesquels Internet est vite apparu comme un outil d'appartenance sociale, voire d'apprentissage social, en termes d'usages et de pratiques (Amri, Vacafior, 2010 ; Ghosn, Lahouij, 2013 ; Akregbou Boua, 2014). En même temps, le numérique s'offre comme un levier puissant d'une contestation collective (Cahen, Pommerolle et Tall, 2015), libérée des peurs de régimes en bout de course et démultipliée, *via* les connections de sites (Dahmen-Jarrin, 2014). En certains lieux d'Afrique, comme il avait été précédemment identifié en Europe (Allard et Blondeau, 2007, p. 19), l'*expressivisme militant* s'est ainsi soudainement libéré jusqu'au niveau amateur-expert (les *pro-am*), pour le partage de l'information *via* les médias sociaux : MMS, *bluetooth*, profils sous *Twitter*, transferts *via* la clé *USB* et la carte mémoire... (Dahmen-Jarrin, 2011).

Dans des espaces de publication interpersonnelle *a priori* idéologiquement libres comme le *blog*, tout cet univers de parole témoigne de ce que « *la construction d'une identité revendiquée pour soi procède d'une action communicationnelle attribuée, c'est-à-dire pour autrui* » (Amri, Vacafior, 2010 ; Angé, 2014). Les réseaux sociaux, *Facebook*, *Twitter*, *LinkedIn* ou *Hi5*, et les *fora* de discussion, ouverts dans les médias sociaux qui les accueillent aujourd'hui, permettent une transmission cumulative des ressources. Ces dernières se transforment aussitôt en capital collectif au sein de communautés virtuelles. Elles configurent ainsi de nouvelles « grammaires de résistance », dont pour l'Afrique, Achille Mbembe (Mbembe, 2000) avait, depuis longtemps déjà, repris l'expression de Jean-Guy Moreau (Moreau, 1967, p. 65).

Ces usages multiples renforcent la perception collective selon laquelle, désormais, le pouvoir appartiendrait à chacun. En Afrique, finalement séduits, les acteurs institutionnels et les décideurs se retrouvent bientôt sur le net, aux côtés des porteurs d'une parole individuelle spontanée.

Ils se présentent ainsi, décideurs politiques, d'abord inquiets de la « politisation » d'internet avant d'en percevoir tout l'intérêt, et de s'adapter à des formes de communication jusque là pour eux inhabituelles, parfois sous la pression « citoyenne » (Gouba, 2018). Ces institutionnels s'investissent ainsi pour promouvoir leurs actions de développement (N'tambwe Tshimbulu, 2009 ; Lecomte, 2013a), et mieux répondre ainsi aux défis de la mondialisation (Lodombé, 2011), sans avoir toujours au préalable totalement mûri leur réflexion (Bachiri, El Habidi, 2018). Ils entendent également profiter des ressources numériques « citoyennes » dans leur lutte contre le terrorisme (Toa, 2017). Ils travaillent encore à élargir leur communication pour la prévention de fléaux sanitaires (Bahí Aghi, 2003 ; Ntsamé-Mba, 2010 ; Mbouzako, 2010 ; Drame, 2018), avec des succès inégaux (Ahledi, Lerah, 2018 ; Touhami, 2018) que le discours des médias dominants n'aide pas toujours à installer (Majdoul, 2018). De la même façon, ils s'attèlent à de nouvelles formes de communication contre des pratiques culturelles mutilantes (Diouf, 2013). Enfin, ils

s'emploient évidemment à élargir leurs cercles d'influence par le net, pour assurer leur propre promotion en campagnes électorales (Palé, 2017).

Ces nouveaux acteurs du net sont aussi responsables de services publics, encore timidement investis pour faciliter la relation avec les administrés *via* le numérique, depuis le Maroc jusqu'en Afrique du Sud (Benchenna, 2010 ; Maumbe, 2012 ; Saïki, 2014 ; Ben Jeddou, 2015...), voire pour développer la qualité du service public (Togo, 2015). Dans ces efforts communicationnels, ils travaillent souvent de pair avec les décideurs des collectivités locales, lesquels peuvent témoigner de leur capacité de réactivité mieux que certaines collectivités régionales (Ben Slymen, 2018). Le net leur permet de gérer leur périmètre d'action comme une *branding city*, (Makach, 2018). Ainsi, l'*e-réputation*, dite encore « intelligence territoriale » (Ben Slymen, 2018), se construit autour de la décentralisation (Bendahan, El Halhoudi, 2018) ou de la gouvernance locale (Kra, 2013b ; Gokra Dja, 2013), comme il avait déjà été expérimenté en Amérique Latine, par exemple (Carillo, Katz, 2006). Ces administrateurs publics se présentent ainsi de plus en plus sensibles aux nouveaux outils communicationnels de la gestion des situations de crise, que celles-ci soient le résultat de phénomènes naturels, par exemple en cas de coupures d'eau due aux intempéries grâce la mobilisation autorisée par *Facebook* (Youssofi, 2018), ou que ces crises soient le résultat de l'activité humaine, par exemple dans le cas de l'émotion générée par l'importation de déchets de l'étranger, en pleine COP22 (Toumi, 2018).

Ils sont encore acteurs associatifs, promoteurs parfois opportunistes des outils du multimédia, certes pour gagner en visibilité d'abord avant d'espérer gagner en reconnaissance, comme à l'île Maurice (Kwok Choon, Proulx, 2011) ou pour explorer les nouvelles relations Nord/Sud du commerce équitable à Madagascar (Randrianasolo-Rakotobe, 2012), mais aussi pour capter certains subsides de l'aide internationale depuis le Burkina Faso (Dakouré, 2011).

Ils sont enfin managers des organisations marchandes, à la recherche *off shore* de supports rentables de prospection et de promotion (Do Nacimento, 2005, p. 158 ; Mezhouda, 2012 ; Kemayou, 2014) et *in shore* de méthodes d'optimisation de la ressource interculturelle interne (Miéré Pelage, Zlitni, 2004 ; Touati, 2012). Depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les théories néo-institutionnalistes des organisations (Ely, Thomas, 1996 ; Rosenzweig, 1998...) recommandent en effet pareille *glocalisation*, pour affronter la mondialisation en intégrant les cultures locales, d'abord sur leur propre site. Avec leur implantation et leur développement en Afrique où les industries étrangères de réseaux et de matériel dominant (Zida, 2018, p. 228), les acteurs majeurs des télécommunications - comme *Orange* (Cabedoche, 2014) - et de la production numérique de logiciels - comme *Microsoft* (Bonjawo, 2002) - y transportent l'exigence de connexion aux réseaux sociaux, appuyés en cela par certains conseillers auprès des Nations Unies (Ngouem, 2007). L'objectif est affiché : leurs collaborateurs doivent se muer en *community managers* efficaces (Baddou, 2014), comme il est également prescrit en d'autres parties du monde (Galibert, 2014 ; Cabedoche, 2016a), participant ainsi de la *société liquide*, identifiée par Bauman (Bauman, 2000). La recommandation s'adresse en effet plus largement à la société d'accueil tout entière..., par exemple à l'Afrique, investie elle aussi de ce « nouvel esprit du capitalisme » qu'ont déjà dénoncé les auteurs critiques, relevant de la *sociologie pragmatique française* (Boltanski, Chiapello, 1999). Les journalistes des médias classiques sont eux-mêmes sollicités en ce sens (Deslandes, 2008) et se révèlent tentés à leur tour d'expérimenter sur la toile un nouveau *journalisme de relation*, par exemple au Cameroun (Madiba Oloko, 2011), en Tunisie (Denieul, 2013), au Zimbabwe (Chingwaramusee, Sabao, 2017), au Mozambique (Mare, 2014), etc, pour élargir ainsi leur audience. Dans le même temps, de plus en plus suspicieuses à l'encontre de ces « professionnels de l'information » et pour en contrer les



analyses critiques, les entreprises marchandes, dont la vocation originelle est d'abord éloignée de la production de contenus, travaillent désormais à implanter en interne une culture managériale de contre-information. Elles élèvent ainsi leurs collaborateurs au rang d'ambassadeurs sur les réseaux numériques pour rétablir la confiance en période de crise, ainsi que le recommandent aujourd'hui certains consultants d'entreprise (Shimmin, 2017). Elles rejoignent ainsi les stratégies de contournement, directement développées par le *tweet-président* états-unien Donald J. Trump et dont les journalistes critiques analysent les contenus en retour (Dall'Orso, Lucas, Wicky, 2017), en renouvelant la pratique du *fact-checking* que *Le Times* avait inauguré dès 1923 et dont le pure player *Africa check* reprend l'héritage pour le continent (Bigot, 2019).

Tous ces acteurs font finalement état de leur récent engouement pour les « *nouveaux médias* », susceptibles de favoriser la gouvernance, la transparence, la *reliance*... - bref la nouvelle « *citoyenneté numérique* » (Stein, 2007) qui désigne aussi bien le *monitorial citizen*, le *consumer citizen* et le *liquid citizen* (Wojcik, 2014) - en même temps que la performance, l'efficacité, l'indépendance... - bref le développement et le changement social, désormais enfin plausibles en Afrique grâce aux TIC (Loukou, 2011). Dans cette configuration sociotechnique du changement, élus, institutions politiques, organisations de la société civile, acteurs médiatiques, militants, citoyens, et même micro-entrepreneurs tanzaniens (Jaensson, Rutashobya, 2004) ou rwandais (Donner, 2006)..., se retrouvent tous producteurs, équivalents et interchangeables, en même temps que sujets des informations qui circulent sur les réseaux sociaux de l'internet (Amsidder, Bendahan, Abil, 2018, p. 9). Les notoriétés peuvent ainsi être reconfigurées sur la base de la *High Frequency Politics*, c'est-à-dire grâce à la circulation virale des informations liées aux nouveaux personnages et des réactions recueillies en retour dans tout cet espace médiatique (Dahmen-Jarrin, 2014). Au-delà des fonctions informationnelles, les réseaux sociaux ouvrent chacun à des schémas organisationnels plus larges. Par exemple, les flux *Twitter* constituent ainsi des mécanismes de réseautage transversaux, dans une écologie de la participation, voire de la contestation ; ils sont intégrés et intègrent les acteurs dans divers types de processus de *gatekeeping* ; ils traduisent une dynamique de changement à long terme, intégrant la dimension écologique (Bennett, Segerberg, 2011 ; Abil, Amsidder, Tarik, 2018).

De là à embrasser la thèse de la réduction de la *fracture numérique* depuis l'Afrique, le pas n'a pas été franchi à Douala. Du moins, pas au sens des paris diffusionnistes.

### **Une lecture de la *fracture numérique*, en termes de compétences en matière d'usages**

Surfant désormais au sein de l'espace public grâce aux outils du numérique et participant à la production d'informations sur les médias sociaux, les communautés virtuelles en Afrique peuvent donc témoigner d'une communication plus précise, fidèle à l'étendue de la gamme des vécus. Par là-même, elles s'ouvrent à un capital social, aujourd'hui accessible à des populations qui en étaient autrefois démunies : par exemple, les futurs migrants africains sur le territoire canadien se nourrissent plus efficacement de la co-construction démultipliée de l'imaginaire migratoire les concernant. Au point que pour certains auteurs, la communauté virtuelle ouvre en quelque sorte à une objectivation des perceptions, dont la communication effective constituerait un processus de « *réduction des malentendus* » (Goulet, 2014).

Mais ce que les échanges scientifiques ont surtout confirmé, c'est que les inégalités socio-économiques influent toujours sur les capacités réelles d'initiatives et de représentations des individus, liées à l'usage des TIC. Allant dans le sens des propositions critiques émises en d'autres lieux par Jan Van Deursen et Alexander Van Dijk (Van Deursen, Van Dijk, 2010) et des réserves émises régulièrement depuis la recherche sur l'Afrique (Missè, 2014 ; Alzouma, 2014 ; Miéré, 2016 ; Kahi Oulaï, 2017...), certains travaux présentés à Douala



(Compaoré, 2014 ; Barber, 2014) infirment particulièrement les lectures diffusionnistes. Celles-ci se voient désormais systématiquement reprocher un optimisme trompeur, rigidement accroché à la thèse de la réduction progressive de la *fracture numérique* par l'ouverture de l'accès. Certains dirigeants africains s'y étaient en effet trop facilement engouffrés (Loum, 2008, p. 92), fascinés sans aucunement tenir compte des rapports de force et de domination, à l'instar de ce que concluent rapidement certaines organisations internationales (Benchenna, 2006 ; Ledjou, 2012), comme leurs experts (Mignot-Lefebvre, 1994) et autres consultants (Ngouem, 2007), voire comme certains chercheurs (Loukou, 2011).

Certes, ainsi que nous en avait avertis Josiane Jouët, la démarche quantitative garde son intérêt pour offrir une dimension macro-sociale à l'analyse de l'usage (à la condition qu'elle se fonde sur une construction théorique et intègre les variables de contextualisation qui permettent de resituer les usages dans la pluralité des pratiques sociales) : « *le cadrage statistique permet de faire ressortir les phénomènes de segmentation sociale, le poids des variables socio-démographiques...* » (Jouët, 2000, p. 514). Ce type d'analyse permet aussi de faire apparaître les mises à l'écart de l'usage (Boutet-Dieyé, Trémembert, 2008 ; Keline, Massou, Morelli, 2010). Cette question des non-usages, imposés au niveau de l'accès, reste encore très criante en Afrique (Dahmani, Ledjou, 2011), notamment en zones enclavées (Aubin, Agbobli, 2014) ou en milieu rural, par exemple au Bénin (Amessinou, 2017), à la différence du milieu urbain (Boafo, 1987). La démarche reste pertinente pour des analyses plus fines encore, s'agissant de l'accès des jeunes filles en milieu rural en Afrique du Sud (Dlodlo, 2009) ou des enseignants du secondaire en Côte d'Ivoire (Mankandjou, 2016). Par ailleurs, associés à l'utilisation d'Internet, à l'accès limité aux ordinateurs et aux *smartphones* et à une électricité peu fiable, eu égard aux délestages multiples coutumiers en Afrique, les coûts entravent la participation en ligne, comme analysé au Kenya (Forte, Schoenebeck, Wyche, 2013).

Mais comme l'ont déjà énoncé de nombreux auteurs depuis l'Europe, la compréhension du sens passe par un dialogue plus étroit entre approche quantitative et approche qualitative (Claisse, Vergnaud, 1985 ; Licoppe, Smoreda, 1998, 2000 ; Jouët, 2000...). Ainsi, pour l'ensemble du continent africain, sans écarter cette question de l'accès, l'écart se creuserait, cette fois entre usagers, en termes de compétences, témoignant de ce qu'il ne faut peut-être pas trop opposer usages et non usages, comme le recommandent les auteurs (Martin, Von Pape, 2010). Alors, sauf à abandonner la référence à l'expression *fracture numérique* quand elle renvoie aux certitudes diffusionnistes, ou à une division bipolaire sociétale entre accédants et non accédants (Warschauer, 2004, p. 8), comme il a déjà été questionné (Chéneau-Loquay, 2003), voire proposé (Kiyindou, 2009a, p. 17) au début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'expression est désormais convoquée, en distinguant « *l'utilisation structurelle* » des TIC des autres formes spontanées d'usage (Proulx, 2011, p. 23). La première apparaît lorsque des segments particuliers d'acteurs, souvent dominants, investissent stratégiquement Internet, de manière systématique et sur de longues périodes de temps, pour des activités pro-actives d'influence en profondeur. Par contraste, les autres ne mobilisent les dispositifs techniques d'information et de communication qu'aléatoirement, pour la vie pratique au quotidien et pour des activités divertissantes et/ou ponctuelles (Benchenna, 2011, p. 62). Les logorrhées quantitatives, qui témoignent de réelles flambées consuméristes en Afrique pour certaines technologies de l'information et de la communication, sont légions (Ekine, 2010). Mais ces rapports quantophréniques n'offrent pas pour autant de lecture véritablement signifiante et pertinente (Kemayou, 2014). Depuis l'Europe, Dominique Boullier avait déjà ainsi prévenu la recherche de ne pas se contenter des généralisations statiques et statistiques quand il faut rendre compte des processus, s'agissant des formes d'appropriation de la technique (Boullier,

1997). Aujourd'hui, en Afrique comme ailleurs, les analyses se font ainsi de plus en plus fines : la *fracture numérique*, parfois rebaptisée *fracture civique* [Jouët, Rébillard, 2014), ne reflète plus seulement les inégalités sociales entre continents, entre pays, voire entre régions et milieux, urbain ou rural, comme au Cameroun (Kemayou, 2014). Elle doit être de plus en plus considérée comme un élément de reproduction de ces inégalités, y compris au sein du même cercle d'appartenance, comme il a été analysé au Mozambique (Archambault, Machikou Ngaméni, 2010). Par exemple, l'utilisateur non averti peut, sans doute plus facilement et de plus en plus, accéder à une information devenue pléthorique, accessible et « gratuite » grâce aux ressources des sites internet, des blogs, des *fora* de discussion, des réseaux sociaux numériques... Mais il ne peut souvent en évaluer la qualité et la valeur, ou il ne l'apprécie que trop tard, une fois qu'il a expérimenté cette information à ses dépens, dans la prise de décision comme dans l'action. La prise de conscience tardive peut même se révéler dramatique, comme il a été observé pour les candidats à l'émigration les plus démunis (Goulet, 2015). Sans doute, les exemples sont réels de populations africaines qui, profitant de la disponibilité des connaissances élaborées et transmises par voie numérique, s'emparent avec bénéfices de la « nouvelle économie culturelle », ainsi en voie de constitution. Mais ces acteurs avisés viennent souvent du monde universitaire : ainsi, étudiants, enseignants-chercheurs ou artistes (Daim-Allah, 2017)... se révèlent déjà porteurs d'un capital culturel, sinon social et/ou économique (Miège, 2014), dans un contexte urbain plus favorable dans certaines métropoles que dans d'autres (Tremblay, Tremblay, 2006). Pour le reste des acteurs sociaux, qui ne relèvent même pas des classes moyennes ou du monde urbain, les contraintes restent encore trop nombreuses, techniques, institutionnelles et idéologiques, mais aussi politiques et sociales (Lecomte, 2013a ; Kemayou, 2014), et encore culturelles, anthropologiques et sociologiques (Perrot, 2014), avec lesquelles doivent composer lesdits usages triviaux. Enfin, la capacité d'influence *via* les médias sociaux, par exemple pour organiser un mouvement social ou pour briser l'insularité économique, dépend aussi de facteurs extérieurs à l'usage. Ainsi en est-il de l'existence préalable d'un leadership, politiquement acceptable et nécessaire pour ne pas discréditer le capital confiance ou de l'appui de donateurs extérieurs et apporteurs de ressources en termes de compétences, ainsi qu'il a été observé au sein d'une société divisée comme se présente l'Afrique du Sud (Mkhabela, 2017) ou pour les micro entrepreneurs du Botswana (Duncombe, Heeks, 2002). Josiane Jouët avait pareillement relevé en Europe combien la seule médiation de la technique ne suffit pas à créer du lien social : celui-ci se ressource dans des réseaux sociaux préconstruits, ou s'active par le jeu de modérateurs officiels ou de leaders de fait des réseaux numériques (Jouët, 2000, p. 506). *A contrario*, en milieu rural en Afrique, à mesure qu'Internet est de plus en plus utilisé comme le moyen de communication par défaut, les plus vulnérables se retrouvent à nouveau progressivement désavantagés, d'abord en termes relatifs, puis en termes absolus, jusqu'à reconstituer ce que certains nomment le « cercle vicieux du numérique » (Warren, 2007).

La recherche en Afrique l'avait intégré depuis déjà de nombreuses années, lorsque le mot d'ordre depuis les Nations Unies visait alors à accélérer le transfert de technologies. Le constat n'évoluerait donc que très lentement, par rapport à ces années 70 lorsque Joseph Ki-Zerbo évoquait la « jouissance mandarinale » de cette mince intelligentsia, qui ne dialogue bien souvent que pour elle-même, « à distance respectable d'une réalité africaine sur laquelle elle sait ne pas avoir prise » (Dumolin, 2001, p. 88).

Le constat est désormais établi : sans volonté stratégique politique locale, appuyés et investissements concertés ; sans efforts d'éducation, d'information, de formation (Ki-Zerbo, 1990) pour développer les capacités endogènes en intégrant les « compromis locaux » (Alzouma, 2011-2012), comme il a déjà été observé en Europe à partir de la *théorie des*

*conventions* (Boullier, 1997), l'Afrique ne fera que suivre le rythme des technologies « nouvelles » et ne parviendra pas véritablement à engendrer le changement social (Boafo, 1987). Conformément aux prescriptions du PNUD renvoyant aux indicateurs du développement humain (Azoulay, 2002, p. 63), une « adaptation proportionnelle » a même été proposée, pour ne pas assister à une « délégation d'usages » en Afrique, aux dépens des populations défavorisées (Cishahayo, Kamga, 2013). Pareille perception invite à discuter le principe de l'équivalence et de l'équipuissance nivelant la valeur et la puissance des êtres humains, pour contester le concept de circularité lié au paradigme technologique (Ekambo, 2004, p. 69).

### **Une supposée *self culture*, produit de l'interaction numérique, contrariée par les acteurs dominants**

Les travaux de Douala 2014 ont par exemple insisté sur les stratégies d'acteurs calculateurs, structurellement très organisés, dont les usages des médias sociaux - support technique et contenus - ouvrent la voie à de multiples procédés propagandistes. Par exemple, au Cameroun, le recours au SMS par un pouvoir en place averti (Atenga, Wangué, 2014) élargit la panoplie des dispositifs techniques des campagnes électorales, dont aux Etats-Unis, comme nous l'avons déjà rappelé, le président Barak Obama semble avoir ouvert une nouvelle étape de la communication politique (Cabedoche, 2010). Depuis, le président Donald Trump développe l'usage intensif des *tweets* contre les *fake news media* : *NBC News*, *ABC*, *CBS* et *CNN*, « *the enemy of American people* », contribuant à semer la confusion par rapport à laquelle les *fact checking* sont parfois peu efficaces à démêler le bon grain de l'ivraie et à aider les journalistes à regagner de la crédibilité (Bigot, 2019). Par exemple encore, l'investissement massif sur le support télévisé du discours particulièrement expressif et étudié d'évangélistes, rediffusé sur tous les outils du web 2.0 et se dotant ainsi de l'apparence d'un produit exclusif des interactions sociales, confirme la centralité des TIC dans le développement d'une soi-disant « *théologie spontanée* », phénomène majeur des transformations à l'œuvre de la quotidienneté africaine de la zone subsaharienne ou centrale (Damome, 2014 ; Teko Tédongmo, Nsoe Minsongui, 2014). Ces pratiques sophistiquées peuvent même se révéler expressément criminelles (par exemple dans le cas de l'arnaque organisée par *chat* sur les réseaux et médias sociaux), dont sont victimes les usagers occasionnels, par exemple en Côte d'Ivoire (N'Guessan, 2013), au Bénin (Ouassa Kouaro, Tasso Boni, 2014), au Ghana (Perrot, 2014)..., ou depuis ces mêmes pays. De véritables clans (*crew*) se sont même organisés, souvent depuis l'Afrique et l'Europe orientale (Mattelart T., 2011), regroupant par exemple *script kiddies*, *lamerz*, et à un niveau plus sophistiqué, *expert crackers*, *black hats*, dont le projet est d'abord d'entrer dans les systèmes d'information à des fins purement mercantiles, ou de piller les productions culturelles locales.

Sur ce terrain, comme sur celui de la protection des auteurs ou de la vie privée, le droit national peut se présenter en rempart, par exemple au Cameroun (Atenga, Wangué, 2014 ; Teko Tédongmo, Nsoe Minsongui, 2014). Mais cela suppose que des dispositions spécifiques aient été adoptées, ce qui n'est pas encore le cas au Nigeria, par exemple (Akpojivi, 2017) ou en Namibie, pays où n'a pas encore été promulguée une quelconque législation sur l'accès à l'information (Heuva, 2017). Même alors, le droit national ne parvient pas toujours à offrir une régulation efficace (Ouassa Kouaro, Tasso Boni, 2014 ; Perrot, 2014 ; Tano-Bian, 2015, pp. 211-275), qui serait respectueuse des acteurs locaux (Kane, 2008). Le droit international ne constitue pas davantage la panacée (Henki, 2017), dans un contexte sans cesse mouvant, aux territoires et objets difficiles à cerner, et à l'arrière-plan largement écrasé d'idéologie néo-libérale (Saerens, 2014). Il peut ainsi être mobilisé d'abord pour protéger les droits des grandes multinationales plutôt que ceux des

productions locales (Mattelart T., 2011). Cette impuissance relative des seules disciplines juridiques invite logiquement à des lectures, par définition, multidisciplinaires (Laulan, 2006b ; Amouzou, 2009 ; Vitorino Pereira, 2012 ; Coutant, 2014), encore insuffisamment convoquées (Miège, 2012, p. 10). La compréhension de la structuration des relations entre acteurs sociaux en appelle, quand par exemple, elle renvoie à la prise en compte de pratiques magico-occultes, comme au Ghana (Perrot, 2014) et communicationnelles, comme en Côte d'Ivoire (Bogui, 2017).

Par ailleurs, du point de vue de l'utilisateur, l'adhésion à un dispositif technique ne caractérise pas une logique purement individuelle, indépendante du cadre d'exercice fixé par des acteurs dominants. Sonia Livingstone qualifie d'*affordance* cette interrelation entre le dispositif technique et les formes de l'échange social (Livingstone, 2008). Supposés indépendants, les usagers peuvent effectivement se révéler structurés par la nature du dispositif électronique mobilisé, par exemple le type de portable et le discours promotionnel véhiculé par les médias de masse. Sylvain Akregbou Boua explique ainsi comment, en fidélisant leurs consommateurs, les stratégies de verrouillage mises en place par les opérateurs du téléphone depuis Abidjan induisent pour une part la constitution des communautés virtuelles : s'abonner à un réseau technique, par exemple téléphonique, suppose implicitement acheter une place dans un réseau de relations déjà constitué (Akregbou Boua, 2014) et s'exposer en retour à la quête effrénée de rentabilité des opérateurs, par exemple *via* les centres d'appel du Cameroun (Bodiong, Témadjo, 2014). L'observation des pages *Facebook*, de loin le réseau social le plus utilisé par des communautés de fans MTN et *Orange*, laisse apparaître depuis ce même Cameroun des déficits flagrants, relatifs aux modalités de monstration et de focalisation de l'attention, qu'il convient d'analyser en tant que préoccupation secondaire des majors des industries culturelles, peu soucieuses finalement de la qualité de l'interaction. D'un côté donc, les opérateurs de réseaux se révèlent peu attentifs aux attentes des internautes. De l'autre, des populations démarchées sont certes séduites par l'invitation à devenir acteurs du réseau avec des contenus créés et échangés avec leur concours. Mais maîtrisant peu le multimédia comme outil, certaines réduisent leur activité communautaire à un clic pour sélectionner une rubrique *J'aime*, *Partager*. Plus dérisoires encore, ces usages se bornent parfois à une simple consultation, sans se révéler plus actifs (Kemayo, 2014). La persistance de ces inégalités invite aujourd'hui à intégrer la privatisation des TIC dans les indicateurs de mesure de la pauvreté multidimensionnelle qui sévit encore, par exemple à Madagascar, où les plus pauvres des plus pauvres ne savent pas tirer profit de politiques de prix plus abordables : forfaits, cartes prépayées à bon marché... (Ballet, Daka Rajaona, 2011). De telles observations invitent également à se démarquer d'analyses établies en d'autres lieux, procédant de contextes de singularisation de la culture de masse manifestée par les petites formes digitales expressives (Allard, 2005), et qui s'autorisent trop rapidement à parler de *self culture*, d'*individualisation expressive*, de *néo-modernité*, voire de *high modernity*, au sein des communautés virtuelles.

Ces effets de croyance masquent encore l'opacité, au sens de l'exploitation occulte des opportunités développées autour des objets connectés, entretenue par les dominants de l'économie contemporaine. Comme le pointent certains auteurs contemporains, depuis l'Afrique comme en Europe par ailleurs (Sadin, 2015 ; Miguel de Bustos, 2016), une numérisation, une quantification et une marchandisation exponentielles de la vie se développent, soutenues par la puissance toujours plus totalisante des systèmes computationnels de traitement des données, grâce à l'extension des capteurs en lien avec les logiciels qui les pilotent. Un double phénomène s'observe alors, paradoxal, que le chercheur ivoirien Kahi désigne par l'oxymore *transparence opaque* : d'un côté, l'accessibilité par les

services de traçage informatique à toutes les données collectées correspond à la transparence affichée pour les usagers ; de l'autre, la limitation d'accès à certaines autres de ces données renvoie aux besoins d'opacité des gestionnaires des sites d'échange (Kahi, 2017). Serge Proulx parle ainsi de « captation capitalistique » des données. À terme, conformément à une tradition d'analyse foucauldienne, celle-ci conduit à une surveillance organisationnelle permanente et insidieuse des utilisateurs (Proulx, 2013, p. 135) et pour ceux-ci, à une « intériorisation douce du contrôle social » (Kwok Choon, Proulx, 2011), qu'Armand Mattelart avait aussi déjà identifiées depuis au moins une dizaine d'années (Mattelart, A., 2008).

Les représentations restent cependant tenaces, au terme desquelles le citoyen serait devenu roi, au sein d'une communauté soudainement devenue celle des « égaux » - ce que les chercheurs discutent depuis des années (Flichy, 2010). Avec la même naïveté, la croyance est entretenue par laquelle les organisations et institutions seraient soudainement devenues totalement ouvertes au partage d'informations et à la gouvernance démocratique - ce que les chercheurs en SIC interpellent tout autant (Granjon, 2001).

Pour autant, l'effet de balancier que pourraient provoquer les correctifs scientifiques ne doit pas inviter à passer à la lecture opposée au terme de laquelle, finalement, exposé à la manipulation, aussi bien dans les médias sociaux que dans les médias classiques, ce même citoyen ferait systématiquement les frais de dominations plus structurées et organisées, en particulier en Afrique, sans force de réaction aucune.

### **L'impertinence de la *manipulation*, en tant que catégorie d'analyse**

Les révélations des « complots » sont récurrentes, que, comme tout média, le numérique autoriserait, en même temps qu'il en accueille les dénonciations à foison. Elles ne font que poursuivre une tradition de « théories » dites *conspirationnistes*, portées par les médias eux-mêmes : *Illuminatis* infiltrant les gouvernements avec les Francs-Maçons pour dominer le monde, dénoncés dès le XVIII<sup>e</sup> siècle (Robison, 1798) ; reptiliens humanoïdes qui piloteraient une gouvernance secrète du monde à travers les élites, institutions et système financier et dont les représentants sur terre seraient aussi bien des nostalgiques nazis, que... Tony Blair, Barak Obama, Élisabeth II, Alan Greenspan... (Bronner, 2003, 2013) ; événement de Rosswell où l'écrasement d'une sonde non identifiée au Nouveau-Mexique donne régulièrement libre cours à l'idée d'une conspiration entre les États-Unis et des extraterrestres, née de la répétition ultramédiatisée de récits de seconde main (Lagrange, 1996 ; Moore, Saler, Ziegler, 1997). Sur Internet, depuis le début du millénaire, tout événement grave est systématiquement accompagné d'une rumeur construisant l'alternative avec la version officielle, nécessairement interprétée comme mensonge d'état, ou manipulation des puissants : l'idée se forge ainsi d'un *big brother* tenant les destinées de la planète dans ses filets. Au-delà des explications psychologisantes, qui analysent la faculté conspirationniste comme une "illusionary pattern perception" (De Inocencio, Douglas, Van Prooijen, 2017), Pierre Musso avait déjà dénoncé la vacuité théorique de la rétiologie techno-utopique, idéologie contemporaine du réseau. Réduisant les pratiques à une imagerie et les représentations à des grands récits réifiés à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, elle constitue une « *dilapidation du symbolique réticulaire* » (Musso, 2003, pp. 108-120).

La catégorie de la manipulation a été largement exploitée au XX<sup>e</sup> siècle par de nombreux praticiens de la communication, dans un contexte général que justifiait la crainte du totalitarisme et du fanatisme politique. « *Embrigader les masses sans qu'elles en prennent conscience* », telle était déjà la lecture des mécanismes de l'esprit de groupe, définie par Edward Bernays en 1928 (Bernays, 1928). 70 ans après, Philippe Breton avait également dénoncé « *la parole manipulée* », participant d'une stratégie centrale, travaillant à réduire la

capacité de l'auditoire à discuter et résister à ce que le message lui propose, dans sa double forme, cognitive et affective (Breton, 1997). Comme le relève, de manière critique, François-Bernard Huyghe, la plupart de ces théories supposent un destinataire totalement passif, isolé, incapable de résister, dépourvu de tout contact avec des ressources critiques (Huyghe, 2010).

Dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la critique en avait été d'abord adressée sur le terrain des relations Nord-Sud, contre les théories de la *modernisation*, encore appelées *école du développement*. S'appuyant sur le *diffusionnisme* et le *béaviorisme*, leurs auteurs estimaient qu'en structurant une vaste convergence de discours, les médias modernes pourraient peser de manière déterminante sur les élites des pays du Sud. En encourageant l'imitation de ce que les décideurs locaux apercevaient à l'écran, les médias les aideraient ainsi à se conformer au modèle des comportements nécessaires au développement des pays dits « *en retard* ». Les théoriciens critiques avaient ensuite interrogé les motivations idéologiques de cette pensée du développement, telle que formulée par Daniel Lerner et Wilbur Schramm par exemple, qui tordaient les liens de corrélation pour appuyer l'opération d'anticommunisme primaire conduite par la Maison Blanche (Missè, 2014). Mais les événements n'avaient pas donné raison à ces manipulateurs de la *modernisation* (Mody, 1991, p. 22), invitant à accorder plus d'attention à l'audience (McQuail, 1991). Karl Popper avait pourtant déjà prévenu : que des complots existent, c'est certain. Mais il est rare qu'ils réussissent, car la vie sociale ne se réduit pas à une épreuve de force entre groupes opposés. Elle s'inscrit dans un cadre plus ou moins rigide d'institutions et de coutumes, chacune provoquant une multitude de réactions inattendues et dans le croisement subtil et volatil des tactiques, chacune résultant de la perception variable de leurs propres intérêts par les différents acteurs et des jeux tacticiens de leurs contemporains. Circonspect, l'auteur définissait alors la vocation des sciences sociales précisément dans cette analyse rigoureuse des réactions, « dans toute la mesure du possible » (Popper, 1945 et 1979, pp. 67-68). Malgré cela, aujourd'hui encore, les pionniers de ces approches déterministes inspirent encore certaines lectures contemporaines des réseaux sociaux en Afrique (Ba, 1996b), parfois auto-promues « lectures africaines », (Gokra Dja, 2013).

Le thème de la manipulation a connu une seconde jeunesse avec l'École de la *dépendance*. Sur cette base théorique, les pionniers avaient appelé à la « révolution africaine » (Fanon, 1964), œuvrant à démystifier certaines expériences phares du libéralisme contemporain en Afrique, à l'instar du « miracle ivoirien » confondu par Samir Amin, (Amin, 1967). Herbert Schiller avait ensuite formalisé une lecture globale de l'*impérialisme culturel*, dans la lignée des premiers théoriciens de la *théorie de l'industrie culturelle*. « *Le concept d'impérialisme culturel est celui qui décrit le mieux la somme des processus par lesquels une société est intégrée dans le système moderne mondial et la manière dont sa strate dominante est attirée, poussée, forcée et parfois corrompue pour modeler les institutions sociales, pour qu'elles adoptent, ou même promeuvent les valeurs et les structures du centre dominant du système* » (Schiller, 1976, pp. 9-10).

La thèse a pris racine en Afrique, où, à la suite de la revendication panafricaine développée par Cheikh Anta Diop (Diop, 1954), Kwamé Nkrumah (Nkrumah, 1963), Joseph Ki-Zerbo (Ki-Zerbo, 1972)..., et reprise plus récemment par Marc-Louis Ropivia (Ropivia, 1994), Daniel Bach (Bach 1999)..., il s'agit, aujourd'hui encore, d'entreprendre la revalorisation de sa propre culture et de son histoire, contre « le barrage des mythes » qu'avait dénoncé Ki-Zerbo (Pajot, 2007). La décolonisation de l'histoire ainsi réclamée avait logiquement ouvert à la revendication pour la décolonisation des médias (Bourge, 1976). Dans les années 70, la recherche d'un *Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication* (NOMIC) s'était ainsi structurée depuis la conférence des Non-Alignés d'Alger en 1973, contre



l'écrasement ethnocentrique, par exemple « venu du ciel » avec les télévisions satellitaires, sans que soit véritablement toujours tenu compte des options nouvelles de coproduction ainsi permises, ainsi que le signalent les auteurs (Duteil, 1992 ; Ba, 1996a). L'enlèvement de la référence au NOMIC n'a pas pour autant dissuadé les exercices parfois périlleux de démonstration des cultures d'Afrique écrasées par « la culture occidentale », sans plus de précision terminologique (Amouzou, 2009). En systématisant ainsi la critique de la manipulation à l'échelle planétaire, ces analyses, comme les précédentes, ont eu pareillement tendance à oublier le vécu concret et conflictuel des groupes sociaux dans leur rapport au spectacle. Pour l'Afrique, la confusion s'était ajoutée aux lectures radicales de la *négritude*, revanche pourtant en soi légitime de reconstruction contre le portrait déshumanisé du colonisé révélé par le psychiatre tunisien Albert Memmi (Memmi, 1957). Ce patchwork conceptuel distendu a ainsi parfois provoqué, d'une part, l'enfermement dans des analyses racisantes de la manipulation par le « pouvoir blanc » ; d'autre part, l'inversion des stigmates, logiquement appelée par cet « ethnologisme de pacotille » (Lacorne, 2001). Les communautarismes diasporiques (Chaumont, 2001), les négationnistes islamistes (Lewis, Martinez-Gros, Roy, Valensi, 2003) et autres promoteurs d'un retour à une spiritualité « authentiquement » africaine (Majdoul, 2018) ... ont ainsi nourri leur pamphlet contre « les idées de l'homme blanc, inventeur de l'impérialisme capitaliste et de l'impérialisme religieux », comme l'analyse encore l'écrivain malien Fakoly (Fakoly, 2006, p. 93). Il y a une cinquantaine d'années, certains travaux académiques pouvaient encore aller dans le même sens depuis l'Europe, contre les « manipulations du Pouvoir Blanc », insistant par exemple sur les liens complotistes entre les régimes ségrégationnistes d'Afrique australe et les « nations blanches du monde riche, nordiste » (Ansprenger, 1970, p. 29). L'analyse des médias du Nord depuis l'Afrique accompagnait alors ces lectures unilatérales, comme chez l'écrivain congolais Sylvain Bemba, appelant à la décolonisation la plus radicale de l'information (Bourges, 1976). Ailleurs encore, jusqu'à la fin des années 80 au moins, les pionniers de la réalisation documentaire africaine avaient pu appréhender ainsi tout partenariat Nord-Sud, selon cette grille de la manipulation systématique de l'image par le *néo-colonialisme* (Fronty, Kifouani, 2015).

Dans le champ des SIC, Armand et Michèle Mattelart ont été parmi les premiers à relever combien de nombreux chefs d'État de ce qu'il était encore convenu d'appeler de manière très générique « tiers-monde » avaient ainsi pu jouer de la référence critique aux manipulations autorisées par l'ordre international de l'information, « *comme une fuite en avant pour abandonner le terrain exigeant et donc dangereux des politiques nationales, arguant de la priorité du plan international. La défense enflammée d'un nouvel ordre économique, d'un nouvel ordre de l'information, est, souvent, un masque heureux pour maintenir la situation intérieure inchangée* » (Mattelart, Mattelart, Delcourt, 1984, p. 22). Alors, la critique de l'ordre manipulateur était ainsi supposée ne plus pouvoir se conjuguer que collective, unidimensionnelle, sous peine d'apparaître contre-productive, voire menaçante pour l'unité de la lutte, comme nous l'avons déjà relevé pour le cinéma documentaire de création critique des années 70 en Afrique subsaharienne (Cabedoche, 2015). Aujourd'hui encore, la théorie du complot persiste chez certains auteurs, qui entendent confondre ainsi, pêle-mêle, membres du G8, chefs d'État du Sud et presse occidentale, lesquels travailleraient de concert et en secret à planifier, contrôler et orienter les affaires du monde, la Somalie constituant le modèle même du « complot » contre l'Afrique (Diangitukwa, 2010).

Le paradigme de la manipulation globale s'est ainsi entretenu, jusqu'à ce que, se sentant malmenées par le dogme, les singularités depuis l'Afrique s'assument désormais davantage, s'affirment et se revendiquent, par exemple à l'écran (Fronty, Kifouani, 2015). Ainsi, le jeu

filmique accorde de plus en plus le « je » individuel avec le « je » social, bien au-delà de la seule revendication anti-impérialiste (Diallo, 2015). Pour ces auteurs, aujourd'hui de plus en plus nombreux, il ne s'agit pas de minimiser les complicités multiples des institutions et organisations dominantes issues des anciens pays colonisateurs et des puissances nord-américaines, voire de leurs États, pour contrer les velléités de changement social. Les critiques s'élargissent même contre l'action souvent délétère des grands organismes financiers (FMI, Banque mondiale) et la duplicité des pires dictatures africaines. Mais celles-là jugent dangereuse cette « thèse du complot », devenue un fonds de commerce pour ceux qui y ont intérêt et se nourrissent sur l'amertume et l'énergie du désespoir des plus pauvres, comme l'analyse depuis le Mali Moussa Konaté (Konaté, 2010, paragraphe « La thèse du complot blanc »). La mise à distance est aujourd'hui systématique en Sciences de l'information et de la communication, contre ceux qui structurent encore leur espace en stigmatisant pêle-mêle la « modernité extérieure », les « intérêts de l'ancien colonisateur » et les « pratiques sexuelles déviantes intérieures ». Des médias construisent ainsi leur ligne éditoriale radicale contre l'association des conspirationnistes, « israéliens compris » (sic), investis dans la prévention du sida plutôt qu'exclusivement dans le prosélytisme en faveur des pratiques morales d'abstinence et de fidélité, qu'appelle leur lecture fondamentaliste de l'islam (Majdoul, 2018).

S'interrogeant cette fois sur la place des théories critiques en communication pour le changement social à partir de forts questionnements épistémologiques, et bien que s'inscrivant dans l'approche de la sociologie politique critique, Missè Missè parle aujourd'hui, à juste titre, de « cafouillage intellectuel ». Réclamée par l'auteur camerounais, la distanciation caractérise aussi bien la linéarité des *théories du développement* que le manichéisme des discours critiques, spéculatifs et invérifiables dans leur explication exclusive et globale du sous-développement par la domination et la manipulation étrangères (Missè, 2014). L'entretien de la confusion est classique dans le discours idéologique, que les analystes systémiques, par exemple, ont déjà dénoncé (Easton, 1974) : sans que l'explication soit nécessairement fautive, la figure linguistique de la *fausse causalité* crée des liens explicatifs entre les événements, invérifiables par la généralité du propos, jouant principalement de la confusion entre lien de corrélation et lien de causalité (Reboul, 1970). Avec le rappel des lectures sur la réception que ces belles constructions ne pouvaient intégrer sous peine d'effondrement théorique (Balima S., 2000, p. 229), il ne s'agit pas de surestimer la capacité de dissonance et de négociation des destinataires. Il avait ainsi été reproché à Ien Ang (Ang, 1985) d'en oublier le cadre contraint imposé par les industries dominantes de la culture et de la communication (T. Mattelart, 2002, pp. 40 et s.). Mais comme le prévient Missè, « *au-delà de la danse des mots* », il convient de procéder à une réévaluation des médiations communicationnelles, pour apporter de la mesure, dans un champ encore largement dominé par la perte de sens (Missè, 2014).

Combinant ainsi études de la réception dans ses différentes options et prise en compte des processus globaux de domination, des auteurs révèlent déjà à partir des années 80 l'immunité relative de populations des classes populaires ou des cultures traditionnelles, en dépit de leur exposition et de leur disponibilité apparente aux tentatives d'inculcation idéologique entreprises par les mass-médias. En Algérie, certains travaux ont déjà très tôt modifié les lectures simplistes de la manipulation médiatique, en réintroduisant les variables du lieu de résidence, du sexe et des catégories socio-professionnelles (Chevaldonné, 1981). Entendues au sens d'un *au-delà* et non d'un *après* dans une perspective de rupture radicale avec les lectures linéaires, binaires, chromatiques et séquentielles de l'histoire, les *études postcoloniales* suggèrent également de sortir du paradigme colonial en tant que « grand récit », qui ne lirait plus les rapports de pouvoir que fondés sur la domination et la

manipulation globales « occidentales », c'est-à-dire du Nord sur le Sud, des « Blancs » sur les « autres couleurs ».

Essentiellement initiées par des intellectuels indiens ayant expérimenté un *à-côté* du monde dominant (Chakrabarty, 2000), ces reconfigurations ont été plus tardivement prises en compte dans la recherche francophone. Elles accompagnent cependant déjà la posture de ceux qui, depuis l'Afrique, s'inscrivent dans une démarche qui combine par exemple socio-histoire et anthropologie des médias (Ekambo, 2018). Le désir d'histoire ainsi revisité oblige à rejeter les lectures dichotomiques d'une histoire-progrès, comme l'avait stigmatisée Maurice Merleau-Ponty de manière générale, et qui procéderait pour l'Afrique par ruptures et paliers successifs, rigoureusement cloisonnés, de la colonisation à la « revanche des vaincus ». Les galeries des portraits magnifiés des ancêtres, comme les certitudes quant au poids décisif des facteurs économiques de la colonisation, correspondent souvent à autant de lissages artificiels de l'histoire de l'Afrique, c'est-à-dire amnésiques des contradictions exogènes et endogènes ; des croisements, parfois inattendus, des intérêts et doubles jeux, souvent opaques, des positionnements sociaux et politiques ; des méprises, illusions, dogmatismes des croyances trans-générationnelles sur ces mêmes intérêts, bénéfiques et dommages réels, obtenus par les uns, subis par les autres (Cabedoche, 2018 ; Fadhloun, 2018).

Ces reconfigurations nuancées inspirent encore ceux qui, pour la période contemporaine, entreprennent désormais d'analyser pour l'Afrique la façon dont les groupes d'appartenance identitaire se font et se défont, au gré des logiques du moment, dans un monde devenu fondamentalement instable (Collignon, 2007), sans que puisse lui être affecté une théorie générale du « complot ». Parfois issues de tous ces travaux de reconfiguration conceptuelle, les lectures averties des réseaux sociaux ont ainsi contribué à redessiner les cartographies simplistes de la manipulation, tout en prenant acte également des tentatives de domination sur le net et par le net (Le Crosnier, 2009). La récupération stratégique est même analysée aujourd'hui, au sein des mouvements de contestation numérique des pouvoirs en place, par exemple par *Al Jazeera* au Maghreb (Amri, 2015).

Dans cet esprit, les propositions de Douala 2014 dissuadent de toute lecture *complotiste*, qui assignerait aux TIC une vocation exclusivement manipulatoire d'objets, dont l'usage, par définition, ne peut être reconnu qu'ambivalent. Bien qu'inégalement utilisées, les TIC se présentent, aussi, en tant que médias sociaux, comme ressources pour l'individu, outils d'intégration sociale, instruments de promotion d'activités économiques, facteurs de recomposition de l'équilibre familial (Compaoré, 2014) et pour le collectif, accompagnements et même accélérateurs du changement social. Par ailleurs, une sociologie plus fine des usages révèle que les individus ne sont pas sans ressources. Au Cameroun, par exemple, une majorité d'acteurs dominés, individus et organisations, jouent de leur double abonnement auprès de plusieurs concurrents dominants, fournisseurs d'accès, du fait du caractère lacunaire des réseaux et des écarts de tarification. Bien qu'eux aussi « dominés », d'autres se révèlent cependant avertis des stratégies commerciales des opérateurs téléphoniques dominants sur *Facebook* (Atanga, Wemgue, 2014) et développent des stratégies d'éloignement des réseaux et médias sociaux, pour se protéger (Kemayou, 2014). De leur côté, champions du bidouillage téléphonique, les *phreakers* inventent des systèmes qui permettent de téléphoner gratuitement ou de modifier le contenu des téléphones mobiles.

Ailleurs, si les populations migrantes se révèlent particulièrement exposées aux manigances des *hameçonneurs*, *brouteurs*, cybercriminels et autres faussaires, certains savent aussi s'appuyer sur les dispositions de la loi et les sites officiels gouvernementaux pour les contrer, par exemple au Zimbabwe (Chikakano, Mhiripiri, 2017). À partir de ces derniers, leurs propres messages par *mails* constituent une transmission cumulative de ressources

cognitives collectives et une parade *a priori* efficace, comme il a été observé pour les migrants au Canada (Goulet, 2014). En Tunisie, comme ailleurs, des sites existent encore, pour lutter contre les rumeurs et proposer des indices pour les vérifier ou les démentir (Ghosn, Lahouij, 2013, p. 352). Enfin, si le SMS présidentiel peut flatter et séduire une frange repérable des destinataires, il provoque parallèlement le scepticisme, voire la distanciation d'une majorité de la population camerounaise (Atanga, Wemgue, 2014). Et des populations, exposées aux entreprises de dénigrement systématique de la part des puissants, peuvent aussi juguler la propension des *fake news* et *false news* en pratiquant des formes participatives de *crowd-checking* et de *fact-checking citoyen*, quand les médias classiques ne se posent plus suffisamment en remparts, quitte pour cela à utiliser les dispositifs mis à disposition par *Google* et *Facebook* (Bigot, 2019). Des radios communautaires peuvent encore éduquer des masses rurales et urbaines aux enjeux électoraux, y compris en zone rurale écartée et contribuer à former un espace public d'expression et de débats, en langue locale (Foutem, 2019).

La *manipulation* existe donc bien, au niveau de l'intention des acteurs sociaux, au sens de détournement d'intérêts et d'informations comme en Tunisie (Ghosn, Lahouij, 2013) et d'incitation à la haine, comme au Brésil (Marques, Vieira, 2017). Mais l'avertissement est aujourd'hui systématique, depuis l'Afrique comme en d'autres lieux d'élaboration scientifique : mobiliser le terme comme catégorie d'analyse pousse à oublier les capacités de négociation des cibles dans leur entreprises de décodage, que les *Cultural Studies* nous ont déjà entraînés à prendre en considération (Hall, 1994). Le réflexe simpliste de la référence au *complot* peut alors entraîner le chercheur à minorer la complexité des facteurs explicatifs des rapports qu'entretiennent les « *professionnels du travail symbolique à leur activité* », comme nous l'avons nous-même observé (Alemanno Parrini, Cabedoche, 2011).

Au-delà de la catégorie de la *manipulation*, ces confirmations invitent plus que jamais à relire les concepts, grâce auxquels les travaux se sont efforcés de dépasser les seules approches descriptives. S'il en était encore besoin, elles dissuadent du recours paresseux à toute théorie totalisante, explicative de tout et linéaire, prédictive de tout. Comme le préconise Missè Missè, cela suppose un retour aux fondements critiques des sciences sociales de la communication, après qu'elles aient échoué « *dans le transfert, hic et nunc, des concepts utilitaires qu'elles ont su trop bien endosser* » (Missè, 2009), quand les Etats-Unis et l'Europe de l'Ouest s'étaient institués comme « *les propriétaires légitimes et exclusifs de la formulation des problèmes et des solutions du changement social dans les pays tiers* » (Missè, 2014).

## UNE CONTRIBUTION À L'AFFINEMENT DES CONCEPTS ET THEORIES

Comme Maya Velmuradova l'a observé à Douala 2014, *in fine*, l'insertion sociale des TIC en tant que dispositifs d'accompagnement du changement social se révèle d'abord tributaire des représentations multiples et de l'imaginaire variable de leur usage et des pratiques par les usagers finaux, au Nord comme au Sud (Velmuradova, 2014). La réussite de tout projet porté par ces TIC passe ainsi moins par leur maîtrise que par celle des codes culturels, représentations sociales et catégories de pensée qui prédominent dans les milieux où, précisément, ces TIC sont investies (Teko Tédongmo, Nsoe Minsongui, 2014). C'est ce que Serge Proulx avait défini par le terme « *appropriation* » (Giroux, Millerand, Proulx, 2001 ; Proulx, 2008).

Les travaux présentés à Douala 2014 n'ont donc fait que renforcer une conviction progressivement étayée, contre les affirmations rapidement formulées au début du millénaire. Ainsi, depuis les Etats-Unis, par exemple, Robert Putnam pouvait encore déclarer que les technologies de l'information et de la communication allaient dans le sens d'un déclin du lien social (Putnam, 1999). Il avait fallu alors un Pierre Mercklé (Mercklé, 2004, pp. 38-52) pour amorcer avec d'autres ensuite (François, Neveu, 2009, p. 22 ; Licoppe, 2009...) l'hypothèse d'une transformation, plutôt que d'un affaiblissement du lien social et d'un déplacement de la parole publique, pouvant même participer d'une nouvelle mystique, qu'avait pointé Philippe Breton (Breton 2000, introduction) et qu'ont accompagné les promoteurs du post-industrialisme et de l'*informationnalisme* (Castells, 1996-1999). Dans un tout autre sens, Josiane Jouët parle seulement d'un ébranlement des structures d'appartenance traditionnelles et de crise des institutions. Mais pour autant, « *cette culture de la subjectivité [...] n'exclut pas la recherche de nouveaux liens sociaux [...], elle] s'accompagne d'une quête de nouvelles formes d'altérité, de mobilisations concrètes et de réseaux de convivialité* » (Jouët, 2000, p. 494-495). Douala 2014 participe donc de cette intuition correctrice, renforcée depuis par d'autres contributions scientifiques, critiques de la référence à un *espace public* enfermé dans une lecture uniforme.

### **Des relectures plus affinées de l'espace public**

Dès le début du millénaire, dans ses travaux portant sur les rapports entre télévision, internet, citoyenneté et *espace public* en Europe, Peter Dahlgren avait insisté sur le fait que l'*espace public* est caractérisé par une tension entre un modèle unitaire et un modèle pluriel. La proposition convient parfaitement aujourd'hui à l'analyse des sociétés africaines, lorsque le chercheur suédois avait plaidé pour une conception dynamique et plurielle de l'*espace public*, animée par l'interaction entre un *espace public* dominant et des *espaces publics* multiples, opposés et alternatifs, afin de ne pas « *marginaliser et supprimer la diversité des sociétés complexes* » (Dahlgren, 2000, p. 167 et 2005). Des travaux plus anciens encore nous avaient déjà invités à sortir des cadres conceptuels habituels, par exemple du modèle jacobin, s'agissant d'analyser la distribution des pouvoirs à l'intérieur même du cadre national des sociétés africaines. Il convient en effet d'y distinguer les jeux et pouvoirs des acteurs, selon que ceux-ci se mobilisent par exemple au *Centre* ou à la *Périphérie* du système politique ainsi considéré. Dès les années 70, Christian Coulon avait ainsi observé que sur le continent africain, des modes de production du politique et du pouvoir se mettent en place, sans que l'état central ne se présente comme organisateur de l'organisation sociale (Coulon, 1972). Mais il faudra attendre les années 90 pour que les recherches se développent véritablement, provenant de chercheurs africains eux-mêmes, sur cette thématique *espace public et média*. Les recherches ont alors d'abord emprunté aux cadres d'analyse élaborés en Europe et procédé par analogie (Mamdani, 2004), provoquant le « complexe du tailleur » (Capitant, 2008) quand il était encore reproché à l'Afrique de ne pas s'adapter... aux modèles théoriques !!! Avec le passage au 3<sup>e</sup> millénaire, les travaux se sont émancipés, pour mieux tenir compte des terrains et prévenir les modélisations forcées. Par exemple, André Tchoupie observe qu'au sein des chefferies bamiléké de l'Ouest Cameroun, l'institutionnalisation des délibérations dans l'espace public est constamment traversée par des dynamiques de métissage et de réinvention. Constituée sur la base d'affinités spécifiques, par exemple entre membres de sociétés secrètes (*Nkem*), cette immense variété de cercles traditionnels de délibération fonctionne dans le sens d'une constante réadaptation aux exigences d'un environnement particulièrement instable. Elle constitue autant d'espaces publics particuliers, où l'irrationnel a droit de cité, ce que ne traduisent pas les analyses de l'espace public global, où le croisement des discours s'établit d'abord sur la base de la rationalité, comme l'avait établi Jürgen Habermas pour l'espace public bourgeois en Europe

(Tchoupie, 2006). Poursuivant l'argumentation, les auteurs critiques en sciences de l'information et de la communication préconisent ainsi qu'à partir de l'exemple africain, l'analyse de la nouvelle communication pour les changements sociaux s'inscrive dans le champ de la culture, de la subjectivité, de la croyance (Missè, 2009). D'autres encore rejettent les grilles de lecture de la relation entre média et publics, empreintes d'eurocentrisme, qui ne permettent pas réellement d'appréhender par exemple l'importance du phénomène des radios communautaires en Afrique (Abega, 1999 ; Capitant, 2008).

Par ailleurs, élargie aux relations supra et inter étatiques, l'analyse de Georges Balandier est restée marquante pour l'Afrique, évoquant au milieu du XX<sup>e</sup> siècle la co-construction démocratique comme la caractéristique d'une dynamique « du dedans et du dehors » (Balandier, 1955). La perspective a ensuite été intégrée par les auteurs, s'agissant de cette Afrique s'ouvrant au pluripartisme à partir des années 90 (Missè, 2002 ; Vittin, 2002). Par exemple, la capacité des diasporas africaines, en tant que « migrants connectés » (Diminescu, 2005 et 2010), à échanger des informations, des récits, des images, des vidéos et à élaborer des projets à distance, *via* les médias électroniques (Najar, 2011 ; Seck Sarr, 2015 ; Heuchou Nana, 2017), conduit ainsi à l'hypothèse argumentée de l'émergence de *sphères publiques diasporiques* (Goulet, 2015), déjà évoquée par plusieurs auteurs (Égré, 2002 ; Béru, Biyé, 2007 ; Nedelcu, 2009). La compréhension des enjeux politiques oblige ainsi à parler de *transnationalisme politique*, par exemple depuis les événements de 2011 en Tunisie (Fadhouloun, 2018). Au sein des diasporas qui s'autoqualifient facilement de « sixième continent », le positionnement n'est cependant ni systématique, ni totalement dénué d'intentionnalité stratégique (Seck Sarr, 2015 ; Heuchou, 2017). Par ailleurs, les postures des membres des diasporas ne sont pas uniformes, partagées qu'elles se présentent entre *repli identitaire*, *bipolarité diasporique* et *cosmopolitisme* (Najar, 2011). Les intérêts s'y révèlent de plus en plus fragmentés, au carrefour d'espaces traversés par les formidables tensions que réactive l'ampleur des phénomènes migratoires contemporains, entre Sud et Nord au cœur même de l'Afrique (Alioua, 2006). Pour autant, des diasporas ont ainsi pu, déjà, s'autoproclamer acteur majeur du changement social, par définition : la contestation en ligne qu'elles relaient (Marcotte, 2001), particulièrement notable lors des pics d'interactions (Najar, 2011), peut ainsi produire des effets de réalité, jusqu'au plus profond de leur territoire d'origine, avec l'apport complémentaire des liens familiaux qui en prolongent l'impact (Cabedoche, 2013a).

Cependant, le surgissement de ces espaces publics sociétaux ne peut se limiter aux seules opportunités du numérique. L'hypothèse a ainsi été observée et confirmée par le présentiel, autour du kiosque à journaux à Yaoundé et Douala, au Cameroun (Bitond, 2011) ; dans les prises de parole directes des « Sorbonnards » et animateurs des *grins*, agoras et « parlements » des espaces publics informels ivoiriens (N'Guesssan, 2016) ; dans les débats animés sur les radios hertziennes, par exemple au Cameroun (Ngono, 2017a), ou en Ouganda (Mwesige, 2011), ou les audaces du cinéma critique des années 1970 en Tunisie (Aïdoudi, 2018)... C'est même cette hypothèse qui, dès les années 90, avait très rapidement conduit la recherche en Afrique à considérer comme opérationnels, tout en les revisitant, les concepts de *Société civile* (Ebolo, 1999 ; Etemadi, 2000 ; Agbobli, Ben Nablia, Lafrance, 2006), d'*Agir stratégique* et de *Sphère publique médiatique* (Madiba Oloko, 2007), de *Participation politique* et d'*Action collective* (Banegas, 1995 ; Agbobli, Fusaro, 2015). La recherche s'est ainsi hybridée, à partir des travaux pionniers en Europe sur l'*Espace public* (Habermas, 1962 ; Mouffe, 2005...) et d'un historique puisant dans la tradition de la *palabre* africaine (Bidima, 1993). Imposée par les mouvements d'opposition (Gueye, 2009), la version contemporaine de ces combinaisons mixtes s'est présentée sous la forme des *Conférences nationales souveraines* en Afrique subsaharienne. Les fortunes de ces



expérimentations ont été très diverses au Gabon, au Togo, au Congo Brazzaville, ou au Bénin dont l'expérience a pu être érigée rapidement au rang de modèle (Eboussi Boulaga, 2009), au contraire de la controversée *Conférence tripartite* du Cameroun (Atenga, 2007).

La révision des concepts pour l'Afrique peut être plus radicale encore, s'agissant de certaines approches communicationnelles des années soixante. Tel est le cas par exemple de la référence au *Développement*, trop idéologiquement connoté (Cabedoche, 2016b), bien qu'étant lié à l'action et à l'activité de veille des états nationaux, désignées par la *Communication pour le développement* (Ibouldo, 2001) et que les instances internationales des Nations-Unies ont rapidement légitimées (Mazzalama, 1994). Déjà, en soi, le terme *Développement* interpelle. Originellement fondé sur la croyance messianique et diffusionniste selon laquelle les appareils de communication finiraient par autoriser l'appropriation généralisée des innovations techniques ; dominé par le productivisme ; inscrit dans le seul temps court ; érigeant les mass médias au centre de tout processus de modernisation (Missè, 2009) ; *Développement* est de plus en plus rejeté en tant que concept nominaliste et réducteur (Kabou, 1991 ; Latouche, 2001, 2004, 2006 ; Lafrance, 2006...). Le terme ne permet pas la mise en question de l'incohérence, des contradictions, des lacunes... (révélées à l'usage) des politiques publiques ainsi promues. De ce fait, la référence même au terme de *modèle de développement* pose problème, si celui-ci n'est pas revisité en fonction du renouvellement des logiques sociales et des pratiques déjà existantes au sein des populations directement concernées. De la même façon, la communication qui l'accompagne se révèle, de fait, unidirectionnelle, déconnectée du social, réduite à une « panoplie de techniques » inscrites dans une relation asymétrique. Ne respectant pas la liberté d'adhésion, elle ne pense même pas à construire la confiance (Missè, 2009 et 2014).

Au contraire, parler de *Communication pour le Changement social* désigne une démarche holiste et résolument dialogique, intégrant l'historicité et la spécificité des sociétés investies, en termes d'*usage*, d'*acceptabilité sociale* et d'*appropriation* par les populations concernées. L'expression réhabilite ainsi le temps long, la médiation en vue du partage du sens. En même temps, elle évite le piège de la synecdoque, quand la partie se prend pour le tout. Car le constat selon lequel la communication est en œuvre dans toute vie sociale n'autorise pas à conclure que tout est communication : on ne peut rendre compte de la complexité sociale à partir de la seule communication (Miège, Tremblay, 1998). Ce que les analyses des jeux d'influence en Afrique ont désormais généralement intégré, s'agissant par exemple de s'épargner du déterminisme médiatique au-delà de la prise en compte de l'*agenda setting*, pour intégrer également les logiques économiques, sociales et politiques dans la compréhension des processus électoraux (Mouthé, 2019). *Communication pour le changement social* réintroduit ainsi l'incertitude quant aux performances des outils et dispositifs de gestion sociale mobilisés, si l'on considère que les logiques sociales peuvent aussi se construire en réaction à l'innovation elle-même (Missè, 2009 et 2014).

Dans le même ordre d'idées, il apparaît pareillement erroné d'analyser les mutations africaines, accélérées – ou non - par le numérique *via* les médias sociaux, comme le passage d'un type de société à un autre, de façon tranchée et linéaire. L'erreur, rappelée par Missè (Missè, 2014), avait déjà caractérisé les théoriciens de la *modernisation*, il y a une soixantaine d'années. Ainsi, Wilbur Schramm avait institué les mass médias au centre des procès qui accélèrent les transformations sociales, tandis que Daniel Lerner avait érigé ces derniers en tant que promoteurs des savoirs et comportements nécessaires à l'entrée d'une formation sociale dans sa phase de *transition* vers la modernisation. Frederick Frey et Lucian Pye avaient élargi la vocation à tous les supports techniques et dimensions de la communication (Frey, Pye, 1963), observant en cela les prescriptions du Pentagone : il s'agissait là aussi d'accompagner par la communication la *transition* vers la modernisation,

telle que conçue depuis les Etats-Unis et au service de leurs intérêts (Onu, 1998 ; Mattelart A., 1002). Les déceptions, qui avaient suivi les promesses, avaient ensuite nourri la déstabilisation du paradigme de la *modernisation* et la modélisation des médias considérés comme agent de la *transition* vers le développement, sans avoir jamais pris en considération les structures de pouvoir, les relations sociales et jeux de pouvoir traversant le corps social. L'analyse semble désormais entendue, s'agissant par exemple de révéler la dépendance des journalistes du secteur privé eu égard à leur fragilité financière et professionnelle, ou de confondre l'*institutionnalisation* (Ndeke, 2018) et l'instrumentalisation de la couverture des médias privés en période électorale en Afrique (Foutem, Saha, 2019), comme celle des « médias détourneurs », créés par les pouvoir en place pour contrer ces authentiques médias privés et semer la confusion (Kwansi, 2011). Pour autant, il y a quelque dix-vingt ans, les éditorialistes, voire certains chercheurs, souvent encore imprégnés de diffusionnisme (Ba, 1996b), ont développé à profusion les références à la « *transition démocratique* », ou à la « *gestation démocratique* » (Baba Coulibaly, 2004). Ils estimaient pouvoir observer cette évolution depuis les années 90 sur tout le continent africain, dès lors par exemple qu'était apparue une presse privée dite « *indépendante* » sur le continent, celle-ci bénéficiant même parfois d'une aide de l'État (Frère, 2000). Mais constatant là aussi l'incertitude de l'évolution des rapports d'influence entre télévision d'état et télévision privée, par exemple en Afrique subsaharienne (Dioh, 2007), les attermoissements de la « *démocratie numérique* » (Dahmani, 2007), ou l'illusion de la fameuse « *transition* », par exemple au Cameroun (Mehler, 1997), d'autres préfèrent bientôt réviser leurs désignations. Certains parlent ainsi de « *renouveau sans renouvellement* » (Eboko, 1999), de « *démocratie de transit* » (Tcheuyap, 2014), de « *transition sans fin* » (Eboussi Boulaga, 1997), de « *démocratie cosmétique* » (Nyamjoh, 2002), de « *décomposition autoritaire* » (Atenga 2007), de « *décompression autoritaire* » (Machikou Ngaméni, 2010), ou de « *post-monopolisme* » consacrant le refus d'abandonner les pratiques du système de parti unique en contexte post-libéral (Ngono, 2017b). Toutes ces réflexions critiques accompagnent les révisions opérées par les *transitologues* (Dobry, 2000), notamment à l'encontre des lectures indifférenciées de l'État en Afrique, quand il faudrait au moins distinguer états *néo-patrimoniaux*, par exemple en Côte d'Ivoire et états *sultaniques*, par exemple au Zaïre (aujourd'hui RDC) (Médard, 2000). Ces lectures revisitées réintroduisent ainsi l'incertitude, très rapidement reconnue comme fondamentalement liée aux constructions démocratiques (Tabi Akono, 1995 ; Banegas, 2003). N'y ont pas échappé le « *modèle béninois* » (Eboussi Boulaga, 1997, p. 70), ni la consolidation démocratique malienne (Dufy, Thiriot, 2013), louée jusqu'au coup d'état de 2012 en tant que « *transition exemplaire* » (Thiriot, 2002), à partir d'une formule originale de cogestion politique par consensus. Ces évolutions politiques rappellent par ailleurs l'obligation d'humilité, recommandée par les chercheurs avertis, dans la prise en considération des phénomènes de communication pour le développement (Jouët, 1992).

Et il est vrai que sur le terrain, la fameuse « *transition démocratique* » peut tout aussi bien ne constituer qu'un avatar du processus d'assimilation réciproque des élites depuis les indépendances (Bayart, Mbembe, Toulabor, 1992), que consacrer l'émergence de nouveaux segments d'expression sociale, comme au Bénin (Banegas, 1993). C'est cette hétérogénéité des situations que traduit l'abondance des typologies proposées, en fonction d'une part, des rythmes, degrés et intensités des processus en œuvre ; en fonction d'autre part, des acteurs, ressources et stratégies déployées lors du développement de ces mêmes processus. Tous ces travaux d'essentialisation des trajectoires et d'objectivation des différences se révèlent finalement sans cesse bousculés, en fonction de l'évolution de situations fondamentalement diverses, qu'entend alors traduire le concept de « *fluidité politique inégale* » (Banegas, 1993). La *théorie des régimes hybrides* a depuis tenté de mieux considérer ces terrains (O'Donnell, 1996 ; Bogaards, 2009), non sans ambiguïtés, jusqu'à provoquer le

questionnement même de la pertinence de la *transitologie* (Dufy, Thiriot, 2013). Les classements selon le « *niveau de démocratie* », auxquels certains magazines économiques internationaux sont abonnés, observent les mêmes fluctuations (Taffo Nemboue, 2017), dont la nouvelle préoccupation sécuritaire depuis le 11 septembre 2001 pousse à sans cesse revoir les indicateurs et les paradigmes (Dufy, Thiriot, 2013). Les analyses s'affinent, s'interpellent, se contestent, nourries de nouveaux concepts pour dépasser le seul critère de l'existence d'un processus électoral, comme celui de la *responsabilité horizontale et verticale* (Powell, 2004), ou celui des *champs politiques inégaux* (Levitsky, Way, 2010). Mais les hésitations conclusives témoignent fondamentalement des limites de ces approches, oscillant entre *continuité, réforme, rupture, régression, restauration autoritaire...* La plupart se présentent portées, la plupart du temps, par une volonté de distanciation à l'encontre des approches des années 1980-1990, quand il s'agissait pour la première génération de *transitologues* d'instituer la démocratisation comme « *un objectif politique universel, une valeur morale et un cadre théorique central* » (Dufy, Thiriot, 2013, p. 22), et de fait, comme une référence normative, dérivé du modèle de démocratie occidentale (Thiriot, 2015). Pour autant, les révisions ne sont pas plus éclairantes, aboutissant ainsi à l'élaboration principalement descriptive de quelque 550 types et sous-types de démocraties ou d'autoritarismes, de faible portée explicative, quand le questionnement principal des acteurs est, quant à lui, principalement aujourd'hui celui de la stabilité des États en Afrique (Dufy, Thiriot, 2013, p. 25).

Toutes les autres promesses terminologiques : *croissance, démocratie, équité, progrès, bonne gouvernance, diversité culturelle...* peuvent aujourd'hui être considérés comme relevant de cette même hypostase des mots, c'est-à-dire comme des références *totem* parce qu'ambiguës, normatives. Leur pertinence scientifique est de plus en plus rejetée ; parce que sans évaluation générale de leur processus, interne et surtout international (Bakary, 1990 ; Hugon, 1993) ; parce que sans considération de la complexité du changement social dans la société civile, pour n'avoir focalisé que sur le questionnement du changement de régime, voire du changement dans le régime (Camau, Mussardier, 2009) ; parce que sans prise en compte de la chaîne croisée des mutations historiques des sociétés en Afrique (Missè, 2014).

Dans des environnements ainsi de plus en plus perçus comme fluides, l'analyse des médias observe les mêmes révisions conceptuelles, à l'écart des classiques visions fonctionnalistes, jugées trop étroites. Certains auteurs convoquent par exemple le terme *liminalité* cher aux anthropologues Viktor Turner (Turner, 1967) ou Arnold Van Gennep, (Van Gennep, 1909, p. 49), par exemple pour discuter du passage du *disempowered* (l'emprise de l'État sur l'individu) à *l'empowerment individuel* des transnationaux tunisiens (Fadhloun, 2018, p. 200 et s. et 375-436). La référence anthropologique à la *liminalité* est en outre mobilisée en Afrique pour désigner la marge, l'ouverture, la capacité de séparer ou de relier le *dedans* et le *dehors* et la nécessaire épreuve probatoire qui l'accompagne, avant l'intégration éventuelle de tout élément extérieur. Conservateur et subversif à la fois, le rite de passage sert l'analyse chez les Yakas de la République Démocratique du Congo (Devisch, 1986), ou est identifié au sein du fragile *lapa* en *falala* chez les Merina de Madagascar (Centlivres, 2000). La *liminalité* permet aujourd'hui d'analyser le rôle des médias : en période *liminale* d'inversion symbolique, les médias institutionnels se retrouvent au carrefour de plusieurs options totalement incertaines, participant d'un double processus rituel de démembrement et de remembrement, d'une part ; subissant et nourrissant à la fois le poids de lourdes traditions socio-culturelles, l'ambiguïté de situations politiques confuses et la complexité des pressions économiques, d'autre part (Coman, 1992 et 2008).

Le questionnement critique s'étend ainsi, bien évidemment, aux médias sociaux, lorsque, comme précédemment pour les mass médias, la raison abstraite qui les érige comme facteurs

de l'émancipation des peuples fonctionne hors du champ de l'expérience réelle, et nécessairement « décousue », des populations. Dès 1978, Charles Tilly avait déjà proposé de considérer les réseaux sociaux comme « *changeants, contingents, construits* » (Tilly, 1978). La précaution a ensuite encouragé les efforts de reconceptualisation des auteurs, par exemple s'agissant des mobilisations de 1989-1992 au Bénin et au Togo, autour de l'hypothèse de la plasticité et de la fluidité (Banegas, 1993).

Plus tard et dans le même sens, Peter Dahlgren a aussi prévenu de toute euphorie, qui érigerait les dispositifs numériques, dont les médias sociaux, comme des outils miracles, par principe : si ces derniers offrent de réelles possibilités pour des interactions civiques, ils ne promettent aucunement une installation rapide de la démocratie (Dahlgren, 2013), pas plus qu'ils ne garantissent la liberté, comme d'autres l'observent (Yoon, 2017). Pour ceux qui avaient pu l'oublier, Evgeney Morozov avait déjà rappelé les usages répressifs des médias sociaux, par exemple dans les pays arabes, dont des pouvoirs autoritaires contestés avaient très rapidement su faire usage pour le maintien, voire le renforcement de leur domination. L'auteur avait parallèlement observé l'éphémérité, la superficialité, la versatilité, la diversité et le dogmatisme des prises de conscience politique que d'autres usages des médias sociaux, cette fois oppositionnels, pouvaient entraîner (Morozov, 2011). Progressivement alertés, les internautes eux-mêmes évoquent entre eux l'inscription de personnalités politiques sur certaines plateformes numériques, pour surveiller ce qui s'échange (Atenga, 2019).

L'étude des médias sociaux doit donc répondre à cette exigence, comme le recommande régulièrement Marc Lynch, Directeur de l'*Institute for Middle East Studies* au sein de l'*Elliott School of International Affairs* à l'Université George Washington :

*“The real impact of political blogging is still likely to lie in the longer term impact on the individuals themselves, as they develop new political competencies and expectations and relationships. The impact of the new media technologies will likely be best measured in terms of the emergence of such new kinds of citizens and networks over the next decades, not in terms of institutional political changes over months or years.”*<sup>1</sup>(Lynch, 2006 et 2009).

Des auteurs ont déjà respecté cette prévention, étudiant certains espaces africains (Zouari, 2011). Les analyses se révèlent ainsi beaucoup plus nuancées, reliées au thème du changement social.

### **Une efficacité et une supériorité des médias sociaux pour le changement social, discutées par le retour au terrain**

Le colloque de Douala de 2014 s'inscrit ainsi dans toute cette tradition particulièrement ancrée des Sciences de l'Information et de la Communication, réfractaire à tout déterminisme, technologique aussi bien que social (Jouet, 1987, p. 158 et 1993) et à toute lecture linéaire du changement social, dont désormais, le nouveau modèle de lecture passerait nécessairement par les médias sociaux. Par exemple, en Libye, il a été observé que le système tribal de communication peut se révéler plus efficace qu'Internet au sein des tribus *Warfalla* (Guidère, 2011). En Côte d'Ivoire, l'apparition de nouvelles formes de sociabilité, accélérées par la diffusion des médias sociaux, n'a pas mis fin à la vie traditionnellement communautaire des populations, notamment rurales, et communicantes, hors de tout dispositif technique (Akregbou Boua, 2014).

<sup>1</sup> "L'influence réelle des blogs politiques est très largement à rechercher sur le long terme, au niveau des individus eux-mêmes, au fur et à mesure que ces derniers développent de nouvelles compétences, attentes et relations politiques. L'impact des nouvelles technologies de médias sera probablement mieux mesuré en termes d'émergence de ces nouveaux types de citoyens et des réseaux au cours des prochaines décennies, plutôt qu'en termes de changements politiques institutionnels au-delà des mois ou années " [notre traduction].

De la même façon, comme la plupart des auteurs l'ont déjà souligné à la fin du XX<sup>e</sup> siècle pour les sociétés du Nord, l'avènement de technologies de l'information et de la communication n'a pas remplacé l'usage des technologies précédentes chez les acteurs dominants, ainsi en est-il au Burkina Faso (Balima D., 2014). Ceux-ci n'établissent discursivement des frontières irréductibles entre types de médias, que, souvent, dans l'attente de pouvoir contrôler les nouveaux modes d'expression (Miège, 1996, p. 145 et 2007, p. 116). Supports privilégiés de l'expression sociale dite « alternative », les SMS peuvent ainsi devenir aussi l'outil d'une communication présidentielle relevant uniquement d'une *démocratie événementielle*, (Pailliart, 2000), ou d'un *décor institutionnel* (Brownlee, 2007). Pareil simulacre ne s'attache qu'à la visibilité de la mise à disposition, de principe, du support numérique et non à l'effectivité de l'interaction qu'il est supposé générer. En contexte autoritaire, il participe de la prolongation des autres formes de la violence symbolique exercée par les pouvoirs en place (Atanga, Wengue, 2014). Des médias d'État peuvent également profiter du passage au numérique, paraissant s'ouvrir au pluralisme politique et à une conception ouverte du service public, par exemple au Burkina Faso ou au Cameroun. Mais pour ne pas verser dans le déterminisme technologique, le questionnement s'impose, quant à leur volonté réelle à respecter les principes de base du pluralisme, quand cette « ouverture » correspond d'abord à la pression exercée surtout par les médias classiques privés d'abord, plutôt que par les médias sociaux (Balima D., 2014 ; Ngonu, 2017a).

Il serait également erroné de penser que, du point de vue des acteurs dominés, les médias sociaux se substituent progressivement à des médias classiques enlisés dans l'*extranéité*. Par ce concept, Lotfi Madani avait décrit depuis l'Algérie le sentiment de non-reconnaissance identitaire des populations locales, face aux contenus de médias de masse nationaux, aux ordres (Madani, 2002). Depuis, d'autres auteurs relaient l'analyse du même phénomène d'*extranéité*, lorsque la langue d'expression s'offre en instrument de discrimination, comme à Madagascar (Raharinirina Rabaovololona, 2013), en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (Dioh, 2007 ; Atanga, 2007), dans l'Est africain (Damome, Noble-Bart, 2014), ou enfin dans les pays du Maghreb, voisins de l'Algérie. Mais la distanciation critique ne dissuade pas le recours, en fonction du contexte. Ainsi, en Tunisie, les islamistes ont certes créé de nombreux sites et comptes sur Internet, servant d'outils de propagande avant et après les élections de 2011. Mais ils ont aussi parallèlement compté sur les médias classiques pour se rendre visibles. L'agitation médiatique sur les médias sociaux procède ainsi par ricochet avec les médias classiques, sans l'institutionnalisation desquels la visibilité, *via* ces seuls médias sociaux, ne peut entretenir durablement l'élan populaire (Dahmen-Jarrin, 2014).

Plus au Sud, dans les communautés Bagyeli, qui regroupent des pygmées Baka et des populations bantoues, la vidéo participative a certes permis aux participants d'organiser leur propre mise en discours et en visibilité, pour offrir l'alternative avec la construction caricaturée de leurs identités culturelles par les médias dominants du Centre. Mais le succès de l'expérimentation et la motivation des participants se sont très vite révélés de courte durée. L'enthousiasme a été bientôt emporté avec la conjonction de plusieurs facteurs récessifs. D'abord, les populations Baka et bantoues manquaient d'accès aux infrastructures nationales pour diffuser et démultiplier leur propre production correctrice. Par ailleurs, même stigmatisants, les discours des médias classiques dominants avaient conservé de leur attractivité pour certains de ces « insoumis », comme il avait été observé au siècle dernier au sein des populations arabes, à l'égard de séries télévisées symboles même de « l'impérialisme culturel états-unien » (Ang, 1985). Au sein des communautés marginalisées également, le degré de perception s'était finalement avéré très différent, aigu ou insignifiant, quant au niveau de la marginalisation culturelle que les médias classiques leur faisaient

subir. Enfin, les divisions et inégalités endogènes, sexuelles, ethniques et culturelles notamment, étaient rapidement réapparues entre les participants au projet, écrasant même la perception de la discrimination culturelle exogène, telle qu'elle leur était apparu au départ, justificative de leur première réaction (Barber, 2014). La précaution est désormais systématique chez tous les auteurs qui ne se satisfont pas de *nominalisme* : le comportement des populations stigmatisées est ambigu, oscillant entre « *soumission apparente, acquiescement, autonomie, résistance et acceptation* ». Ainsi, la communication de proximité, les techniques de communication interpersonnelle, comme les médias endogènes, ne sont pas des panacées, si elles n'intègrent pas une véritable action de médiation, voire de thérapie de tous les acteurs, qui prenne acte de la pathologie la plus répandue : la volonté de puissance, présente à tous les niveaux, *macro, méso, micro* (Missè, 2009). Pour résumer, dans certains cas, encouragés en ce sens par des démarches de recherche-action et d'évaluation rurale participatives, les médias dits *alternatifs* ont favorisé une plus grande inclusion sociale, en s'appuyant sur les revendications culturelles et attentes des communautés locales. Mais, dans d'autres cas au contraire, ces mêmes formes d'expression, *a priori* optionnelles, ont exacerbé les inégalités au sein des mêmes communautés, dont on avait pu oublier la complexité et les tensions internes. Parfois même, elles ont abouti, en même temps, aux deux résultats paradoxaux, c'est-à-dire à la réduction et à l'accroissement simultanés de l'inégalité interne. Ces constats nuancés invitent ainsi à la plus extrême prudence quant à la détermination des effets des supports médiatiques, quels que soient ces médias : sociaux, classiques ou traditionnels (Barber, 2014).

Le manichéisme n'est ainsi plus de mise. Y compris dans l'analyse des médias classiques. Par exemple, en surenchérissant dans les discours à référence pseudo-ethnique et dans la stigmatisation du camp opposé pendant la crise en Côte d'Ivoire, les médias de masse ont certes contribué à renforcer la division et la violence post-électorale de 2010. Mais alors que les radios communautaires ont proposé des contenus moins diviseurs ; alors que le centre de messagerie n'autorisait plus la diffusion de SMS à la fin de l'ère Gbagbo ; alors que les sites et blogs diasporiques exerçaient leur influence principalement en dehors du pays, les médias classiques nationaux peuvent aussi être considérés comme des instances où le capital social et la construction du sens se sont aussi renforcés. Le constat rend du coup leur imputation beaucoup plus complexe, vis-à-vis du corps social et de la co-construction de la démocratie dans les sociétés africaines contemporaines (Caffarel Serra et Sendin Gutiérrez, 2014), à l'instar des recommandations que Jesús Martin-Barbero avait déjà émises pour l'Amérique Latine (Martin-Barbero, 2002).

Les analyses contemporaines refusent ainsi de penser le *populaire* en termes « d'extériorité garantie », par rapport à des médias classiques supposés dépassés. Elles évoquent plutôt des mécanismes « d'imbrication conflictuelle dans la massification » (Martin-Barbero, 2002, p. 195), alors que les médias sociaux avaient semblé être en mesure de bousculer définitivement les théories classiques de l'*agenda setting*. Au contraire, parce que le déplacement des frontières médiatiques constitue pour les médias de masse une menace réelle face à un modèle économique en crise pour assurer la pérennité de leur organisation, comme il est observé depuis le Sénégal (Ndiaye, 2006 ; Faye, 2008), leurs dirigeants s'efforcent de prendre position dans tout ce qui s'échange. Ainsi, peut-on aujourd'hui mieux comprendre la réponse des médias classiques dominants, face à l'émergence de nouveaux acteurs concurrentiels qu'il s'agit alors d'associer, comme à l'égard de dispositifs numériques supposés innovants qu'il s'agit d'investir au plus tôt pour tenter de les mieux contrôler. Le constat en avait déjà été fait pour l'Europe (Miège, 2007, p. 116 ; Alvares, Dahlgren, 2014, p. 14). Il est aujourd'hui confirmé pour l'Afrique (Agbobli, Bogui, 2017). Dans le même esprit, de nombreux journalistes « institutionnels » utilisent aujourd'hui



*Twitter*, tout en s'efforçant d'affirmer leur autorité éditoriale sur le matériel recueilli (Hermida 2013).

Inversement, parce que la visibilité sur les médias sociaux n'est pas suffisante à elle-seule pour caractériser l'influence durable, les acteurs de ces formes d'expression numérique en marge de l'*agenda setting* peuvent, de fait, travailler parallèlement à des modalités variables de *coopétition* avec ces mêmes médias dominants, notamment si ces derniers se présentent transnationaux. Ainsi, au Maghreb, l'expression nouvelle des femmes s'inscrit dans des formes hybrides de l'expression identitaire (Fenniche Daoues, 2006), au confluent des médias traditionnels et de l'évolution des technologies de l'information et de la communication (Angé, 2014). Même plus fortement contestée par les médias sociaux, la production médiatique classique s'offre ainsi encore aujourd'hui comme une dimension importante de la vie sociale.

Certains peuvent même rechercher les *effets boomerang* de cette institutionnalisation médiatique et la reconnaissance que celle-ci leur octroie ensuite auprès de leur communauté d'appartenance, par ricochet, quand l'outrance du discours et l'insulte n'y suffisent pas sur les réseaux sociaux pour garantir la distinction (Mezrioui, 2013, p. 331). Procèdent ainsi quelques opposants anonymes des mouvements sociaux de la Tunisie de Ben Ali (Lecomte, 2013b), ou quelque mouvement syndical, en soi peu audible, depuis Sidi Bouzid après l'immolation de Mohamed Bouazizi... Opèrent encore ainsi certains leaders destitués de mouvances extrémistes, comme Mokhtar Belmokhtar aux côtés d'*Ansar Dine* dans le grand Sud saharien ou *Boko Haram*, posant la question de la réponse stratégique à opposer dans les choix éditoriaux des *mainstream media*, comme au Cameroun (Tjade Eone, 2005 ; Kunock, 2017 ; Yonga, 2019)... Se distinguent encore de cette façon des minorités sexuelles stigmatisées, y compris médiatiquement (Majdoul, 2018), en mal de reconnaissance sociale, comme les communautés LGBT en Afrique, allant jusqu'à paradoxalement exploiter une législation violemment hostile pour renforcer leur visibilité dans les médias classiques, comme en Ouganda (Guma, 2014), ou en Égypte (Celis, Kantola, Waylen, Weldon, 2013, p. 201) et conduisant de ce fait à la discussion, timide mais déjà engagée, de la normativité des modèles de sexualité (Missè, 2009)... Tous ont ainsi œuvré à gagner en visibilité locale, nationale et régionale. La construction de leur image auprès de médias transnationaux, parfois honnis, et la légitimité que celle-ci procure en retour, peuvent ainsi se présenter opportunes, pour faire connaître la cause, mais aussi pour écraser leurs contradicteurs internes ou simplement leurs concurrents dans la « lutte commune ». C'est ce que Moez Triki désigne par « dynamique de l'exclusion », depuis la Tunisie (Triki, 2013, p. 340).

La gamme des options stratégiques possibles s'élargit particulièrement, quand une *alliance objective* se présente avec ces mêmes médias transnationaux. Les objectifs peuvent effectivement apparaître momentanément convergents, à défaut d'être identiques, comme il a été analysé, cette fois, du point de vue d'*Al Jazeera* (Ziani, 2007 ; Brahimi El Mili, 2012 ; Amri, 2015). Ainsi peut-on comprendre les « pactes avec le diable » que certains indignés acceptent aujourd'hui de signer, tacitement ou formellement, avec ceux dont ils ont préalablement stigmatisé - ou continuent parallèlement de stigmatiser - l'activité, supposée par principe réfractaire au changement social. En 2012 à Tunis, les cybermilitants d'*Anonymus* ont ainsi fait publier dans le journal *Le Temps* quelque 2 000 emails du Premier ministre Hamadi Jebali, faisant état de sa correspondance délicate avec les groupes salafistes, et menacé de publier l'ensemble des données ainsi *hackées* pour démontrer la complicité du gouvernement et augmenter leur propre force de pression (Cabedoche, 2013a).

Ainsi, doit-on consécutivement considérer la fragilité des distinctions, voire oppositions déconnectées du social, entre médias traditionnels, médias classiques, médias sociaux, comme il a déjà été relevé il y a quelques années : en Europe d'abord, où la prise en compte

des passerelles entre médias de masse et réseaux numériques a commencé à se développer seulement au début du millénaire au sein des SIC (Jouët, 2000) mais également, depuis, en Afrique (Ekambo, 2009 ; Gokra Dja, 2013, p. 230). C'est en ce sens que Caroline Angé reprend le concept de « *confluence médiatique* » (Angé, 2014), d'abord développé par Tourya Gaaaybess (Gaaaybess, 2012). Ce faisant, il s'agit de refaire le détour historique par les médias traditionnels et inscrire la réflexion dans le temps long de l'analyse géopolitique et sociale des terrains investis. Seulement ainsi, peut-on espérer mieux appréhender les mouvements sociaux sur les réseaux, en tant que résultat d'imbrications complexes entre médias, quels que soient leur nature et leurs acteurs.

## CONCLUSION

Face à ces jeux d'acteurs éminemment stratégiques, comme le rappelle Thomas Atenga en analysant les contenus de la plateforme *237 médias* au Cameroun (Atenga, 2018), la mobilisation superficiellement consensuelle des notions ne suffit pas à démêler l'écheveau des relations complexes entre dispositifs techniques et acteurs, que ceux-ci participent de l'esquisse d'un nouvel espace public plébéien à partir de l'Afrique ou des coups de force des pouvoirs en place et des nouveaux majors mondiaux de la communication sur le continent. La déconstruction est déjà entreprise de certaines références entendues, comme la *diversité culturelle* sous l'angle du pluralisme de l'expression publique (Miège, 2006, mis à jour en 2011 ; Frau-Meigs, Kiyindou, 2014). Ce questionnement reste évidemment à poursuivre sur le plan théorique, de la même façon qu'il a été précédemment procédé au dépassement de la référence à la *Société de l'information*, définitivement disqualifiée au sein des SIC pour flagrant délit de techno-centrisme (Kiyindou, 2009b ; Kiyindou, Lemoëne, Vacher, 2013...). Dans le même élan, l'analyse de la supposée *participation démocratique*, via les médias sociaux, ne peut faire l'économie des relations de pouvoir *in situ*, si faibles ou si géographiquement distancées que ces relations puissent paraître ; renvoyant à un ordre politique complexe, si mouvant ou si contesté qu'il se présente ; s'inscrivant dans des contextes et avec des modalités d'accès, comme d'interactivité, hétérogènes, si variés et variables qu'ils se révèlent (Alvares, Dahlgren, 2014) ! Certaines réponses, proposées pour l'analyse du Maghreb par exemple, font état d'un *espace public sociétal* fragile et complexe, encore incapable d'aboutir à un changement social véritable (Zouari, 2011).

Plus encore, au-delà des convocations analytiques et terminologiques, restées trop partielles dans le discours même des acteurs, voire de certains auteurs, et sans pour autant négliger leur insertion dans les contextes locaux (Alvares, Dahlgren, 2014), la re-centration des notions et concepts est aujourd'hui à entreprendre, par rapport aux enjeux principaux à l'échelle planétaire, comme le prône le Gresec pour la *diversité culturelle* (Miège, 2014). Il en est de même de la mobilisation des acteurs sur les réseaux en ligne, laquelle ne peut être dissociée des rapports de force conflictuels qui caractérisent la sphère politique, y compris au niveau international (Dahmen-Jarrin, 2014).

Ainsi, avec d'autres, le colloque international de Douala 2014, dont le professeur Missè Missè a été l'un des artisans, offre déjà deux bénéfices.

D'une part, il permet de mieux encore mesurer l'écart entre les promesses des technologies de l'information et de la communication et les pratiques effectives sur le terrain. Le travail a ainsi déjà été entrepris au-delà des réseaux sociaux, par exemple s'agissant de l'industrialisation de la culture. Celle-ci est, tantôt considérée peu crédible pour l'Afrique (Ndour, 2002), tantôt jugée insuffisamment prise en considération par l'action publique (Zida, 2018, pp. 179-181), et quoi qu'il en soit, analysée comme absorbant aujourd'hui de

plus en plus de biens culturels, y compris ceux qui avaient semblé jusque là avoir échappé à la reproductibilité et à la recherche effrénée de la valorisation (Miège, 2017, Bouquillion, 2017).

D'autre part, il impose de renforcer l'exigence de la réflexion conceptuelle, au-delà des espaces européens et nord-américains qui avaient historiquement contribué à forger les premiers outils de la connaissance relative à l'information-communication. La confrontation reste à venir de travaux, encore faiblement diffusés mais qui auraient intérêt à être croisés, par exemple provenant de la recherche en Asie, parallèlement à ce qui s'écrit depuis l'Afrique. Pour autant, de part et d'autre des continents, cette recherche est loin d'être restée endogène, que ce soit au niveau des profils des chercheurs que de la localisation des laboratoires et de la construction des objets (Capitant, 2008). Des analyses comparatives, concernant cette fois l'appropriation des TIC par les diasporas, ont déjà été esquissées, par exemple des diasporas chinoises en Australie (Béru, Biyéfé, 2007). Des croisements d'auteurs, traitant largement des enjeux de la communication internationale, ont déjà été sollicités depuis déjà une trentaine d'années, que ce soit depuis l'Amérique latine (Mattelart A., 1992 ; Carillo, Katz, 2006), ou sous l'influence des *postcolonial studies* développées dans le monde anglo-saxon (Collignon, 2007). Toutes contribuent à déconstruire et reconsidérer les cadres théoriques hérités de la colonisation et de la période post-coloniale, dont l'Afrique a pu elle aussi s'encombrer.

Des ponts théoriques, conceptuels, méthodologiques..., nombreux, restent cependant à créer entre tous ces travaux, trop souvent encore mobilisés séparément, notamment par les objets. Les expressions scientifiques ont été, de fait, régulièrement regroupés par aires linguistiques (les auteurs cités dans la présente contribution sont ainsi essentiellement d'expression francophone mais l'effort a déjà été entrepris de déborder cet espace linguistique hérité de la colonisation). La confrontation se fait cependant de plus en plus, visant à dépasser ces blocages historiques renforcés par la langue, et à traiter de manière croisée des enjeux communicationnels impliquant l'Afrique dans son ensemble, comme des enjeux scientifiques impliquant la recherche transnationale en information-communication. Les initiatives se multiplient ainsi, Douala 2014 l'ayant à son tour tenté, en relation avec la recherche en Amérique du Nord (Herath, Maumbe, 2012 ; Agbobli, Fusaro, 2015) ; en Europe (Dalhgren, 2009 ; Nordenstreng, 2011 ; Haberer, Vatter, 2011 ; Miguel de Bustos, 2016...) ; en Amérique latine (Fereira, 2007 ; Apparú, Elhajji, 2007 ; Miège, 2016 ; Debos, Lancini, 2017...) ; en Asie (Wang, 2006 ; Luo, 2016 ; Bakti, 2017 ; Yoon, 2017...) ; en Océanie (Béru, Biyéfé, 2007)... Même si des spécificités sont à systématiquement considérer s'agissant des objets de terrain pour prévenir la modélisation à outrance, toutes ces confrontations œuvrent à déterritorialiser la production et la diffusion de la recherche, dont la qualification d'« *africaniste* » par exemple est de plus en plus rejetée (Cabedoche, 2013b).

Tel est le cas notamment lorsque ces enjeux travaillent à l'échelle intercontinentale. Par exemple, s'il s'agit de traiter de la compétition des *soft powers* indien et chinois *via* les médias et réseaux de communication en Afrique (Lafargue, 2007 ; Thussu, 2016 ; Busselen, 2017 ; Zhao, 2018, pp. 90-123). Par exemple encore, s'il s'agit de traiter des industries culturelles dont on connaît le foisonnement en Afrique en termes d'*industries de contenus* et la domination étrangère en termes d'*industries de réseaux et de matériels* (Zida, 2018 ; Yarabatioula, 2018). Par exemple, s'il s'agit également de traiter du rapport entre réseaux sociaux formels et informels et questions environnementales, dont les enjeux dépassent les niveaux local, national, voire continental (Laulan, 2006a ; Wossen, 2013 ; Toumi, 2018). Par exemple enfin, s'il s'agit de traiter des questions identitaires, dont la dimension locale est aussi traversée par le transnational et la multiculturalité (Martin-Barbero, 2006)... La même

recommandation s'exerce, s'agissant par ailleurs de travailler sur un plan épistémologique, par exemple à déblayer les enjeux contemporains de la *communication internationale*, entendue comme terrain et cadre de recherche à revisiter (Cabedoche, 2016b ; Loum, 2017).

Bertrand Cabedoche

## RESSOURCES BIBLIOGRAPHIQUES\*

\*Certaines de ces ressources bibliographiques relevant d'ouvrages en voie imminente de publication, auxquelles nous avons eu accès en primeur en tant que préfacier, contiennent des indications de pages provisoires, susceptibles d'être légèrement modifiées par la pagination finale de l'éditeur.

### OUVRAGES

- ABEGA Sévérin Cécile (1999), *Société civile et réduction de la pauvreté*, Yaoundé, Clé.
- ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed (2018), *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanc/Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- ALLARD, Laurence, BLONDEAU, Olivier (2007), *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*, Paris, Amsterdam.
- ALLEMAN, Marie-Lise, D'ALMEIDA, Francisco Ayi, MIÈGE, Bernard, WALLON, Dominique (2004), *Les industries culturelles des pays du sud, enjeux du projet de convention internationale sur la diversité culturelle*, Paris, OIF.
- AMIN, Samir (1967), *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions de Minuit.
- AMOZOU, Essè (2009), *L'impact de la culture occidentale sur les cultures africaines*, Paris, L'Harmattan.
- ANATÉ, Kouméalo, CAPO-CHICHI, Alain, KIYINDOU, Alain (dir.) (2015), *Quand l'Afrique réinvente la téléphonie mobile*, Paris, L'Harmattan.
- ANG, Ien (1985), *Watching Dallas, Soap Opera and the Melodramatic Imagination*, London: Methuen.
- ATENGA, Thomas (2007), *Cameroun-Gabon : la presse en sursis*, Paris, éditions Muntu.
- AZOULAY, Gérard (2002), *Les théories du développement : du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.
- BA, Abdoul (1996b), *Télévision, paraboles et démocraties en Afrique noire*, Paris, éditions L'Harmattan.
- BALANDIER, Georges (1955), *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*, Paris : Presses Universitaires.
- BARBEY, Francis, CORROY-LABARDENS, Laurence, KIYINDOU, Alain (2015), *Éducation aux médias à l'heure des réseaux*, Paris, L'Harmattan.
- BAUMAN, Zygmunt (2000), *Liquid Modernity*. Cambridge: Polity Press; Malden: Blackwell Publishers Inc.
- BAYART, Jean-François, MBEMBE, Achille, TOULABOR, Comi (1992), *Le politique par le bas. Contribution à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris, Karthala (coll. "Les Afriques").
- BERNAYS, Edward (1928), *Propaganda*, New York, H. Liveright (french trans. Oristelle Bonis, *Propaganda. Comment manipuler l'opinion en démocratie*, 2007, Paris, La Découverte).
- BOLTANSKI, Luc, CHIAPELLO, Eve (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris, Gallimard (Coll. "nrf").
- BONJAWO, Jacques (2002), *Internet, une chance pour l'Afrique*, Paris, Karthala.
- BOURGES, Hervé (1996), *Décoloniser l'information*, Paris, Cana (Coll. "Des idées et des hommes").
- BRAHIMI EL Mili, Naoufel (2012), *Le printemps arabe, une manipulation ?*, Paris, Max Milo.
- BRETON, Philippe (1997), *La parole manipulée*, Paris, La Découverte (Coll. "Essais").
- BRETON, Philippe (2000), *Le culte d'Internet : Une menace pour le lien social ?*, Paris, La Découverte et Syros.
- BRONNER, Gérard (2003), *L'empire des croyances*, Paris, PUF (Coll. "Sociologie").
- BRONNER, Gérard (2013), *La démocratie des crédules*, Paris, PUF (Coll. "Hors collection") en

- particulier pp. 55-128, « Pourquoi Internet s'allie-t-il avec les idées douteuses ? ».
- BROWNLEE, Jason (2007), *Authoritarianism in an Age of Democratization*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CABEDOCHÉ, Bertrand (1990), *Les chrétiens et le tiers-monde. Une fidélité critique*, Paris, Karthala.
- CAHEN, Michel, POMMEROLLE, Marie-Emmanuelle, TALL, Kadya (dir.) (2015), *Mobilisations collectives en Afrique. Ça suffit. (Collective mobilisations in Africa. Enough is enough)*, Leiden, Brill.
- CASTELLS, Manuel (1996-1999), *L'ère de l'information*, 3 vol., dont *La société en réseaux*, vol. 1 ; *Le pouvoir et l'identité*, vol. 2 ; *La fin du millénaire*, vol. 3, Paris, Fayard.
- CELIS, Karen, KANTOLA, Johanna, WAYLEN, GEORGINA, WELDON, S. Laurel (2013), *The Oxford Handbook of Gender and Politics*, NY, Oxford University Press.
- CHAKRABARTY, Dipesh (2000), *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*, Princeton: Princeton University Press.
- CHEVALDONNÉ, François (1981), *La communication inégale. L'accès aux médias dans les campagnes algériennes*, Paris, éditions du CNRS.
- CLAISSE, Gérard, VERGNAUD, Thierry (1985), *Téléphone, communication et société. Recherche sur l'utilisation du téléphone*, Rapport du programme Science-Technologie-Société, Paris, CNRS.
- COULIBALY, Pascal Baba (2004), *Le Mali d'Alfa Oumar Konaré : Ombres et lumières d'une démocratie en gestation*, Paris, L'Harmattan.
- DAHLGREN, Peter (2013), *The Political Web*, Basingstoke: Palgrave.
- DAHMANI, Ahmed (2007), *Economie politique de l'Internet au Maghreb: Incertitudes d'une démocratisation numérique. La démocratie à l'épreuve de la société numérique*, Paris, Karthala.
- DAMOME, Étienne (2014), *Radios et religions en Afrique subsaharienne. Dynamisme, concurrence, action sociale*, Bordeaux, PUB.
- DE LA BROSSE, Renaud (2013), *Médias et démocratie en Afrique : l'enjeu de la régulation*, Bruxelles, Bruylant (Coll. "Médias, société et relations internationales").
- DESLANDES, Ghislain (2008), *Le management des médias*, Paris, La Découverte (Coll. "Repères"), URL : <http://www.cairn.info/le-management-des-medias--9782707153364.htm>.
- DIANGITUKWA, Fweley (2010), *La thèse du complot contre l'Afrique. Pourquoi l'Afrique ne se développe pas*, Paris, L'Harmattan (Coll. "Études africaines").
- DIOP, Cheikh Anta (1954), *Nations nègres et culture*, t. I, Paris, Présence africaine.
- DUPIN, Antoine (2010), *Communiquer sur les réseaux sociaux : les méthodes et les outils indispensables pour vos stratégies de communication sur les médias sociaux*, Limoges, Éditions FYP.
- EASTON, David (1974), *L'analyse du système politique*, Armand Colin, 1974.
- EBOUSSI BOULAGA, Fabien (1997), *La démocratie de transit au Cameroun*, Paris, Montréal, L'Harmattan.
- EBOUSSI BOULAGA, Fabien (2009), *Les conférences nationales souveraines. Une affaire à suivre*, Paris, éditions Karthala (Coll. "Les Afriques").
- ÉKAMBO, Jean-Christien, (2018), *Médias pionniers au Congo : Se Kukianga 1891 ; Minsamu Miayenge 1892*, Kinshasa et Paris, L'Harmattan, coll. "Médias d'hier").
- EKINE, Sokari (Ed.). (2010). *SMS uprising: Mobile activism in Africa*. Oxford, England: Pambazuka Press.
- FAKOLY, Douby (2006), *Complot contre la jeunesse africaine*, Paris, Menaibuc (www.Menaibuc.com), <https://books.google.fr/books?isbn=2353490093>.
- FANON, Frantz (1964), *Pour la révolution africaine. Écrits politiques*, Paris, Maspero (Coll.

- "Cahiers Libres", n° 53-54).
- FAYE, Mor (2008), *Presse privée écrite en Afrique démocratique. Enjeux démocratiques*, Paris, L'Harmattan.
- FLICHY, Patrice (2010), *Le sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*. Paris, Seuil.
- FRAU-MEIGS, Divina, KIYINDOU, Alain (dir.), (2014), pour la Commission nationale française pour l'Unesco, *Diversité culturelle à l'ère du numérique. Glossaire critique*, Paris, La Documentation française.
- FRÈRE, Marie-Soleil (2000), *Presse et démocratie en Afrique. Les mots et les maux de la transition*, Paris, Karthala.
- FREY, Frederick W., PYE, Lucian (eds) (1963), *Communication and political development*, Princeton, N.J., Princeton University Press.
- FROMENTIN, Thomas WOJCIK, Stéphanie (2008), *Le profane en politique. Compétences et engagement du citoyen*, Paris, L'Harmattan (Coll. "Logiques politiques").
- FRONTY, François, KIFOUANI, Delphe (2015), *La diversité du documentaire de création en Afrique*, Paris, L'Harmattan (Coll. "Images plurielles").
- GABOUS, Abdelkrim (1998), *Silence, elles tournent ! Les femmes et le cinéma en Tunisie*, Tunis, Cérès, Centre de Recherches et d'Études sur la Femme.
- GRANJON Fabien (2001), *L'Internet Militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*. Rennes, Apogée (Coll. "Médias et Nouvelles technologies").
- GUAAYBESS, Tourya (2012), *Les médias arabes. Confluences médiatiques et dynamique sociale*, Paris, CNRS éditions.
- HABERER, Monika, VATTER, Christoph (eds) (2011), *Le cyberspace francophone. Perspectives culturelles et médiatiques*, Tübingen, Narr Francke Attempto Verlag.
- HABERMAS, Jürgen (1962), *The structural Transformation of the Public Sphere : An Inquiry into a Category of Bourgeois Society*, [transl. 1969], Cambridge, Polity.
- HEATON, Lorna, MILLETTE, Mélanie, PROULX, Serge (2011) (Dir.), *Médias sociaux, enjeux pour la communication*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- JOUËT, Josiane (1987), *L'écran apprivoisé. Télématique et informatique à domicile*, Paris, CNET (Coll. « Réseaux »).
- KABOU, Axelle (1991), *Et si l'Afrique refusait le développement?*, Paris, L'Harmattan.
- KIYINDOU Alain (dir.) (2009a), *Fractures, mutations, fragmentations : de la diversité des cultures numériques*, Paris, Hermès-Lavoisier.
- KIYINDOU, Alain, LE MOËNNE, Christian, VACHER, Béatrice (dir.), (2013), *Communication et débat public : les réseaux numériques au service de la démocratie ?*, Paris, L'Harmattan (Coll. "Communication et civilisation").
- KI-ZERBO, Joseph (1972), *Histoire de l'Afrique noire, d'hier à demain*, Paris, Hatier.
- KI-ZERBO, Joseph (1980), *Histoire générale de l'Afrique. I – Méthodologie et préhistoire africaine*, Paris, Unesco, 1980.
- KI-ZERBO, Joseph (1990), *Éduquer ou périr*, Paris, L'Harmattan.
- KONATÉ, Moussa (2010), *L'Afrique noire est-elle maudite ?*, Paris, Librairie Arthème Fayard (préface Erik Orsenna).
- KWANSI, Maudrique (2011), *Médias et politique en Afrique combats et survie*, Toronto, Dravetus.
- LAGRANGE, Pierre (1996), *La rumeur de Rosswell*, Paris, La Découverte (Coll. "Enquêtes").
- LATOUCHE, Serge (2006), *Le pari de la décroissance*, Paris : Fayard.
- LEVITSKY, Steven, WAY, Lucan A. (2010), *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes After the Cold War*, Cambridge et New York, Cambridge University Press.
- LICOPPE, Christian (dir.) (2009), *L'évolution des cultures numériques : De la mutation du lien social à l'organisation du travail des cultures numériques*, Paris, Éditions FYP.



- LUO Qing (ed.) (2016), *Global Development Report of Higher Education and Communication*, Beijing, Social Sciences Academic Press University of China Press.
- LYNCH, Marc (2006), *Voices of the New Arab Public: Iraq, Al-Jazeera, and Middle-East Politics Today*, New York, Columbia University Press.
- McQUAIL, Denis (1991), *Mass communication Theory. An introduction*, London: Sage.
- MAMDANI, Mahmoud, (2004), *Citoyen et Sujet*, Paris-Amsterdam, Kathala-Sephis (Coll. "Histoire des Suds").
- MARTIN-BARBERO, Jesús (2002), *Des Médias aux médiations. Communication, cultures et hégémonie*, Paris, CNRS Éditions (Coll. "CNRS Communication").
- MATHIEN, Michel (2007), *Les journalistes. Histoires, pratiques et enjeux*, Paris, Ellipses Edition Marketing.
- MATTELART, Armand MATTELART, Michèle, DELCOURT, Xavier (1984), *La culture contre la démocratie ? L'audiovisuel à l'heure transnationale*, Paris, La Découverte, 1984 (Coll. "Cahiers libres").
- MATTELART, Armand (1992), *La communication-monde*, Paris, éditions de la Découverte.
- MATTELART, Armand (2008), *La globalisation de la surveillance. Aux origines de l'ordre sécuritaire*, Paris, La Découverte (Coll. "Poche").
- MATTELART, Tristan (2002), *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, de Boeck université, (coll. "Médias recherches. Études").
- MATTELART, Tristan (dir.) (2011), *Piratages audiovisuels. Les voies souterraines de la mondialisation culturelle*, Bruxelles, de Boeck université, (coll. "Médias recherches. Études").
- MBEMBE, Achille (2000), *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
- MEMMI, Albert (1957). *Portrait du colonisé, précédé du portrait du colonisateur*, Paris, Buschet-Chastel, Correa.
- MERCKLÉ, Pierre (2004), *Sociologie des réseaux*, Paris, La Découverte (Coll. "Repères").
- MEZZALAMA, Francesco (1994), *Communication for development programmes in the United Nations System*, Rapport, Geneva.
- MIÈGE, Bernard (1996), *La société conquise par la communication. I – Logiques sociales*, Grenoble, PUG (Coll. "Communication, Médias, Société").
- MIÈGE, Bernard (2007), *La société conquise par la communication. T. III. Les TIC entre innovation technique et ancrage social*, Grenoble, PUG (Coll. "Communication, Médias, Société").
- MODY, Bella (1991), *Designing messages for development communication. An audience participation-based approach*, New-Delhi, Sage.
- MOORE, Charles B., SALER, Benson, ZEIGLER, Charles A. (1997), *UFO Crash at Roswell: The Genesis of a Modern Myth*, Washington: Smithsonian Institution (Coll. "Poche").
- MOREAU, Jean-Guy (1967), *Le règne de la télévision*, Paris, Seuil, (Coll. "Société", n° 12).
- MOROZOV, Evgeny (2011), *The dark side of Internet Freedom. The Net delusion*, New York, Publics affairs.
- MOUFFE, Chantal (2005), *The return of the political* (2<sup>nd</sup> ed.), London and New York, Verso.
- MUSSO, Pierre (2003), *Critique des réseaux*, Paris, PUF, (Coll. "La politique éclatée").
- NEDELCO, Mihaela (2009), *Le migrant online. Nouveaux modèles migratoires à l'ère du numérique*, Paris, L'Harmattan.
- NGOUEM, Alain-Claude (2007), *Nouvelle donne du système mondial de l'information et redéfinition du développement en Afrique. Y-a-t-il déjà équilibre de flux d'information entre le centre et la périphérie ?*, Paris, L'Harmattan.
- N'GUESSAN, Julien, Atchoua, (2016), *Les espaces publics informels en Afrique. « Sorbonne », « Agoras et Parlements », « Grins »*, Paris, Abidjan, L'Harmattan Afrique (préface de Christian

- Agbobli).
- NKRUMAH, Kwamé (1963), *Africa must unite*. New ed. New York: Frederik A. Praeger, International Publishers.
- PAJOT, Florian (2007), *Joseph Ki-Zerbo. Itinéraire d'un intellectuel africain au XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, L'Harmattan (Coll. "Grandes figures d'Afrique").
- POPPER, Karl (1945), *The Open Society and Its Enemies*, London, Routledge, et (1979), *La société ouverte et ses ennemis, (tome 2 : Hegel et Marx)*, Paris, Seuil.
- PUTNAM, Robert D. (2000), *Bowling alone. The collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Schuster.
- REBOUL, Olivier (1980), *Langage et idéologie*, Paris, PUF.
- RIEFFEL, Rémy (2005), *Sociologie des médias*, Paris, Ellipses.
- ROBISON, John (1798), *Proofs of a conspiracy against all the religions and governments of Europe : carried on in the secret meetings of Free Masons, Illuminati, and reading societies, collected from good authorities*, Philadelphia, Dobson, Cobbet (Coll. "John Adams PBL").
- ROPIVIA, Marc-Louis (1994), *Géopolitique de l'intégration en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan.
- SADIN, Eric (2005), *La vie algorithmique, critique de la raison numérique*, Paris, Éditions l'Echappée, (Collection "Pour en finir avec").
- SCHILLER, Herbert I. (1976), *Communication and Cultural Domination*. White Plains (NY): International Arts and Science Press.
- TAMALE, Sylvia (1999), *When Hens Begin to Crow – Gender and Parliamentary Politics in Uganda*, Boulder, Westview Press.
- TCHEUYAP, Alexie (2014), *Autoritarisme, presse et violence au Cameroun*, Paris, éditions Karthala.
- TILLY, Charles (1978), *From mobilization to revolution*, Englewood, Prentice Hall.
- TJADE EONE, Michel (2005), *Et si le terrorisme manipulait les médias ?*, Paris, PUF.
- TREMBLAY, Diane-Gabrielle, TREMBLAY, Rémy (dir.) (2006), *La compétitivité urbaine à l'heure de la nouvelle économie. Enjeux et défis*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- TURNER, Viktor (1967), *The forest of symbols. Aspects of Ndembu Ritual*, New York, Cornell University Press.
- VAN GENNEP, Arnold (1909), *Les rites de passage. Etude systématique des rites, de la porte et du seuil, de l'hospitalité, de l'adoption, de la grossesse et de l'accouchement, de la naissance, de l'enfance, de la puberté, de l'initiation, de l'ordination, du couronnement, des fiançailles et du mariage, des funérailles, des saisons, etc*, Paris, Librairie Émile Nourry (réimpr. Paris, Picard, 1981).
- VITORINO PEREIRA, João Carlos (dir.), (2012), *L'Afrique lusophone post-coloniale. Changements et perspectives*, Paris, Éditions des archives contemporaines (Actes de la journée d'étude du 5 décembre 2008, Université Lyon 2).
- ZIDA, Raguidissida Émile (2010), *Les industries culturelles des pays d'Afrique subsaharienne*, Sarrebruck, éditions universitaires européennes.

## CHAPITRES D'OUVRAGES, ARTICLES DANS REVUE SCIENTIFIQUES

- ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, TARIK, Hasan (2018), « De l'économie de l'énergie à la maîtrise de l'énergie. Quelle place pour la communication ? », pp. 53-78, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanco/Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- AGBOBLI, Christian, BEN NABLIA, Sahabl, LAFRANCE, Jean-Paul (2006), « La société civile globale comme mécanisme d'autorégulation du pouvoir au SMSI », pp. 150-160, in Jean-Paul LaFrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

- AGBOBLI, Christian, BOGUI Jean-Jacques (2017), « L'information en période de conflits ou de crise. Des médias de masse aux médias sociaux numériques », *Communication, technologie et développement*, n° 4, septembre 2017, pp. 26-37.
- AGBOBLI, Christian, FUSARO, Magda (2015), "ICTs, mobile telephony and politics in Africa: the end of the "communication for development" paradigm?", *Global Media Journal African Edition*, vol. 9, n° 1, p. 80-104.
- AHMEDI, Dalila, MERAH, Aïssa (2018), « De la communication de santé au marketing social de santé publique. Cas de la communication sur les maladies chroniques en Algérie », pp. 81-98, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAÏHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanc/ Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- AKPOJIVI, Ufuoma (2017), "Rethinking Information Privacy in a « Connected World »", pp. 268-285, in Tendai Chari, Nhamo A. Mhiripiri (eds), *Media Law, Ethics and Policy in the Digital Age*, Hershey, IGI Global (Series "Advances in Media Entertainment and the Art", AEMA).
- AKREGBOU BOUA, Sylvain (2014), « Usages du téléphone mobile par les Abidjanais : définition d'une nouvelle sociabilité ? », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 27 à 34, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/02-Akregbou/index.html>.
- ALEMANNI PARRINI, Sylvie, CABEDOCHÉ, Bertrand (2011), "Suicide as the ultimate response to the effects of globalisation. France Télécom, psychosocial risks and communicational implementation of the global workplace", *Intercultural Communication Studies Journal* (International Association for Intercultural Communication Studies). Guangzhou and Macao Polytechnic University (China) and University of Rhode Island, Kingston, USA, Volume XX, Issue 2, august 2011, pp. 24-40.  
<http://www.uri.edu/iaics/content/2011v20n2/04SylvieP.AlemanniBertrandCabedoche.pdf>.
- ALIOUA, Mehdi (2005), « La migration transnationale des Africains subsahariens au Maghreb. : L'exemple de l'étape marocaine », *Maghreb-Machrek*, Eska, 2005, pp.37-58. <halshs-00741348>
- ALLARD, Laurence (2005), « Express yourself 2.0 ! Blogs, podcasts, fansubbing, mashups... : de quelques agrégats technoculturels à l'âge de l'expressivisme généralisé », pp. 145-171, in Éric Maigret, Éric Macé (dir.), *Penser les médiacultures. Nouvelles pratiques et nouvelles approches de la représentation du monde*, Paris, INA/Colin (Coll. "Médiacultures")
- ALLARD, Laurence (2009), « Pragmatique de l'Internet mobile : Technologies de soi et culture du transfert », pp. 59-81, in Fred Dervin et Yasmine Abbas (dir.) *Technologies numériques de soi et (co)construction identitaires*, Paris, éd. L'Harmattan.
- ALVARES, Claudia, DAHLGREN, Peter (2014), "Political Participation in an Age of Mediatization", pp. 11-16, in *Media in Europe: New Questions for Research and Policy*, Strasbourg, ESF Forward Look.
- ALZOUMA, Gado, (2011-2012), « Technologies éducatives et développement : une brève histoire de la télévision scolaire au Niger », *Tic&société*, Vol. 5, n° 2/3, 2 semestre 2011-1<sup>e</sup> semestre 2012, pp. 164-188 [En ligne], <https://ticetsociete.revues.org/1025>
- ALZOUMA, Gado, (2014), « Faire de nécessaire vertu : inégalités sociales et modes d'appropriations innovantes du téléphone mobile en Afrique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 4/2014, mis en ligne le 15 janvier 2014 <https://rfsic.revues.org/954>
- AMAH, Edem Canyi Madje (2015), « L'utilisation du téléphone mobile chez les pêcheurs et les marchands des produits de la pêche artisanale maritime au port de Lomé », pp. 199-214, in Kouméalo Anaté, Alain Capo-chichi, Alain Kiyindou (dir.) (2015), *Quand l'Afrique réinvente la téléphonie mobile*, Paris, L'Harmattan.
- AMESSINO, Kossi (2017), « Technologies mobiles dans le milieu agricole au sud Bénin, vue du producteur d'ananas », *Communication, Technologies, Développement*, n° 4, 2017, à partir de la communication orale présentée lors du colloque *Objets connectés. Perspectives pour un*

- développement intelligent, 16-17 mars 2017, Université Bordeaux-Montaigne.
- AMRI, Mahdi, VACAFLOR, Nayra (2010), « Téléphone mobile et expression identitaire. Réflexions sur l'exposition technologique de soi parmi les jeunes », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, 2010 / 1, volume 2010, p.170, consulté le lundi 22 octobre 2017, [en ligne] mise en ligne, 20 octobre 2010.
- ANGÉ, Caroline (2014), « Mouvements sociaux en Afrique et visibilité sociale : parole de femmes sur les réseaux », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 179 à 187, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/15-Ange/index.html>.
- ANSPRENGER, Franz (1970), « Les États africains et le Pouvoir Blanc en Afrique », *Études internationales*, n° 14 (1970) : pp. 17-34, DOI : 10.7202/700057ar
- APPARU, Daniel, ELHAJJI, Mohammed (2007), « Communication interculturelle et nouvelles formes de négociation de la citoyenneté », *Diogenes*, 2007/4, n° 220, pp. 110-117.
- ARCHAMBAULT, Julie Soleil, MACHIKOU NGAMENI, Nadine (traductrice) (2010), « La fièvre des téléphones portables : un chapitre de la « success story » mozambicaine », *Politique africaine*, n° 117, pp. 83-105.
- ATANGA, Lem Lilian, DJIMELI, Alexandre (2013), « L'ambivalence du discours médiatique sur la parité dans les élections législatives 2012 au Sénégal », *Annales de la Faculté des sciences juridiques et politiques* de l'Université de Dschang, n°12, pp. 155 – 173.
- ATANGA Lem Lilian, DJIMELI, Alexandre T., (2019), « Les représentations médiatiques de l'identité féminine en politique : le patriarcat contre la parité dans la presse sénégalaise », pp. 142-164, in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), Saint-Denis, éditions **Connaissances et savoirs**.
- ATENGA, Thomas, WANGUE, Jean Edimo (2014), « Le président me parle par texto : semiosis des usages du sms en régime autoritaire à partir du cas camerounais », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 135 à 146, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/12-Atenga/index.html>.
- ATENGA, Thomas, (2019), « 237 médias. Une liste de discussion très politique », pp. 57-73, in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), Saint-Denis, éditions **Connaissances et savoirs**.
- AUBIN, France, AGBOBLI, Christian (2014), « Perspectives critiques sur la communication pour le développement », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 4 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 05 octobre 2017. URL : <http://rfsic.revues.org/915> ; DOI : 10.4000/rfsic.915.
- BA, Abdoul (1996a), « L'Afrique sous la douche audiovisuelle », *Communication et langage*, volume 108, pp. 45-52.
- BACH, Daniel C. (1999), « Revisiting a paradigm », pp. 1-99, in Daniel C. Bach, *Regionalism in Africa: Integration and disintegration*, Oxford/Bloomington, James Currey/Indiana University Press.
- BACHIRI, El Ghalia, EL HABADDI, Abderrazzack (2018), « La communication publique et le développement humain. De l'action à la réflexion : cas de l'Indh au Maric », pp. 35-52, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed (2018), *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanco/Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- BAHI AGHI, Auguste (2002), « Opinions et attitudes de hommes face aux méthodes contraceptives modernes », *Kasa Bya Kasa*, n° 3, Abidjan, EDUCI, pp. 97-98.
- BAKARY, Tessy D. (1990), « Mutations au Nord, interrogations au Sud », *Études Internationales*, vol. 21, n° 3, p. 469-485.
- BAKTI, Andi Fayçal (2017) (ed.), Actes du 6<sup>e</sup> symposium annuel des chaires Unesco Orbicom

- Peace journalism and conflict resolutions in the media*, Jakarta, chaire Unesco *Communication and sustainable development*, Université Pancasila, 4-7 mai (en voie de publication en tant que chapitre d'ouvrage).
- BALIMA, Dimitri (2014), « Les médias publics face aux défis du pluralisme et de la convergence au Burkina Faso », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 147 à 157, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/13-Balima/index.html>.
- BALIMA, Serge Théophile (2000), « Les modes et les systèmes d'information publique dans les communes au Burkina Faso », *Hermès*, n° 28, p. 219-231.
- BALIMA, Serge Théophile (2004), « Une ou des "sociétés de l'information" ? », *Hermès, La revue*, 2004/3, n° 40, p. 205.
- BALLET, Jérôme, DAKA, RAJAONA, Karen (2011), "Children's education and home electrification : a case study in northwestern Madagascar", *Energy Policy*, Elsevier, vol. 39(5), pp. 2866-2874, may.
- BANEGAS, Richard (1993), « Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique », *Cultures & Conflits* [En ligne], 12 | hiver 1993, mis en ligne le 14 mars 2006, consulté le 03 novembre 2017. URL : <http://conflits.revues.org/443> ; DOI : 10.4000/conflits.443
- BANEGAS, Richard, (1995), « Action collective et transition politique en Afrique. La conférence nationale du Bénin », *Cultures & Conflits*, pp. 137-175, [En ligne], 17 | printemps 1995, mis en ligne le 04 mars 2005, consulté 21 octobre 2017. URL : <http://conflits.revues.org/320>
- BARBER, Nicholas (2014), « Marginalized Communities and ICTs: The Case of Bagyeli Participatory Video and Mapping », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 123 à 133, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/11-Barber/index.html>.
- BENCHENNA, Abdelfettah (2006), « Réduire la fracture numérique Nord-Sud : une récurrente croyance des organisations internationales ? », *Terminal*, n° 95-96, pp. 33-45.
- BENCHENNA, Abdelfettah (2010), « L'administration électronique au Maroc : Entre exigences internationales et réalité nationale », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2010, p. 123 à 133, consulté le jeudi 22 octobre 2017, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2010-supplementa/benchenna/index.html>.
- BENCHENNA, Abdelfettah (2011), « Les TICs dans les pays des Suds : Quarante années de recherche - 1970 – 2010 », *Tic&société*, Vol. 5, n°2-3 | 2e sem. 2011 / 1er sem. 2012. <http://ticetsociete.revues.org/1130>.
- BENDAHAN, Mohamed, EL AHOUDI, Abderrahmane (2018), « La communication publique et gouvernance territoriale à l'heure de la décentralisation », pp. 15-34, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed (2018), *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanc/ Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- BENNETT, W. Lance, SEGERBERG, Alexandra (2011), "Social Media and the Organization of Collective Action. Using Twitter to explore the Ecologies of Two Climate Change Protests", *The Communication Review*, 14/3, 197-215 [on line 9th september 2011], available online: <http://www.tandfonline.com/doi.org/10.1080/10714421.2011.597250>.
- BEN SALEM, Maryam (2013), « Processus de (dé)légitimation du cyberactivisme féminin en Tunisie : vers un amenuisement des discriminations fondées sur le genre ? », pp. 253-262, in Sihem Najjar (dir), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques (Monde arabe, Europe de l'Est, Amérique Latine)*, Tunis et Paris, IRMC-Karthala.
- BEN SLYMEN, Syrine (2018), « Quelles pratiques professionnelles de développement face la spécificité de l'attitude envers la région ? », pp. 237-246, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanc/ Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- BERU Laurent, BIYELE, François (2007), « L'Afrique subsaharienne dans la mondialisation de la



- communication : entre domination, interaction et résistance », pp. 13-23, in François Biyé (dir.), *Nouvelles approches des problématiques de communication sur l'Afrique subsaharienne. Représentations, idéologies et instrumentalisation* (préface Mickaël Palmer), Paris, L'Harmattan.
- BIDIMA, Jean Godefroy (1993), *Théorie critique et modernité négro-africaine. De l'école de Francfort à la « Docta spes africana »*, Paris, Publications de la Sorbonne (Coll. "Philosophie").
- BIGOT, Laurent, (2019), « Vers un fast-checking participatif : permettre aux citoyens de se réapproprier la politique », pp. 209-227, in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), Saint-Denis, éditions Connaissances et savoirs.
- BOAFO, Kwame S. T. (1987), « Les transferts des nouvelles technologies en Afrique subsaharienne », *Tiers-Monde*, vol. 28, n°111, pp. 643-650.
- BODIONG, Déborah, TEMADJO, Thomas (2014), « Les centres d'appels dans la communication organisationnelle au Cameroun : outil de médiation et de co-construction de l'image de l'organisation », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 63 à 74, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/06-Temadjo-Bodiong/index.html>.
- BOGAARDS, Matthijs (2009), "How to classify Hybrid Regimes ? Defective Democracy and Electoral Authoritarianism", *Democratization*, vol. 16, n° 2, pp. 399-423.
- BOGUI, Jean-Jacques Maomra, (2017), « Étude de l'influence de l'opération d'identification des usagers des technologies numériques en Côte d'Ivoire sur leurs activités dans le cyberspace », *Communication, Technologies, Développement*, n° 4, 2017, à partir de la communication orale présentée lors du colloque *Objets connectés. Perspectives pour un développement intelligent*, 16-17 mars 2017, Université Bordeaux-Montaigne.
- BOULLIER, Dominique (1997), « Les styles d'usage des outils de communication : propositions de méthode », *Systèmes d'information et de management*, n°1, volume 2, pp. 7-28.
- BOUQUILLION, Philippe (2017), « The Industrial Paradigms of Culture and Communication and their Contribution in the Transformations in the Symbolic Goods Industries », in « L'internationalisation de la culture, de l'information et de la communication II : l'emprise progressive des industries de la communication sur les industries culturelles et créatives », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n° 18/3A, pp. 26-63, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2017-supplementA/02-Bouquillion/>
- BOUTET-DIEYE, Annabelle, TRÉMEMBERT, Jocelyne (2008), « Identifier les non-usagers et mieux comprendre les situations de non-usages », *MARSOUIN-ORG.*, pp. 1-20, (<http://www.marsouin.org/> [Annabelle.boutet@telecom-bretagne.eu](mailto:Annabelle.boutet@telecom-bretagne.eu))
- BUSSELEN, Tony (2017), « La montée de l'Afrique et l'agressivité croissante de l'Occident », *Études marxistes*, n° 104, <http://www.marx.be/fr/content/la-mont%C3%A9e-de-l%E2%80%99afrique-et-l%E2%80%99agressivit%C3%A9-croissante-de-l%E2%80%99occident>.
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2009), « Confondre les représentations stéréotypées de l'Afrique dans les médias transnationaux ? Une démarche épistémologiquement problématique », pp. 213-234, in Alain Kiyindou, Jean-Christien Ekambo, Ludovic-Robert Miyouna (Dir.) *Communication et dynamiques de globalisation culturelle*, Paris, L'Harmattan. <http://questionsdecommunication.revues.org/276>
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2010), « Open source strategies and media in political elections of the new millennium: an emerging script on technological determinism ? », pp. 215-234, in Elena L. Vartanova, (ed.), 2010, *Content, channels and audiences in the new millennium : interactions and interrelations*, Moscow (Russia), Faculty of journalism, Lomonosov Moscow State University – MediaMir., ISBN 978-5-211-05873-6.
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2012), « Femmes et patrimoine culturel immatériel : l'expérience du film documentaire de création en Afrique sub-saharienne », pp. 107-120, in *Études interculturelles*, Grecirea, 5/2012, tome 2, et <http://www.grecirea.net/textes/17Bertrand12.html>

- CABEDOCHÉ, Bertrand (2013a), « Des sciences de l'information et de la communication à équidistance de tout déterminisme : un état de la recherche en France relative à la couverture médiatique des "révolutions arabes" », 2013, pp. 279-300, in Sihem Najjar (dir), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques (Monde arabe, Europe de l'Est, Amérique Latine)*, Tunis et Paris, IRMC-Karthala.
- CABEDOCHÉ, Bertrand, (2013b), "Comment to Averbek-Lietz: Mapping intercultural communications: national or doctrinal comparisons ? ", *Communication. The European Journal of Communication Research*, Bremen, De Gruyter Mouton, Vol. 38, issue 3, pp. 315-321 (Comment on "Pathways of intercultural communication research. How different research communities of communication scholars deal with the topic of intercultural communication" by Stefanie Averbek-Lietz). <http://www.ejcr.eu/node/16>.
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2014), « Culture du chiffre et responsabilité sociale : le déplacement de la charge de l'incertitude sur le facteur humain à France Télécom », pp. 21-40, in Valérie Lépine, Fabienne Martin-Juchat, Chrystelle Millet-Fourrier, (dir), *Acteurs de la communication des entreprises et des organisations. Pratiques et perspectives*, Grenoble, PUG, 2014 (Coll. "Communication, médias et sociétés").
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2015), « L'inscription du cinéma documentaire en Afrique dans le champ des sciences humaines et sociales », préface, pp. 17-44, in Delphe Kifouani et François Fronty (dir.), *La diversité du documentaire de création en Afrique*, Paris, L'Harmattan, (Coll. "Images plurielles").
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2016a), « L'enseignement du *journalisme interculturel* pour les centres d'excellence et de référence en Afrique. Une contribution académique à la politique et à la réflexion critique de l'Unesco », pp. 163-192, in Racha Mezrioui, Zeineb Touati (dir.), *Médias et technologies numériques. Constructions identitaires et interculturelités*, Tunis et Paris : L'Harmattan, 2016 (Coll. Socio-anthropologie des mondes méditerranéens).
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2016b), « "Communication internationale" et enjeux scientifiques : un état de la recherche à la naissance des sciences de l'information et de la communication en France », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°17/2, 2016, p. 55 à 82, [en ligne] URL : <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2016-dossier/04-Cabedoche/>
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2017), "Deconstructing and reconfiguring ICTs and Social Change in the Third Millennium. A state of the African contribution", in Dossier : L'internationalisation de la culture, de l'information et de la communication II : l'emprise progressive des industries de la communication sur les industries culturelles et créatives, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°18/3A, pp. 5-50 <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2017-supplementA/01-Cabedoche/>
- CABEDOCHÉ, Bertrand (2018), « Témoignage du désir d'Histoire », pp. 8-16, préface à l'ouvrage de Jean-Christien Ekambo, *Médias pionniers au Congo : Se Kukianga 1891 ; Minsamu Miayenge 1892*, Kinshasa et Paris, L'Harmattan, coll. "Médias d'hier").
- CAFFAREL SERRA, Carmen et SENDIN GUTIÉRREZ, José Carlos (2014), « Media and Democratic Consolidation In Africa. Côte d'Ivoire Transition Through The Media », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 91 à 100, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/08-Sendin-Caffarel/index.html>.
- CAMAU Michel, MASSARDIER Gilles (2009), « Revisiter les régimes politiques », pp. 7-39, in Michel Camau, Gilles Massardier (dir.), *Démocraties et autoritarismes. Fragmentation et hybridation des régimes*, Paris, Aix en Provence, Karthala et CSPC.
- CAPITANT, Sylvie (2008), « La radio en Afrique de l'Ouest, un « média carrefour » sous-estimé ? L'exemple du Burkina Faso », *Réseaux*, vol. 150, no. 4, 2008, pp. 189-217.
- CARDON, Dominique (2008), « Présentation », *Réseaux*, vol. 6, n° 152, pp. 7-17, [article en ligne : [www.cairn.info/revue-reseaux-2008-6-page-7.htm](http://www.cairn.info/revue-reseaux-2008-6-page-7.htm)]
- CARDON, Dominique, (2009), « Vertus démocratiques de l'Internet », *La Vie des idées*, 10 novembre. URL : <http://www.laviedesidees.fr/Vertus-democratiques-de-l-Internet.html>



- CARILLO, Santiago, KATZ, Sere (2006), « La gouvernance en ligne en Amérique latine. Une tentation pour les décideurs ? », pp. 45-53, in Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- CENTLIVRES, René (2000), « Rites, seuils, passages », *Communication*, volume 70, n° 1, pp. 33-44.
- CHARON, Jean-Marie (1987), « Télétel, de l'interactivité homme-machine à la communication médiatisée », pp. 103-128, in Marie Marchand et le SPED (eds), *Les paradis informationnels, Du minitel aux services de communication du futur*, Paris, Masson (Coll. "CNET/ENST").
- CHAUMONT, Jean-Michel (2001), « Est-il requis d'être fier pour n'être pas honteux ? », pp. 140-152, in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").
- CHÉNEAU-LOQUAY, Annie (2001), « Les territoires de la téléphonie mobile », *Network and Communication Studies*, 15 (1-2), 121-132.
- CHÉNEAU-LOQUAY, Annie (2003), « Fracture numérique : un concept à soumettre à la question », *Revue Netcom*, vol. 15, n°1-2, septembre, introduction.
- CHÉNEAU-LOQUAY, Annie (2011), « Rôle joué par l'économie informelle dans l'appropriation des TIC en milieu urbain en Afrique de l'Ouest », *Netsuds* [En ligne], numéros en texte intégral, Sociétés africaines de l'information : illustrations sénégalaises, Mis à jour le 10/05/2011 URL: <http://revues.mshparisnord.org/netsuds/index.php?id=219>
- CHINGWARAMUSEE, Vimbai Rejoice, SABAO, Collen (2017), "Citizen journalism on Facebook and the Challenges Media Regulation in Zimbabwe : Baba Jukwa", pp. 193-206, in Tendai Chari, Nhamo A. Mhiripiri (eds), *Media Law, Ethics and Policy in the Digital Age*, Hershey, IGI Global (Series "Advances in Media Entertainment and the Art", AEMA).
- CHIKAKANO, Jacqueline, MHIRIPIRI, Nhamo A. (2017), "Criminal Defamation. The criminalisation of Expression, Media and Information Dissemination in the Digital Age : A legal and Ethical Perspective", pp. 1-24, in Tendai Chari, Nhamo A. Mhiripiri (eds), *Media Law, Ethics and Policy in the Digital Age*, Hershey, IGI Global (Series "Advances in Media Entertainment and the Art", AEMA).
- CHOUIKHA, Larbi (2009), « Un cyberspace autonome dans un espace autoritaire : l'expérience de *Tunisnews* », pp. 217-235, in Khadija Mohsen-Finan, (éd.), *Les Médias en Méditerranée : nouveaux médias, monde arabe et relations internationales*, Arles, Actes Sud et MMSH.
- CISHAHAYO, Fabien, KAMGA, Osée (2013), "Information and communication technologies for African development: Proportional technologies and an ethics of uses, oral communication" in International Conference *Future Imperatives of Communication and Information for Development and Social Change*, 2010, December 20-22, and edited in Jan Servaes, *Sustainable Development and green communication, Asian and African Perspectives* (2013), Verlag: Palgrave Mcmillan.
- COLLIGNON, Béatrice (2007), « Note sur les fondements des *postcolonial studies* », *EchoGéo* [En ligne], 1 | 2007, mis en ligne le 06 mars 2008, consulté le 02 septembre 2013. URL : <http://echogeo.revues.org/2089> ; DOI : 10.4000/echogeo.2089.
- COMAN, Mihai (1992), « Médias, mythes et rites de passage », *Communication*, volume 3, n° 2, pp. 173-181.
- COMAN, Mihai (2008), "Liminality in Media studies From Everyday Life to Media Events", pp. 94-108, in Graham St John (ed.) *Victor Turner and Contemporary Cultural Performance*, New-York, Oxford, Berghahn Books.
- COMPAORÉ, Alizéta (2014), « Appropriation du téléphone portable dans l'économie informelle de la ville de Ouagadougou (Burkina Faso) », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 51 à 60, consulté le jeudi 1 octobre 2015 , [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/05-Compaore/index.html>.
- COULIBALY, Pascal Baba (2000), « L'utilisation des TIC dans les élections générales de 1997 au Mali », in Annie Chéneau-Loquay, *Enjeux des technologies de la communication en Afrique*,

- Paris, Karthala (coll. "Regards").
- COULON, Christian, (1972), « Système politique et société dans les états d'Afrique noire. À la recherche d'un cadre conceptuel nouveau », *Revue Française de Sciences Politiques*, n° 5, pp. 1049-1073.
- COUTANT, Alexandre (2014), « Pour une approche communicationnelle de la consommation », pp. 195-210, in Valérie Lépine, Fabienne Martin-Juchat, Chrystelle Millet-Fourrier, (dir.), *Acteurs de la communication des entreprises et des organisations. Pratiques et perspectives*, Grenoble, PUG, 2014 (Coll. « Communication, médias et sociétés »).
- DAHLGREN, Peter (1999), « Cyberspace et logique médiatique. Repositionner le journalisme et ses publics », pp. 73-98, in Serges Proulx, André Vitalis, (dir.), *Vers une citoyenneté simulée, Médias, réseaux et mondialisation*, Rennes, Apogée.
- DAHLGREN, Peter (2000), « L'espace public et l'internet. Structure, espace et communication », *Réseaux*, volume 18 n°100, pp. 157-186.
- DAHLGREN, Peter (2005), "The Internet, Public Spheres, and Political Communication: Dispersion and Deliberation", *Political Communication*, Vol. 22, Issue 2, pp. 147-162. En ligne, [www.informaworld.com](http://www.informaworld.com)
- DAHMANI, Ahmed, LEDJOU, Jean-Michel (2011), « Les TIC en Afrique. Du discours à la réalité socio-économique », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, supplément mis en ligne le 15 janvier 2011, à partir du colloque *Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes 2*, Grenoble, 2010, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2010-supplementA/DahmaniLedjou/index.html>.
- DAHMANI, Ahmed, LEDJOU, Jean-Michel (2012), « Le développement des télécommunications dans les Suds. Retour sur une décennie de diffusion des TIC en Afrique de l'Ouest et au Maghreb », *Tic&société* [En ligne], Vol. 5, n°2-3 | 2e sem. 2011 / 1er sem. 2012, mis en ligne le 20 juin 2012, consulté le 14 novembre 2017. URL : <http://ticetsociete.revues.org/1057> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.1057.
- DAHMEN-JARRIN, Zouha (2011), « L'activisme numérique en Tunisie : entre individuation et action citoyenne », *Cahiers du Cédimes. TIC nomades et développement social*, vol. V, n° 1, pp. 47-64.
- DAHMEN-JARRIN, Zouha (2014), « TIC et conflit social : le redéploiement des médias sociaux dans la Tunisie post-révolution », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, pp. 189 à 198, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/16-Dahmen/index.html>.
- DAIM-ALLAH, Warda (2017), « Jeunes musiciens amateurs de Béjaïa sur Internet : les stratégies de visibilité, entre processus créatifs et contestation sociale », pp. 79-94, in Aïssa Merah, Michèle Gellereau, Nabila Aldjia Bouchaala, *Reconfiguration des expressions et pratiques culturelles à l'ère du numérique en Méditerranée*, Paris, L'Harmattan (Coll. "Socio-anthropologie du monde méditerranéen").
- DAKOURÉ, Évariste (2011), « Promotion du multimédia dans le monde associatif africain : le cas d'acteurs burkinabè », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, supplément mis en ligne le 15 janvier 2011, à partir du colloque *Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes 2*, Grenoble, 2010, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2010-supplementA/Dakoure/index.html>.
- DALL'ORSO, Jeanne, Lucas WICKY, Maxime FERRER (2017), « Donald Trump et Twitter, une utilisation compulsive et émotionnelle », *Le Monde*, 21 janvier 2017 [en ligne] mis en ligne le 21 janvier 2017, à 15h00. [http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/01/24/compulsive-et-emotionnelle-quelle-est-l-utilisation-de-twitter-par-donald-trump\\_5068203\\_4355770.html](http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/01/24/compulsive-et-emotionnelle-quelle-est-l-utilisation-de-twitter-par-donald-trump_5068203_4355770.html)
- DAMOME, Étienne, NOBLE-BART, Annie (2014), « Cultures minoritaires au risque de l'oubli en ligne », in Anne-Marie Laulan et Annie Lenoble-Bart, *Les oubliés de l'Internet, Cultures et langues sur l'Internet, oubli ou déni ?*, Paris, Les Études Hospitalières, Commission Nationale Française pour l'Unesco (Coll. "Sciences, éthique et société").
- DEBOS, Franck, LANCINI, Maria Daniella (2017), « Créativité numérique en période de conflits :

- le cas vénézuélien », *Communication, technologie et développement*, n° 4, septembre 2017, pp. 96-108).
- DE INOCENCIO, Clara, DOUGLAS, Karen M., VAN PROOIJEN, Jan-Willem (2017), "Connecting the dots : Illusory pattern perception predicts belief in conspiracies and the supernatural", *European Journal of Social Psychology*, 00, september 2017, 00-00 <https://DOI: 10.1002/ejsp.2331>.
- DENIEUL, Julien (2013), « L'essor de la presse numérique en Tunisie : d'une soif d'expression démocratique à un modèle économique », pp. 121-134, in Sihem Najjar (dir.), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala (Coll. "Hommes et société").
- DEVISCH, René (1986), « Marge, marginalisation et liminalité : le sorcier et le devin dans la culture yaka au Zaïre », *Anthropologie et Sociétés. Les dynamiques à la marge*, volume 10, n° 2, pp. 117-137, URI <http://id.erudit.org/iderudit/006353ar> DOI 10.7202/006353ar
- DIALLO, Mamadou Sellou (2015), « Le dispositif du "je" dans le cinéma documentaire des années 2000 », in François Fronty, Delphe Kifouani, *La diversité du documentaire de création en Afrique*, Paris, L'Harmattan (Coll. "Images plurielles").
- DIMINESCU, Dana (2005), « Le migrant connecté. Pour un manifeste épistémologique », *Migrations et Sociétés*, Volume 17, n° 12, pp. 275-292.
- DIMINESCU, Dana (dir.) (2010), *Dossier Les migrants connectés, TIC, mobilités et migrations, Réseaux*, Volume 1, n° 159, éditions La Découverte.
- DIOH, Tidiane (2007), « Rapports de force et jeux de pouvoir autour de la télévision en Afrique noire francophone », pp. 95-106, in François Biyé (dir.), *Nouvelles approches des problématiques de communication sur l'Afrique subsaharienne. Représentations, idéologies et instrumentalisation* (préface Mickaël Palmer), Paris, L'Harmattan.
- DLODLO, Nomusa (2009), « Access to ICT education for girls and women in rural South Africa : a case study », *Technology in society*, 31, pp. 168-175. DOI : [10.1016/j.techsoc.2009.03.003](https://doi.org/10.1016/j.techsoc.2009.03.003)
- DOBRY, Michel (dir.), *Les transitions démocratiques. Regards sur l'état de la "transitologie" », Revue française de Sciences Po*, 2000, n° 4/5, Vol. 50, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- DO NASCIMENTO, José (2005), « Panorama représentatif des usages des NTIC en Afrique », pp. 153-166, in Jean-Jacques Gabas, *Société numérique et développement en Afrique. Usages et politiques publiques*, Paris, Karthala.
- DONNER, Jonathan (2006), "The use of Mobile Phones by Microentrepreneurs in Kigali, Rwanda : Changes to Social and Business Networks", *The Massachusetts Institute of Technology, Information technologies and International Development*, Vol. 3, number 2, Winter 2006, 3-19.
- DOO SELOLWANE, Onalenna (2006), « Les femmes et la construction de la légitimité électorale », *Bulletin du Codesria*, numéro spécial 1 et 2, pp. 17-21.
- DRAME, Abibata (2018), « Acteurs de santé, communication pour le changement social et comportemental. Tic et lutte contre le VUH/Sida en Côte d'Ivoire », pp. 117-140, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlenco/Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- DUFY, Caroline, THIRIOT, Céline (2013), « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue Internationale de Droit comparé*, vol. 20, n° 3, pp. 19-40.
- DUMOLIN, Benoit (2001), « Introduction. Conditions pour une maîtrise des NTIC en Afrique », pp. 85-89, in Valérie Peugeot, *Réseaux humains, réseaux électroniques. De nouveaux espaces pour l'action collective*, Paris, Charles-Léopold Mayer/Vecam.
- DUNCOMBE, Richard, HEEKS, Richard (2002), "Enterprise across the digital divide : information systems and rural microenterprise in Botswana", *Journal of International Development*, Volume

- 14, Issue 1, January 2002, pp. 61-74.
- DUTEIL, Michel (1992), « Le nouveau paysage audiovisuel en Afrique francophone », *Universalis, Encyclopædia Universalis*, p. 211.
- ÉBOKO, Fred (1999), « Les élites politiques au Cameroun. Le renouvellement sans renouvellement ? » pp. 99-133 in Jean-Pascal Daloz, *Le (non-)renouvellement des élites en Afrique subsaharienne*, Paris, Centre d'étude d'Afrique noire.
- EBOLO, Martin Dieudonné (1999), « De la "société civile" mythique à la "société civile" impure : entre assujettissement, émancipation et collusion », in Luc Sindjoun, *La révolution passive au Cameroun*, Dakar, Codesria.
- ÉGRÉ, Pascale (2002), « Internet, nouveau territoire de lutte pour les opposants politiques en exil », *Hommes & Migrations*, n° 1240, novembre-décembre 2002, pp. 53-61.
- EKAMBO, Jean-Christien (2004), *Paradigmes de communication* (préface Bernard Miège), Kinshasa, IFASIC.
- EKAMBO, Jean-Christien (2009), « Gestion de la césure entre médias traditionnels et médias contemporains dans la construction du développement », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, supplément mis en ligne le 16 avril 2009, à partir du colloque Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes : bilan et perspectives, Douala, 2006, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2009-supplement/pdf/Actes%20de%20Douala-Ekambo-pp36-46.html>.
- ELLERSON, Beti (2015), « Cinémas documentaires en Afrique au féminin », in François, Fronty, Delpe Kifouani, *La diversité du documentaire de création en Afrique*, Paris, L'Harmattan (Coll. "Images plurielles").
- ELY, Robin J., THOMAS, David A. (1996), "Making differences matter: a new paradigm for diversity management", *Harvard Business Review*, Vol. 74, n° 5, pp. 79-90.
- ETEMADI, Nasser (2000), « Limites et actualité du concept de société civile », *L'Homme et la société*, vol. 136, N°2, pp 95-110.
- FENNICHE DAOUES, Raja, (2006), « Interculturalité et réseaux d'information », *Internet-Zeitschrift für Kulturwissenschaften* 16. Nr. März 2006. [https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic\\_00128601](https://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00128601)
- FERREIRA, Jairo (2007), « Médiatisation dans une perspective triadique », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, 23 mars, [http://w3.u-grenoble3.fr/les\\_enjeux/2006/Ferreira/index.php](http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2006/Ferreira/index.php)
- FORTE, Andrea, SCHOENEBECK, Sarita Yardi, WYCHE, Susan P. (2013), "Facebook is a Luxury": An Exploratory Study of Social Media Use in Rural Kenya", in *Proceedings of the ACM Conference on Computer Supported Cooperative Work and Social Computing (CSCW '13)*, 33-44.
- FOUTEM, Thierry-Martin, SAHA, Zacharie, (2019), « Médias privés et communication électoraliste : étude de la trajectoire d'une ligne éditoriale partisane au cours des périodes électorales », pp. 189-207, in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), Saint-Denis, éditions Connaissances et savoirs.
- FOUTEM, Thierry-Martin, (2019), « Les radios communautaires et le développement de la culture politique électoraliste au Cameroun », pp. 228-247, in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), Saint-Denis, éditions Connaissances et savoirs.
- FRANÇOIS, Bastien, NEVEU, Érik (1999), « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », introduction, pp. 13-58, in Bastien François et Erik Neveu (Eds.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- GALIBERT, Olivier (2014), « Vers une instrumentalisation généralisée du lien communautaire en ligne : la montée en puissance du Community management », pp. 117-136, in Valérie Lépine,



- Fabienne Martin-Juchat, Chrystelle Millet-Fourrier, (dir), *Acteurs de la communication des entreprises et des organisations. Pratiques et perspectives*, Grenoble, PUG, 2014 (Coll. « Communication, médias et sociétés »).
- GHOSN, Catherine, LAOUIJ, Mohamed Anouar (2013), « Mouvements sociaux en Tunisie : les risques de subjectivité et de manipulation », pp. 345-354, in Sihem Najjar, *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala (Coll. "Hommes et société").
- GIROUX, Luc, MILLERAND, Florence, PROULX, Serge (2001), « La culture technique dans l'appropriation cognitive des TIC, Une étude des usages du courrier électronique », In *Actes du 3<sup>e</sup> colloque international ICUST 2001*, Paris, pp. 400-410.
- GOKRA DJA, André Ouréga Jr (2013), « Médias ou réseaux sociaux : un point de vue africain », broché, Département des Sciences du langage et de la communication (SLC), Université de Bouaké, Côte d'Ivoire, pp. 227-243, n.r., [http://www.academia.edu/4197146/M%C3%A9dias\\_ou\\_r%C3%A9seaux\\_sociaux\\_un\\_point\\_de\\_vue\\_africain](http://www.academia.edu/4197146/M%C3%A9dias_ou_r%C3%A9seaux_sociaux_un_point_de_vue_africain).
- GOUBA, Firmin (2018), « Réseaux sociaux et communication publique/politique au Burkina Faso » ; pp. 199-216, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanco/Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- GOULET, Sophie-Hélène (2014), « Les TIC, la désinformation sur le Web et la propagande en relation avec l'immigration camerounaise au Québec », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 199 à 207, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/17-Goulet/index.html>.
- GUEYE, Babacar (2009), « La démocratie en Afrique : succès et résistances », *Pouvoirs*, 2009/2, n°129, p. 5-26.
- GUIDERE, Mathieu (2011), « Tunisie, Égypte, Libye : à chaque révolution sa communication », in François-Bernard Huyghe (dir.), *Facebook, Twitter, Al-Jazeera et le "Printemps arabe"*. *L'Observatoire géostratégique de l'information*, Paris, IRIS, 2-4, [article en ligne] [http://www.iris-france.org/docs/kfm\\_docs/docs/2011-04-04-facebook-twitter-al-jazeera-et-le-printemps-arabe.pdf](http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2011-04-04-facebook-twitter-al-jazeera-et-le-printemps-arabe.pdf).
- GUMA, Prince Karakire (2014), "Revisiting Homophobia in Times of Solidarity and Visibility in Uganda", *RupKatha Journal on Interdisciplinary Studies in Humanities. Special Issue on LGBT & Queer Studies*, edited by Titha Prasad Mukhopadhyay, Volume VI, Number 1, Kolkata, India, 2014, pp. 97-107.
- HALL, Stuart (1994), « Codage, décodage », *Réseaux*, n° 68, pp. 27-39.
- HENKY, Julien (2017), « Big brother is your best friend », *Communication, Technologies, Développement*, n° 4, 2017, à partir de la communication orale présentée lors du colloque *Objets connectés. Perspectives pour un développement intelligent*, 16-17 mars 2017, Université Bordeaux-Montaigne.
- HERMIDA, Alfred (2013), "#Journalism: 20. Reconfiguring journalism research about Twitter, one tweet at a time", *Digital Journalism*, Vol. 1, no. 3 pages 295-313.
- HEUVA, William Edward (2017), "Deferring Citizens "Right to Know" in an Information Age. The Information Deficit in Namibia", pp. 245-266, in Tendai Chari, Nhamo A. Mhiripiri (eds), *Media Law, Ethics and Policy in the Digital Age*, Hershey, IGI Global (Series "Advances in Media Entertainment and the Art", AEMA).
- HUGON, Philippe (1993), « Marginalisation économique et enjeux géopolitiques de l'Afrique », in *Relations Internationales et Stratégiques*, n° 9, pp. 208-215.
- HUYGHE, François-Bernard (2010), « Information, pouvoir et usage : l'infostratégie », *Huyghe.fr*, (blog de l'auteur), [https://www.huyghe.fr/actu\\_321.htm](https://www.huyghe.fr/actu_321.htm)
- IBOULDO, Jean-Pierre (2001), « Les politiques nationales de communication pour le développement à travers sept années d'expérience de la FAO en Afrique francophone et

- lusophone : méthodologie et leçons apprises », *Document de la politique nationale de communication pour le développement au Burkina Faso*, tome 2, annexe 1. <http://www.fao.org/>
- JAENSSON, Jan-Erik, RUTASHOBYA Lettice (2004), "Small firms' internationalization for development in Tanzania: Exploring the network phenomenon", *International Journal of Social Economics*, Vol. 31 Issue: 1/2, pp.159-172, <https://doi.org/10.1108/03068290410515484>.
- JEDLOWSKI, Alessandro (2015), "The Women Behind the Camera : Female Entrepreneurship in the Southern Nigerian Video Film Industry", pp. 245-263, in Ute Röshenthaler, Dorothea Schulz (eds), *Cultural Entrepreneurship in Africa*, New York, London, Routledge.
- JOUËT, Josiane (1993), « Usages et pratiques des nouveaux outils », pp. 371-378 in Lucien Sfez (dir.), *Dictionnaire critique de la communication*. Paris, PUF.
- JOUËT, Josiane (2000), « Retour critique sur la sociologie des usages », *Réseaux*, volume 18, n° 100, pp. 487-521.
- JOUËT, Josiane, RÉBILLARD, Franck (2014), présidence de l'atelier « Citoyenneté numérique et nouvelles formes médiatiques », *Colloque pour les 30 ans de la revue Réseaux*, Paris INHA, 8 au 10 janvier 2014. <http://revue-reseaux.univ-paris-est.fr/fichiers/R5.%20Citoyennet%C3%A9%20num%C3%A9rique...pdf>.
- JUMBO, Léopold Maurice (2019a), « Intervenir pour mieux se positionner ? La notion d'économie souterraine et les stratégies des acteurs des débats télévisés », pp. 74-89, in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), Saint-Denis, éditions Connaissances et savoirs.
- JUMBO, Léopold Maurice (2019b), « Entre réel, imagination, proximités et incertitudes des identités : une troublante confusion dans le traitement médiatique des élections présidentielles gabonaises de 2016 », pp. 165-175, in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), Saint-Denis, éditions Connaissances et savoirs.
- KAHI OULAÏ, Honoré (2017), « Entités communicantes et traçage : entre transparence et opacité », *Communication, Technologies, Développement*, n° 4, 2017, à partir de la communication orale présentée lors du colloque *Objets connectés. Perspectives pour un développement intelligent*, 16-17 mars 2017, organisé par la chaire Unesco *Pratiques émergentes et communication pour le développement*, Bordeaux, 16-17 mars 2017.
- KAMENI WANDEU, Anne-Clothilde, (2019), « L'environnement médiatique lors d'une élection : étude comparative des stratégies discursives sur *Elecam* en période pré-électorale dans les quotidiens *Cameroon Tribune* et *Le Messenger*, février 2010-avril 2011 », pp. 248-262, in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), Saint-Denis, éditions Connaissances et savoirs.
- KANE, Oumar (2008), « Univers discursif et réforme des télécommunications : étude comparée du Sénégal et de l'Afrique du Sud », *Revue africaine des médias*, Volume 16, numéro 2, pp. 87-104.
- KANGA, Osée Nana (2006), « Un exemple de développement dans le contexte africain. L'appropriation de la téléphonie mobile en Côte d'Ivoire », pp. 106-123, in Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006.
- KELINER, Catherine, MASSOU, Luc, MORELLI, Pierre (dir.) (2010), « Repenser le non-usage des TIC », *Dossier Les non-usagers des TIC. Question de communication*, n° 18, pp. 7-20.
- KEMAYOU, Louis, Roger (2014), « Usages des TIC, Communication et Communautés virtuelles au Cameroun : contextes organisationnels marchands et construction de la convergence », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 111 à 119, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/10-Kemayou/index.html>.
- KERROU, Mohamed, NAJAR, Sihem (2009), *La participation politique des femmes au niveau local*

- en Tunisie, Tunis, UN-INSTRAW & CAWTAR, <http://www.womenpoliticalparticipat...>
- KIYINDOU, Alain (2009b), « La "société de l'information" au service du développement : analyse critique de la démarche de l'ONU », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, supplément mis en ligne le 16 avril 2009, à partir du colloque *Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes : bilan et perspectives*, Douala, 2006, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2009-supplement/05-Societeinformation.Kiyindou/home.html#biblio>
- KRA, Raymond (2013a), « Mobilité-emploi et autonomie financière », Communication orale lors du colloque *Localisation et réinvention de la téléphonie mobile*, Cotonou-Lomé, 29 avril au 3 mai 2013.
- KRA, Raymond K. (2013b) « Communication et développement local : La contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la gouvernance locale », *Communication en question*, 1(1), pp. 80-103.
- KUNOCK, Afu Isaiah (2017), "Boko Haram Insurgency in Cameroon : Role of Mass media in conflict Management", pp. 226-244, in Tendai Chari, Nhamo A. Mhiripiri (eds), *Media Law, Ethics and Policy in the Digital Age*, Hershey, IGI Global (Series "Advances in Media Entertainment and the Art", AEMA).
- KWOK CHOON, Mary Jane, PROULX, Serge (2011), « Lutttes pour la reconnaissance de groupes associatifs : l'usage de Facebook par deux ONG de l'île Maurice », pp. 81-103, in Lorna Heaton, Mélanie Millette, Serge Proulx, (Dir.), *Médias sociaux, enjeux pour la communication*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- LACORNE, Denis, 2001 : 381-392, « Je n'y crois pas mais quand même. Mesure et malmesure de l'ethnicité aux Etats-Unis », in Michel Wieviorka, Jocelyne Ohana, *La différence culturelle. Une reformulation des débats*, Colloque de Cerisy, Paris, Balland, (Coll. "Voix et regards").
- LAFARGUE, François (2007), « La Chine, une puissance africaine », *Perspectives chinoises* [En ligne], 90 | juillet-août 2005, mis en ligne le 27 avril 2007, consulté le 09 novembre 2017. URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/900>
- LAFRANCE, Jean-Paul (2006), « Cinquante ans d'histoire du développement international, selon trois grands paradigmes de communication », pp. 9-28, in Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- LATOUCHE, Serge (2001, mai), « Les mirages de l'occidentalisation du monde. En finir une fois pour toutes avec le développement », *Le Monde Diplomatique*.
- LATOUCHE, Serge (2004, novembre), « Contre l'ethnocentrisme du développement. Et la décroissance sauvera le Sud », *Le Monde Diplomatique*.
- LAULAN, Anne-Marie (2006a), « Environnement et communication », pp. 55-62, in Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- LAULAN, Anne-Marie (2006b), « À nouveaux concepts, autres modes de communication », pp. 141-148, in Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- LECOMTE, Romain (2013a), « Expression politique et activisme en ligne dans un contexte autoritaire », pp. 51-86, in Sihem Najjar (dir.), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques*, Paris, Karthala (Coll. "Hommes et société").
- LECOMTE, Romain, (2013b), « Au-delà du mythe de la "Révolution 2.0". Le rôle des 'médias sociaux' dans la révolte tunisienne », pp. 161-180, in Amin Allal et Thomas Pierret (Eds.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin.
- LE CROSNIER, Hervé (2009), « De nouveaux rapports de force internationaux. Internet, outil de liberté et d'assujettissement », *L'Atlas du Monde Diplomatique*, pp. 44-45, [www.monde-diplomatique.fr/IMG/pdf/Internet.pdf](http://www.monde-diplomatique.fr/IMG/pdf/Internet.pdf)



- LEDJOU, Jean-Michel (2012), « Les institutions internationales et les TIC. Anatomie d'une promesse pour le développement en Afrique », pp. 19-21, in Jean-Michel Ledjou, Hanitra Randrianasolo-Rakotobe, *Des réseaux et des hommes. Les Suds à l'heure des technologies de l'information et de la communication*, Paris, Karthala.
- LEWIS, Bernard, MARTINEZ-GROS, Gabriel, ROY, Olivier, VALENSI, Lucette (2003), « Les trois âges de la révolution islamique / Religion et politique, de Mahomet à Ben Laden / L'islamiste, la femme, le voile et le Coran / La haine de l'Occident », *L'histoire. Dossier : Les islamistes*, n° 281, novembre.
- LICOPPE, Christian, SMOREDA, Zbigniew (1998), « Effets des cycles de vie et des réseaux de sociabilité sur la téléphonie », Rapport CNET.
- LICOPPE, Christian, SMOREDA, Zbigniew (2000), « Identités sexuées et statuts interactionnels. De la gestion de la durée des conversations téléphoniques », *Réseaux*, Volume 18, n° 103, pp. 119-141.
- LIVINGSTONE, Sonia (2008), "Taking risky opportunities in youthful content creation : Teenagers' use of social networking sites for intimacy, privacy and self-expression", *New Media & Society*, vol. 10, n° 3, pp. 393-411.
- LODOMBÉ, Olga (2011), « Politiques publiques nationales de la communication, appropriation des TIC et changement sociaux en Afrique francophone à l'ère de la mondialisation », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, supplément mis en ligne le 15 janvier 2011, à partir du colloque *Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes 2*, Grenoble, 2010, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2010-supplementA/Lodombe/index.html>.
- LOUKOU, Alain François (2011), « Les Tic au service du développement en Afrique. Simple slogan, illusion ou réalité ? », *Tic&Société*, vol. 5, n° 2/3, 2<sup>e</sup> semestre 2011, 1<sup>e</sup> semestre 2012. <https://ticetsociete.revues.org/1056>.
- LOUM, Ndiaga (2008), « La participation africaine à la société de l'information : pour une théorie critique », pp. 89-104, in Eric George et Fabien Granjon (dir.), *Critiques de la société de l'information*, Paris, L'Harmattan.
- LOUM, Ndiaga (2017), « Questions épistémologiques à propos d'une interdiscipline. La communication internationale dans l'univers des sciences sociales », *Communication, technologie et développement*, n° 4, septembre 2017, pp. 132-150.
- LYNCH, Marc (2009), "Should We Support Internet Activists in the Middle East. Abu Aard- vark's Middle East Blog", *Foreign Policy*, mis en ligne le 22 avril 2009 [http://lynch.foreign-policy.com/posts/2009/04/22/should\\_we\\_support\\_internet\\_activists\\_in\\_the\\_middle\\_east?hidecomments=yes](http://lynch.foreign-policy.com/posts/2009/04/22/should_we_support_internet_activists_in_the_middle_east?hidecomments=yes) (consulté le 1<sup>er</sup> décembre 2011).
- MADANI, Lotfi (2002), « L'antenne parabolique en Algérie, entre dominations et résistances », pp. 177-210, in Tristan Mattelart (dir.), *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers-monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, de Boeck Universités, 2002 (Coll. "Medias. Recherches. Études").
- MADIBA OLOKO, Georges (2007), « Libéralisation de la communication dans une société en crise et émergence de la société civile : réflexions sur le recomposition du champ social du Cameroun », pp. 137-155, in François Biyé (dir.), *Nouvelles approches des problématiques de communication sur l'Afrique subsaharienne. Représentations, idéologies et instrumentalisation* (préface Mickaël Palmer), Paris, L'Harmattan.
- MADIBA OLOKO, Georges (2011), « Mutations socio-professionnelles et enjeux citoyens du cyberjournalisme dans l'espace public au Cameroun », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, supplément mis en ligne le 15 janvier 2011, à partir du colloque *Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes 2*, Grenoble, 2010, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2010-supplementA/Madiba/index.html>.
- MAJDOUL, Bouchaïd (2018), « Presse et construction de la réalité du Sida au Maroc. Cas exemplaire du quotidien Attajdid », pp. 179-198, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanc/ Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.

- MAKACH, Fatiha (2018), « La ville marque. Vers une nouvelle communication territoriale », pp. 217-236, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanco/Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- MAKOSSO KIBAYA, Jean Félix (2007), « Mc Luhan, le village planétaire et l'Afrique », pp. 83-93, in François Biyé (dir.), *Nouvelles approches des problématiques de communication sur l'Afrique subsaharienne. Représentations, idéologies et instrumentalisation* (préface Mickaël Palmer), Paris, L'Harmattan.
- MARCOTTE, Jean-François (2001), « Communautés virtuelles: la formation et le maintien des groupes sur Internet », *Esprit critique*, vol. 3, n° 10, numéro thématique *Les rapports sociaux sur Internet : analyse sociologique des relations sociales dans le virtuel*, pp. 3-10.
- MARE, Admire (2014), "New Media Technologies and Internal Newsroom Creativity in Mozambique. The case of @Verdade", *Digital Journalism*, volume 2, n°1 (February 2014), pp 12-28, and mentioned in Hayes Mawindi Mabwezara (ed.) (2015), *Digital Technologies and the Evolving African Newsroom. Towards on African Digital Journalism Epistemology*, New York, Routledge (Coll. "Journalism Studies. Theory and Practice").
- MARQUES, Ângela Cristina Salgeiro, VIEIRA, Frederico (2017), « Discours de haine sur Internet : entre la violence du cadre biopolitique et le langage éthique du visage », *Communication, technologie et développement*, n° 4, septembre, pp. 9-25.
- MARTIN, Corine, VON PAPE, Thilo (2010), « Non-usages du téléphone mobile : au-delà d'une opposition binaire usagers/non-usagers », p. 113, in Catherine Keline, Luc Massou, Pierre, Morelli (dir.) (2010), *Repenser le non-usage des TIC*, *Dossier Les non-usagers des TIC. Question de communication*, n° 18. URL : <http://questionsdecommunication.revues.org/416> ; DOI : 10.4000/questionsdecommunication.416
- MARTIN-BARBERO, Jesús (2006), « De la nécessité de passer par la culture dans le nouveau développement », pp. 127-199 in Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- MATTELART, Tristan (2005), « L'internationalisation de l'audiovisuel : (bref) état des savoirs », Actes du colloque international 1945-2005 : 60 ans de communication pour le développement, Université de Douala, 26-30 avril 2005.
- MATTELART, Tristan (2009), « Les diasporas à l'heure des technologies de l'information et de la communication : petit état des savoirs », *Tic&société* [En ligne], Vol. 3, n° 1-2 | 2009, mis en ligne le 14 décembre 2009, consulté le 06 octobre 2017. URL : <http://ticetsociete.revues.org/600> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.600.
- MAUMBE, Blessing Mukabeta (2012), « Mise en place de pratiques exemplaires pour la transmission électronique des déclarations en Afrique subsaharienne : étude de cas sur l'excellence de l'administration électronique des services fiscaux sud-africains », pp. 273-296, in Jean-Michel Ledjou, Hanitra Randrianasolo-Rakotobe (dir.), *Des réseaux et des hommes. Les Suds à l'heure des technologies de l'information et de la communication*, Paris, GEMDEV et Karthala.
- MEHLER, Andreas (1997), « Cameroun : une transition qui n'a pas eu lieu », pp. 95-138 in Patrick Quantin, Jean Pascal Daloz (sous dir.), *Transition démocratiques africaines*, Paris, éditions Karthala.
- MEZHOUDA, Abdelmalik (2012), « Stratégies de développement des marchés : opportunités et challenges des réseaux sociaux et des TIC mobiles », *Les Cahiers du Cedimes. TIC mobiles et développement social*, Vol. 5, n° 1, pp. 25-46.
- MEZRIOUI, Racha (2013), « L'insulte dans les discours post révolution des « cyberactivistes : cas type de Jalel Brick, Ben Arfa et Takriz », pp. 311-333, in Sihem Najar (dir), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques (Monde arabe, Europe de l'Est, Amérique Latine)*, Tunis et Paris, IRMC-Karthala.
- MIÈGE, Bernard, TREMBLAY, Gaëtan (1998), « Introduction, théories sociales de la

- communication et théories communicationnelles de la société », *Loisir et société*, vol. 21, n° 1, pp. 11-25.
- MIÈGE, Bernard, (2006), « La question des industries culturelles impliquées par/dans la diversité culturelle », in Actes du colloque *Systèmes Informatiques et Gestion de l'Environnement (SIGE)*, Douala, Cameroun, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication* [en ligne], 2006, mis à jour 14 août 2011. [w3.u-grenoble3.fr/les.../Actes%20de%20Douala-Miege-pp75-81.html](http://w3.u-grenoble3.fr/les.../Actes%20de%20Douala-Miege-pp75-81.html) et conférence inaugurale du colloque de Douala, « TIC, industries culturelles et industries créatives : Appropriation sociale et diversité culturelle », *Communication & Changements sociaux en Afrique - 3<sup>e</sup> Colloque international*, Douala, 10 au 12 avril 2014, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, Supplément 2014B, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/Suppl2014B-Complet.pdf>
- MIÈGE, Bernard (2012), préface à Jean-Michel Ledjou, Hanitra Randrianasolo-Rakotobe, *Des réseaux et des hommes. Les Suds à l'heure des technologies de l'information et de la communication*, Paris, Karthala.
- MIÈGE, Bernard (2016), « 40 ans de recherche en Information - communication. Acquis et questionnements », transcription de la conférence invitée inaugurale du XXVII<sup>e</sup> congrès de l'AMIC, *Asociación Mexicana de Investigadores de la Comunicación*, Queretaro, Mexique, 4 juin 2015, *Les Enjeux de l'Information et de la Communication* [mis en ligne le 22 mars 2016].
- MIÈGE, Bernard (2017), « L'internationalisation de la culture, de l'information et de la communication II : l'emprise progressive des industries de la communication sur les industries culturelles et créatives », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n° 18/3A, pp. 5-10, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2017-supplementA/00-Miege/>
- MIÉRÉ PELAGE, Théodora, SLITNI, Sami, (2006), « Le management africain face aux TIC », Actes du colloque *TIC & Inégalités : les fractures numériques*, Paris, Carré des Sciences 18-19 novembre 2004.
- MIÉRÉ, Théodora (2016), « Tic et mobilisation », le cas du Congo », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, N° 17/3A, 2016, p. 195 à 212, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2016-supplementA/14-Miere/>.
- MIGNOT-LEFÈVRE, Yvonne (1994), « Technologies de communication et d'information : une nouvelle donne internationale », *Tiers-Monde*, Volume 35, n° 138, pp. 245-277.
- MIGUEL de BUSTOS, Juan Carlos (2016), « Los grupos mundiales de comunicación y de entretenimiento, en el camino hacia la digitización », *Les Enjeux de l'Information et de la communication*, n° 17/2, 2016, p. 127 à 144, [en ligne] URL <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2016-dossier/08-Miguel%20de%20Bustos/index.html>.
- MISSÈ, Missè (2002), « Télévisions internationales et changements sociopolitiques en Afrique subsaharienne », pp. 103-124, in Tristan Mattelart, *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, de Boeck université, (Coll. "Médias recherches. Études").
- MISSÈ, Missè (2009), « La communication stratégique : de l'appui au développement à la promotion du changement social : une communication de connivence », *Les Enjeux de l'Information et de la communication* [En ligne], mis en ligne le 16 avril 2009, consulté le 21 octobre 2017 <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2009-supplement/pdf/Actes%20de%20Douala-Misse-pp14-35.html>.
- MISSÈ, Misse (2014), « Les théories critiques en communication pour le changement social : regard critique », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 4 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 04 octobre 2017. URL : <http://rfsic.revues.org/931> ; DOI : 10.4000/rfsic.931
- MÉDARD, Jean-François (2000), « L'État et le politique », pp. 849-854, in Michel Dobry (dir.), *Les transitions démocratiques. Regards sur l'état de la "transitologie"* », *Revue française de Sciences Po*, 2000, n° 4/5, Vol. 50, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences

Politiques.

- MKHABELA, Hlawulani (2017), "Hashtag and Political Resistance. Movements in Southern Africa", *L'Afrique en question*, n° 36, IFRI, 31 July 2017. <https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux-de-lifri/lafrique-questions/reseaux-sociaux-mouvements-de-resistance>
- MOUTHÉ, Gildas (2019), « De la démocratie à la médiacratie », pp. 177-188), in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), éditions **Connaissances et savoirs**.
- MWESIGE, Peter G. « Les fonctions et dysfonctions démocratiques des débats politiques radiophoniques. Le cas de l'Ouganda », *Afrique contemporaine*, vol. 240, no. 4, 2011, pp. 109-124.
- NAJAR, Sihem (2011), « Les pratiques sociales de l'Internet et les transformations des identités et des liens sociaux au Maghreb. Etude de communautés diasporiques tunisiennes », *Méditerranée*, n° 116, 2011, numéro spécial sur le thème : *Le Maghreb dans la mondialisation*, pp. 49-57.
- NAJAR, Sihem (2013), « Les femmes cyber activistes et les revendications d'un changement démocratique en Tunisie », pp. 143-176, in Sihem Najar (dir.), *Le cyber activisme au Maghreb et dans le monde arabe*, Paris, IRMC, Karthala.
- NAJAR, Sihem (2014), « Blogueurs et blogueuses de Libye : faire la révolution contre Khadafi sur le Net », *Moyen-Orient*, n° 21, janvier-mars, pp. 38-43.
- NDEKE, Jonas Charles (2018), « La pluralité des chaînes de télévision au Congo Brazzaville. Symbole de la diversité de l'information ? », *Revue Oudjat en Ligne*, numéro 1, volume 1, <http://editionsoudjat.org/index.html/spip.php?article47> [consulté le 25 mai 2018].
- NDOUR, Saliou (2002), « Mondialisation et industries culturelles : le poids de l'Afrique », pp. 101-111, in Actes du colloque *Mondialisation et rencontres de cultures : le dialogue est-il possible ?*, Saint-Louis du Sénégal, Xamal and *Le développement des industries culturelles : une exigence de l'Afrique dans le contexte de la mondialisation*, [http://www.acpcultures.eu/upload/ocr\\_document/Ndour\\_DvpIndustriesCulturelles%20ExigenceAfrique%20ContexteMondialisation.pdf](http://www.acpcultures.eu/upload/ocr_document/Ndour_DvpIndustriesCulturelles%20ExigenceAfrique%20ContexteMondialisation.pdf)
- NGONO, Simon (2017a), « La médiatisation de la parole profane dans les émissions de débats radiophoniques au Cameroun : enjeux et logiques de la constitution d'un espace public », *RadioMorphoses*, [En ligne], n°2– 2017, mis en ligne le «02/06/2017 », URL: <http://www.radiomorphoses.fr/index.php/2017/06/02/mediatisation-de-parole-profane-emissions-de-debats-radiophoniques-cameroun-enjeux-logiques-de-constitution-dun-espace-public/>
- NGONO, Simon (2017b), « L'espace public de débats télévisés dans le contexte « post-libéral » camerounais : logiques de constitution et structuration. », *Actes des journées doctorales de la SFSIC*, Villeurbanne, juin. <https://www.sfsic.org/index.php/services-300085/bibliotheque/doctorales-2017/920-sngonodoctorales17/file>
- NGONO, Simon (2018), « Les réseaux socio-numériques comme option constitutive de l'alternative avec l'espace public officiel dans des situations post-autoritaires. Cas des formes de mobilisation numérique des Camerounais autour de "l'affaire Éva" », *Les Cahiers du numérique*, Canada, DOI : [10.31166/LCN.12.1.25.38@2016](https://doi.org/10.31166/LCN.12.1.25.38@2016) Lavoisier LCN/DOI.
- N'GUESSAN, Julien, Atchoua, (2013), « Cybercriminalité et enjeux de l'identification des usagers des réseaux de communication en Côte d'Ivoire », *Revue africaine de criminologie*, n° 12, pp. 115-135.
- NOBLE-BART, Annie (2003), « Femmes et toile en Afrique de l'Est », pp. 177-188, in François Bart et Annie Lenoble-Bart (Annie) (dir.), *Afrique des réseaux et mondialisation*, Karthala-MSHA.
- NORDENSTRENG, Kaarle, (2011), « McBride report as a culmination of NWICO », *Les Enjeux de l'information et la communication, Supplément 2010-A*. Grenoble : [http://w3.u-grenoble3.fr/les\\_enjeux/2010-supplementA/Nordenstreng/index.html](http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2010-supplementA/Nordenstreng/index.html), consulté 28/03/11.
- NSOE MINSONGUI, Simon Pierre, TEKO TÉDONGMO, Henri (2014), « Le renouveau médiatique



- de la séduction évangélique au Cameroun », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 161 à 178, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/14-Teko-Minsongui/index.html>.
- N'TAMBWE TSHIMBULU, Raphaël (2009), « La politisation de l'Internet en Afrique en question », *Les Enjeux de l'information et de la communication*, supplément mis en ligne le 16 avril 2009, à partir du colloque *Communication et changement social en Afrique et dans les Caraïbes : bilan et perspectives*, Douala, 2006, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2009-supplement/pdf/Actes%20de%20Douala-Tambwe-pp63-73.html>.
- NYAMJOH, Francis (2002), "Cameroon : Over twelve years of cosmetic democracy", *News from the Nordic Africa Institute*, n°3, pp. 5-8.
- O'DONNELL, Guillermo (1999), "Illusions about consolidation", *Journal of Democracy*, vol. 7, n° 2, pp. 34-51.
- OUASSA KOUARO, Monique, TASSO BONI, Florent, (2014), « La cybercriminalité au Bénin : une étude sociologique à partir des usages intelligents des technologies de l'information et de la communication », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 35 à 42, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/03-Tasso/index.html>.
- PAILLIART, Isabelle (2000), « Les enjeux locaux de la démocratie électronique », *Hermès*, n°26-27, pp. 129-138.
- PERROT, Thomas (2014), « Escroqueries et arnaques sur Internet au Ghana : le phénomène sakawa », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/n°15/2B>, 2014.
- POWELL, G. Bingham Jr (2004), « The Chain of Responsiveness », *Journal of Democracy*, vol. 15, n° 4, 2004, p. 91-105.
- PROULX, Serge (2008), « Des nomades connectés. Vivre ensemble à distance », *Hermès*, n° 51, pp. 155-160.
- PROULX, Serge (2011), « L'irruption des médias sociaux. Enjeux éthiques et politiques », pp. 9-31, in Lorna Heaton, Mélanie Millette, Serge Proulx, (Dir.), *Médias sociaux, enjeux pour la communication*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- PROULX, Serge (2013), « Agir dans un monde fortement connecté : l'émergence de nouvelles culture militantes dans la société de contrôle », pp. 135-155, in Sihem Najjar (dir), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques (Monde arabe, Europe de l'Est, Amérique Latine)*, Tunis et Paris, IRMC-Karthala.
- RAHARINIRINA RABAOVOLOLONA, Lucie (2013), « Langues et médias ou les enjeux d'une formation continue au journalisme hybride à Madagascar », *Le Français à l'université*, 18/01/2013. Mis en ligne le 19 mars 2013. <http://www.bulletin.auf.org/index.php?id=1526>.
- RANDRIANASOLO-RAKOTOBÉ, Hanitra (2012), « Internet et le développement des filières agroalimentaires éthiques. Cas du commerce équitable », in Jean-Michel Ledjou, Hanitra Randrianasolo-Rakotobe, *Des réseaux et des hommes. Les Suds à l'heure des technologies de l'information et de la communication*, Paris, Karthala.
- ROSENZWEIG, Philip (1998), "Managing the new global workforce: Fostering diversity, fostering consistency", *European Management Journal*, Vol. 16, n° 6, pp. 644-652.
- SAERENS, Patrick (2014), « Les créateurs, maillons faibles des TIC en Afrique ? », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 101 à 108, consulté le jeudi 1 octobre 2015, [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/09-Saerens/index.html>.
- SHIMMIN, Rob (2017), Introduction to Conference *Internal communication*, Quadriga University Applied Science, Berlin, december 4 to december 5.
- SONHAYE, Kondi, Napo (2017), « Les enjeux de l'utilisation du système de communication VSAT dans les processus électoraux en Afrique », *Communication, technologie et développement*, n° 4, septembre, pp. 48-62.

- STEIN, Marieke (2007), « Le blog, nouvel instrument au service de la démocratie participante ? », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication* [en ligne] mis en ligne 26 Janvier 2007, suite au 8<sup>e</sup> colloque Brésil-France, ICM, Grenoble, les 29 et 30 septembre 2006 et Séminaire du DEL-CNRS.
- TAFFO NEMBOUE, Gustave Adolphe Messanga Willy (2017), « Adaptation de l'Échelle de justification du système démocratique auprès de jeunes adultes camerounais », *Revue africaine de sciences politiques et sociales*, n°12, pp. 89-117.
- TCHOUPIE, André (2006), « Les sociétés traditionnelles africaines face aux enjeux des recompositions socio-politiques : analyse des mutations des institutions coutumières au travers du jeu autour de la succession dans la chefferie de Bandjoun », *Annales de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Dschang*, Tome 10, 2006, pp.195-214.
- THIRIOT, Céline (2002), « Rôle de la société civile dans la transition et la consolidation démocratique en Afrique : éléments de réflexion à partir du cas du Mali », *Revue Internationale de Politique comparée*, vol. 9, n° 2, pp. 277-295.
- THIRIOT, Céline (2015), « Historicité et conjoncture des transitions démocratiques en Afrique », pp. 177-195, in Antoine Roger, Myriam Ait-Aoudia (Dir.), *La logique du désordre. Relire la sociologie de Michel Doby*, Paris, Presses de la FNSP.
- THUSSU, Daya (2016), « The scramble for Asian soft power in Africa », *Les Enjeux de L'Information et de la communication*, n° 17/2, pp. 225-237, [en ligne], URL : <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr/2016-dossier/15-Thussu/>
- TOA, Jules-Évariste Agnini (2013), « Usages du téléphone mobile et mutations des sociétés africaines : l'exemple de la société ivoirienne », Communication orale lors du colloque *Localisation et réinvention de la téléphonie mobile*, Cotonou-Lomé, 29 avril au 3 mai 2013.
- TOA, Jules-Évariste Agnini (2017), « Les technologies médiatiques dans le traitement de la crise de Grand Bassam en Côte d'Ivoire », *Communication, technologie et développement*, n° 4, septembre 2017, pp. 109-118.
- TOUHAMI, Souad (2018), « La communication organisationnelle en milieu hospitalier au Maroc. Entre enjeux et pratiques », pp. 99-116, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanco/Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- TOUATI, Zeineb (2012), « La révolution tunisienne : interactions entre militantisme de terrain et mobilisation des réseaux sociaux », pp. 121-141, <http://annemaghreb.revues.org/1426>.
- TOUMI, Issam (2018), « Communication gouvernementale pendant la crise des déchets importés italiens au Maroc », pp. 161-178, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanco/Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- TRIKI, Moez (2013), « Réseaux sociaux et enjeux socio-politiques. Étude des pratiques et usages politiques sur Facebook après la révolution du 14 janvier », pp. 335-344, in Sihem, Najar (dir.), *Les réseaux sociaux sur Internet à l'heure des transitions démocratiques (Monde arabe, Europe de l'Est, Amérique Latine)*, Tunis et Paris, IRMC-Karthala.
- VAN DEURSEN, Alexander, VAN DIJK, Jan (2010), "Internet skills and the digital divide", *New Media and Society*, 13(6), pp. 893-911.
- VELMURADOVA, Maya (2014), « Communication pour le développement et intégration sociale des nouveaux dispositifs : Les modèles existants d'acceptation et d'appropriation et le rôle de la Valeur perçue d'usage », *Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, n°15/2B, 2014, p. 75 à 90, consulté le jeudi 1 octobre 2015 , [en ligne] URL : <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/07-Velmuradova/index.html>.
- VITTIN, Théophile E. (2002), « L'impact des radios internationales en Afrique noire », pp. 81-102, in Tristan Mattelart, *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers monde et audiovisuel sans frontières*, Bruxelles, de Boeck université, (coll. "Médias recherches. Études").
- WANG, Jiang (2006), « Vers le nouveau développement. Le cas de la Chine et de l'Inde », pp. 79-89,

- in Jean-Paul Lafrance, Anne-Marie Laulan, Carmen Rico de Sotelo (dir.), *Place et rôle de la communication dans le développement international*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- WARREN, Marilyn (2007), "The digital vicious cycle : Links between social disadvantage and digital exclusion rural areas", *Telecommunications Policy*, Volume 31, Issues 6-7, July-August 2007, pp. 374-388.
- WARSCHAUER, Mark (2004), "Rethinking the Digital Divide", introduction, pp. 1-10, in Mark Warschauer, *Technology and Social Inclusion. Rethinking the Digital Divide*, Hong-Kong, SNP Best-set Typesetter Ltd ; Cambridge, London, Massachusetts Institute of Technology.
- WOJCIK, Stéphanie (2014), in atelier « Citoyenneté numérique et nouvelles formes médiatiques », *Colloque pour les 30 ans de la revue Réseaux*, Paris INHA, 8 au 10 janvier 2014, p. 4. <http://revue-reseaux.univ-paris-est.fr/fichiers/R5.%20Citoyennet%C3%A9%20num%C3%A9rique...pdf>.
- WOSSEN, Tesfamichael (2013), "Social network effects on the adoption of sustainable natural resource management practices in Ethiopia", *International Journal of Sustainable Development and World Ecology*, Vol. 20, Issue 6, pp. 477-483. [on line] 14 november, <http://dx.doi.org/10.1080/13504509.2013.856048>
- YONGA, Suzy (2019), « Guerre contre Boko Haram : étude comparative de la couverture faite par la presse gouvernementale et la presse privée au Cameroun », pp. 90-139 in Alain Cyr Pangop et Léopold Maurice Jumbo (dir.) (2019), *Médias, élections et (re)construction identitaire dans l'espace public*, Dschang (université de), éditions Connaissances et savoirs.
- YOON, Cheolki (2017), « L'intériorisation des conflits internationaux à l'échelle nationale. Le cas des conflits intercoréens et leurs enjeux autour de l'espace en ligne », *Communication, technologie et développement*, n° 4, septembre 2017, pp. 180-192.
- YOUSSOUFI, Khadija (2018), « Communication de crise et gestion de la réputation. Cas de la Ramsa », pp. 143-160, in ABIL, Abdallah, AMSIDDER, Abderrahmane, BENDAHAN, Mohamed *La communication publique en Afrique. Regards croisés*, Agadir, Larlanco/Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines.
- ZOUARI, Khaled (2011), « Réflexions sur un espace médiatique revisité par les médias nomades : vers un espace public arabe ? », *Les Cahiers du Cedimes. TIC mobiles et développement social*, Vol. 5, n° 1, pp. 87-95.

## THESES

- AÏDOUDI, Lamia (2018), *Le cinéma tunisien des années 1970 en tant qu'espace public autonome d'accueil et de co-construction de la contestation politique et sociale. Configuration des récits et discours*. Thèse pour le doctorat en Arts, Communication et Spectacles, mention "Études cinématographiques", Université Bordeaux Montaigne.
- AMRI, Karima (2015), *La pénétration du marché de l'information médiatique français par Al Jazeera : d'un soft power régional à une stratégie globale du Qatar ? L'exemple de la couverture des élections présidentielles françaises de 2007*. Thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble-Alpes.
- BADDOU, Mohammed-Amine (2014), *Convergences technologiques et organisation industrielle des médias au Maroc*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Oujda, Université Mohamed 1<sup>e</sup>.
- BALIMA, Dimitri (2009), *L'appropriation sociale des chaînes de télévision en Afrique de l'Ouest, les modalités de l'adhésion des élites africaines à la culture télévisuelle. Les cas du Bénin, du Burkina-Faso, du Mali*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble3, Université Stendhal.
- BAMBA, Léon (2011), *Rapports presse et pouvoir politique au Congo-Brazzaville, 1960-1990*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Bordeaux, Université Bordeaux Montaigne.
- BEAUD, Paul (1986), *Médias, médiations et médiateurs dans la société industrielle*, thèse de



- doctorat d'état en sciences de l'information et de la communication, Université Stendhal, Grenoble3.
- BEN JEDDOU, Sameh (2015), *Technologies de l'Information et de la Communication et administration en Tunisie*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- BITOND Adrien (2011), *Titraillles, interactions et construction d'un espace public autour de la presse écrite : une analyse ethno-sociologique du kiosque à journaux au Cameroun*, thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Grenoble-Alpes.
- DAKOURÉ, Évariste (2010), *Promotion de dispositifs multimédias au Burkina Faso : pratiques, discours et stratégies d'acteurs*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- DIOUF, Raabi (2013), *Communication publique et excision*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- FADHLOUN, Itidel (2018), *La construction du transnationalisme à l'épreuve des crises identitaires. Cas des migrants et descendants de migrants tunisiens votants à distance*, thèse pour le doctorat en sciences politiques, Institut d'Études Politiques de Lyon.
- FITOURI, Aïda (2008), *Usages de la télévision par satellites en Tunisie et renouvellement des enjeux*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- HEUCHOU NANA, Manuella Mélissa (2017), *Les sites d'information générale sur Internet. Stratégies, conceptions et pratiques des diasporas camerounaises en France, Belgique, Etats-Unis*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Stendhal Grenoble3.
- KABORÉ, Lacina (2014), *L'hétéro-régulation des médias au Burkina Faso (1990-2013) : facteurs d'influence, défis technologiques et perspectives*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de Ouagadougou.
- MACHIKOU NGAMÉNI, Nadine (2010), *Les chemins de l'État observateur. Contribution des observatoires régionaux de santé*, Thèse pour le doctorat en sciences politiques, Amiens, université de Picardie.
- MANKANDJOU, Nouremi (2016), *L'éducation par les médias : les enjeux de l'éducation pédagogique des Technologies de l'information et de la communication dans des écoles pilotes d'expérimentation en Côte d'Ivoire, de 2012 à 2014*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, Côte d'Ivoire.
- MBOUZAKO, Raymond (2010), *Discours et représentations sociales dans la prévention du paludisme*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Lyon, Université Lumière, Lyon2.
- MOMO, Hubert (2011), *Perspective herméneutique de la communication pour le développement : une analyse des stratégies communicationnelles du Programme national de vulgarisation et de recherche agricoles dans l'Ouest camerounais*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- NDIAYE, Mamadou (2006), *E-gouvernance et démocratie en Afrique. Le Sénégal dans la mondialisation des pratiques*, thèse pour le doctorat de Sciences de l'Information et de la Communication, MICA et Université Bordeaux-Montaigne.
- NTSAMÉ-MBA, Marie-Louise (2010), *Communication publique et VIH-Sida : les enjeux de la prévention*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- ONU, Michaël Chuddy (1998), *Éléments pour l'évaluation de la communication au développement au Nigeria*, Thèse de Doctorat en Sciences de l'Information et de la Communication, Université de Grenoble III.

- PALÉ, Titi Eramatou (2017), *Paysage électoral et stratégies de communication des candidats à l'élection présidentielle de 2010 en Côte d'Ivoire*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Bordeaux, Université Bordeaux-Montaigne.
- RAMOS PASQUATI, Éric (2011), *L'appropriation socioculturelle du téléphone portable par les agriculteurs de la boucle de Mouhoun, Burkina Faso. Contribution à une approche socioculturelle des TIC pour le développement socio-économique*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de Paris-Ouest Nanterre La Défense.
- SAÏKI, Abdelhaye (2014), *Vers une communication des territoires, la région orientale du Maroc*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université d'Oujda.
- SECK SARR, Sokhna Fatou (2015), *Pratiques, stratégies et modèles de positionnement des acteurs de l'information en ligne en Afrique de l'Ouest francophone. Le cas des portails Abidjan.net, Lefaso.net et Seneweb.com*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Stendhal Grenoble3.
- SIDIKI, Bamba (2010), *Presse écrite et émergence de l'espace public en Côte d'Ivoire : entre idéal démocratique et propagande politique*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Bordeaux, Université Bordeaux Montaigne.
- TABI AKONO, François (1995), *Le discours de La Baule et les processus démocratiques en Afrique. Contribution à une problématique de la démocratie et du développement dans les pays d'Afrique noire francophone*, thèse pour le doctorat en sciences politiques, Université de Clermont-Ferrand1.
- TANO-BIAN, Adnomka Jeannine, Armelle (2015), *La répression de la cybercriminalité dans els états de l'Union européenne et de l'Afrique de l'Ouest*, thèse pour le doctorat en droit public, Université Paris Descartes.
- TIAO, Beyon Luc Adolphe (2015), *Le Burkina Faso et les problématiques de la régulation en Afrique de l'Ouest*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de Bordeaux.
- TOGO, Souabou (2015), *Enjeux de la démarche qualité en entreprise au Maroc : la qualité de service entre subtilité et exigence*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Oujda, Université Mohamed 1<sup>e</sup>.
- WELEPELE ÉLATRE, Camille (2014), *Construction de rapports de genre et représentation politique de femmes aux élections provinciales de 2006 dans la ville de Kisangani (province orientale)*, thèse pour le doctorat en sciences politiques et administratives, Université de Kisangani, faculté des sciences sociales et politiques.
- YARABATIOULA, Jacob Yarassoula (2018), *Les industries culturelles et créatives au Burkina Faso. Analyse des filières au prisme des politiques et stratégies d'acteurs*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes.
- ZHAO, Min, (2018), *Les représentations médiatiques de la Chine en France dans le cadre de la communication interculturelle*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- ZIANI, Abdulkrim (2007), *La chaîne Al Jazira et la guerre contre l'Irak. Couverture médiatique et traitement de l'information*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Stendhal.
- ZIDA, Raguidissida Émile (2018), *Les industries culturelles des pays francophones d'Afrique subsaharienne : le cas du Burkina Faso*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Grenoble, Université Grenoble Alpes.
- ZOUARI, Khaled (2005), *Publics et usages de la presse en ligne au Maghreb*, thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Stendhal de Grenoble.

## MEMOIRES POUR L'HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES

BLÉ, Raoul Germain (2010), *NTIC et co-développement en Afrique Subsaharienne à l'heure de la*

- Mondialisation*, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Grenoble3, Université Stendhal.
- DE LA BROSSE, Renaud (2009), *La régulation des médias dans un contexte de transition et de consolidation démocratiques : le cas de l'Afrique subsaharienne*, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Université de Strasbourg.
- HIZAOUI, Abdelkrim (2009), *Droit à l'information et régulation des médias. Perspective maghrébine*, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Grenoble, Université Stendhal.
- JOUËT, Josiane (1992), *Pratiques de communication et changement social*, document en vue de l'Habilitation à Diriger des Recherches, Université de Grenoble III, janvier 1992.
- MIÉRÉ, Théodora (2015), *Communication dans un contexte de changement et usage des TIC dans les sphères professionnelles et publiques en France et au Congo*, mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches, Université de Saint-Quentin en Yvelines.
- MISSÈ, Missè (2003), *Pour une réévaluation de la communication sociale pour le développement (approche sociopolitique)*, note de synthèse des travaux en vue de l'habilitation à diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication, Grenoble.

## DOSSIER

*Les Enjeux de l'Information et de la Communication*, Supplément 2014B, « TIC, industries culturelles et industries créatives : Appropriation sociale et diversité culturelle », *Communication & Changements sociaux en Afrique - 3<sup>e</sup> Colloque international*, Douala, 10 au 12 avril 2014, <https://lesenjeux.univ-grenoble-alpes.fr/2014-supplementB/Suppl2014B-Comple.pdf>

## CONTRIBUTION DE L'AUTEUR A DES TRAVAUX DE SYNTHESE AYANT SERVI A LA MISE EN PERSPECTIVE

- Rapport de l'*European Science Foundation : Media in Europe. New questions for Research and Policy* (ESF, 2014)
- Conclusions en 2014 du premier forum de l'*Arab Association of Researchers in Communication* (AARC)
- Publications pluridisciplinaires annuelles du GDRI *Commed*, piloté par l'*Institut de Recherche du Maghreb Contemporain* (IRMC) de Sidi Bou-Saïd
- Définition des axes programmatiques pour l'Afrique subsaharienne du *Grecirea* de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal
- Publication des *Cahiers du Cedimes : TIC mobiles et développement social* de 2011
- Rencontre sur le thème *Recherches en Sciences de l'Information et Communication sur les Médias et les Industries culturelles et créatives*, organisé conjointement par le Gresec de Grenoble et la *Communication University of China* de Beijing, les 15 et 16 octobre 2015
- Colloque *Technologies et développement. Objets connectés : perspectives pour un développement intelligent*, organisé par chaire Unesco *Pratiques émergentes et communication pour le développement*, Bordeaux, 16-17 mars 2017.